

## Eurêka en marche

Qui ne se réjouirait de voir la Communauté européenne - avec le renfort de cinq autres pays du continent - se tourner vers les technologies de pointe ? On lui a si souvent reproché de ne s'intéresser qu'à des secteurs économiques traditionnels, comme l'agriculture, ou malades, comme la sidérurgie, qu'on aurait mauvaise grâce à lui faire grief de cette ambition nouvelle. L'opération « guerre des étoiles » lancée par M. Reagan en 1983 n'y est certes pas étrangère, mais Eurêka - on ne cesse de le répéter à Paris et dans d'autres capitales - ne doit nullement être pris pour la réplique européenne à l'initiative de défense stratégique américaine.

La France tenait beaucoup au succès de la réunion organisée le mercredi 17 juillet à Paris. Elle est à l'origine du projet Eurêka de communauté européenne de la technologie, dont débattaient trente-quatre ministres et deux représentants de la Commission de Bruxelles. M. Mitterrand, qui éprouve pour ces matières hautement scientifiques une fascination de littérateur, en fait une affaire personnelle. Même en refusant de participer à l'IDS, en mai dernier à Bonn, il a pris soin d'affirmer sa conviction que l'avenir, c'était l'espace. Un projet conciliant l'Europe et la science-fiction ne pouvait manquer de lui apparaître comme une grande cause. Et à beaucoup d'autres avec lui : après avoir manqué d'enthousiasme, les membres de la Commission ont été convaincus.

Ce lancement solennel de l'Europe technologique laisse pourtant une impression mitigée. Sans doute le ministre français des Relations extérieures, M. Roland Dumas, n'a-t-il pas eu tort de souligner l'unanimité qui s'était dégagée en faveur d'Eurêka. La part personnelle qu'il a prise dans ce début de mise en œuvre lui permet de mesurer le chemin parcouru. Mais on a vu, mercredi, resurgir les clivages désormais traditionnels à l'intérieur de la Communauté : d'un côté les maximalistes pressés, de l'autre ceux qui, comme les Britanniques, mettent l'accent sur le pragmatisme.

Les questions de procédure, une fois de plus, ont occupé beaucoup de temps et mobilisé bien des énergies, sans doute parce qu'elles recouvrent, en réalité, ce débat de fond sur la nature même de l'Europe à construire. Et le président de la Commission de Bruxelles, M. Jacques Delors, n'a pu faire prévaloir sa proposition : créer un groupe consultatif indépendant sur les projets susceptibles d'entrer dans le cadre d'Eurêka, système qui eût réduit la portée de ces oppositions traditionnelles entre États.

Enfin, si tout le monde est d'accord sur le principe de cette nouvelle communauté, le contenu concret de l'opération et son financement - malgré ce milliard que la France a mis dans la corbeille de mariage - restent à déterminer. On en reparlera cet automne à Bonn. Ce qui posera très vite, probablement, un problème que certains pays jugent essentiel : la distinction du militaire et du civil. Le résultat unanimement positif de ce « simple tour de table », comme on le qualifie à Paris, fait un peu penser à la célèbre formule de Woody Allen : la réponse est oui, mais quelle était exactement la question ?

(Lire nos Informations page 3.)

## L'afflux de capitaux oblige la Banque de France à réduire ses taux

Le dollar était stabilisé, jeudi 18 juillet, à 8,62 F contre 8,63 F à la suite des déclarations de M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale des États-Unis, sur les risques d'une chute trop rapide et le refus d'abaisser à nouveau le taux d'escompte. Par ailleurs, la Banque de France, pour tenter de freiner l'afflux de capitaux et la réévaluation continue du franc, a réduit pour la seconde fois, en huit jours, son taux d'intervention, ramené de 9 7/8 % à 9 5/8 %.

« Vive la baisse du dollar et ses effets bénéfiques pour une industrie américaine ravagée par les importations, mais gare à une chute trop rapide qui risquerait de réveiller les démons de l'inflation. » Tel est, en substance, le message qu'a délivré M. Paul Volcker, président de la Réserve fédérale des États-Unis (FED), déposant, mercredi, devant une commission au Congrès de Washington.

Le tout-puissant président de la FED a, d'abord, confirmé ce que l'on soupçonnait, à savoir que la Banque centrale avait favorisé, la baisse du « billet vert ».

En menant une politique de crédit plus accommodante ces derniers temps, la FED, a-t-il révélé, a été inspirée « dans une certaine mesure par le souci de réduire la fermeté excessive et, à terme, insoutenable du dollar ».

Mais une telle approche a ses limites et ses risques, d'est-il hâté de préciser : « La possibilité qu'à un certain point le sentiment à l'égard

du dollar puisse changer de manière défavorable, avec de fortes répercussions en baisse sur son taux de change », ce qui constituerait, prédit M. Volcker, « la plus grave menace potentielle pour les progrès que nous avons accomplis dans la lutte contre l'inflation ».

En clair, cela veut dire que la hausse du dollar, en réduisant le coût des importations, a permis de peser sur les prix intérieurs américains, et donc de contribuer à ramener le taux d'inflation à moins de 4 %. Toute baisse excessive du « billet vert » aurait l'effet inverse.

M. Volcker, dans son inlassable lutte contre l'inflation, est aidé par l'évolution favorable de nombreux paramètres. Ainsi, les cours des matières premières sont-ils tombés à leur plus bas niveau depuis des années, le prix du pétrole est orienté à la baisse, et, depuis l'an dernier, l'évolution des salaires américains marque un très net ralentissement.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 21.)

## Les litiges se multiplient entre candidats socialistes aux élections législatives

Plusieurs ministres en mal de sièges stables qui cherchent des points de chute dans des départements où ils puissent être assurés d'être élus... Des députés sortants, soumis aux « trop-pleins » locaux, qui se disputent les rares terrains de « parachutage » disponibles ailleurs que chez eux... Des rivalités de courants qui s'exacerbent et donnent lieu à d'intenses marchandages. Le bureau exécutif du Parti socialiste, réuni le mercredi 17 juillet, s'est penché sur ces cas litigieux.

Ici en Gironde, par exemple, ce sont les partisans de M. Michel Rocard qui menacent de remettre en question l'accord conclu le 6 juillet afin d'assurer, en principe, une place équitable aux minoritaires sur les listes du parti.

Là, tel député sortant est frappé d'ostracisme par ses propres amis. C'est le cas, semble-t-il, à Belfort, de M. Raymond Forni, président de la commission des lois de l'Assemblée nationale, qui paraît marginalisé par ses « amis » du CERES... Des personnalités « extérieures » - M. Olivier Stirn, M<sup>me</sup> Huguette Bouchardieu, mal reçues par les militants de la base...

Bref, les tractations en cours au sein du Parti socialiste pour la constitution des listes électorales de 1986 offrent un spectacle politique qui évoque les crépages de chignon des fameuses marchandes d'oignons de Brive-la-Gaillarde, immortalisées naguère par Georges Brassens !

Plus sérieusement, il apparaît que ces difficultés diverses laissent planer un doute sur l'application de l'accord du 6 juillet intervenu au

terme de la réunion du comité directeur du PS. Ces controverses ont amené le bureau exécutif du parti à rappeler, mercredi, que cet accord cadre doit permettre de préparer les échéances de 1986 « avec un esprit de responsabilité et de solidarité », et qu'il s'agit de « créer les meilleures conditions pour gagner un maximum de sièges en mars 1986 ».

Ces trahissements, inévitables à partir du moment où les dirigeants socialistes travaillent ouvertement sur la base de cent soixante-dix élus (contre deux cent soixante-neuf députés sortants du groupe socialiste) - tandis que les élus-majors du RPR et de l'UDF, qui considèrent avoir plus de sièges à distribuer que de députés sortants, camouflent leurs propres divergences - risqueraient en effet de nuire à l'image du parti majoritaire, déjà fort altérée aux yeux de l'opinion publique, s'ils n'étaient pas maîtrisés. Le « rappel » du bureau exécutif du PS a, sur ce point, valeur d'avertissement.

(Lire page 7 l'interview de JEAN-LOUIS ANDREANI et nos Informations.)

## Accord sur l'assurance chômage

Quatre centrales syndicales (CFDT, CFTC, FO, CGC) sur cinq - la CGT ayant refusé - ont signé, ce jeudi 18 juillet au petit matin, un protocole d'accord sur l'assurance-chômage avec deux organisations patronales (CNPF et CGPME).

Régain d'une politique contractuelle bien mal en point au niveau national, bouée de sauvetage pour l'assurance-chômage ou amorces d'une mutation de l'UNEDIC ? Le compromis obtenu est d'abord conforme à ce qui était attendu.

D'un côté, les syndicats signataires se sont bel et bien engagés dans un plan de sauvegarde de l'UNEDIC, cinq réunions étant programmées, du 3 septembre au 9 octobre, pour régler le problème du déficit 1985. De l'autre, le patronat s'est résigné à une revalorisation de 600 francs par mois pour les chômeurs en fin de droits, financée par une hausse de 0,2 % de la cotisation des seuls salariés.

Isolée, après avoir cru qu'un front syndical uni s'ébauchait, la CGT a condamné « très fermement » la « compromission » des quatre autres syndicats qui ont accepté une « solution à sens unique ». Mais si le compromis est plus limité que ce qui était prévu sur un point - les fins de droits auront désormais 63 F par jour et non... 64,50 F, il est globalement plus ambitieux.

MICHEL NOBLECOURT.

(Lire la suite page 20.)

## JAZZ A MONTREUX

## Le bateau ivre des musiques

De notre envoyé spécial FRANCIS MARMANDE

Exceptionnel, Montreux l'est pas son site, son ampleur, ses moyens, sa sonorisation, ses deux mille à quatre mille personnes par soir, ses prix forts, ses sponsors multiples et cette inimitable ambiance d'engouement qui n'est autre que ce point que dans le son tourbillonne Montreux, à l'extrême, se regarde et passe son temps à s'aimer. Montreux se célèbre par tee-shirts et coiffettes interposées, se dédouble dans le circuit vidéo qui en reproduit un peu partout les prestations et leur donne l'estampille de l'éternité, célèbre Miles Davis qui à son tour célèbre Montreux, à l'infini. Comment donc cette ville bérive des deux, spécialement étudiée pour les milliardaires en retraite et les veuves en vidéogéologie, a-t-elle pu devenir, sous la houlette de Nobe, le fils d'un de ses bourgeois, ce bateau ivre de musiques de toutes les couleurs, dix-huit jours par an ? Voilà une bonne question pour les ethnologues de demain.

En attendant, Montreux va sur ses vingt ans. Claude Nobe, pour sa part,

a gardé son âme de vingt ans. Il doit bien prévoir pour l'anniversaire vingt nuits de concerts, Montreux continue de célébrer et d'émagasser l'histoire du jazz, de toutes les musiques noires et des autres selon la mode. Dernier effet de miroir : par un goût du relatif, que Montreux se multiplie, se regarde et passe son temps à s'aimer. Montreux, qui suit les modes, a toujours l'air de les fabriquer.

Le Festival a essayé de se défaire de son étiquette « jazz ». Comme tout le monde continuait de l'utiliser, il s'est fait une douce violence de la réintroduire. Et personne ne s'en plaint. Les foules se succèdent et changent selon la coloration des nuits. Et les dépendances du casino sont en permanence habitées par une population de passage qui, faite de pérorateurs dans la salle centrale où l'on écoute, l'on regarde et l'on danse, déboule et prend un petit air de festival.

Les nuits au titre promoteur racontent des histoires. De Slickphonics à Horace Silver en passant

par Menu Dibango, la soirée intitulée en toute simplicité « Jazz » a tout l'air d'une machine à remonter le temps. Au début, signifiés en rouge sur l'affiche, les jeunes turcs de Slickphonics qui dominent Ray Anderson (chanteur et tromboniste) et le bassiste Mark Helias. Ils s'emploient à distribuer à profusion des signes de jeunesse. Cette débâcle de gesturations, d'allusions multiples, cette volonté d'ironie et de finesse à tout prix, noyées dans une rythmique aux accents funky, ont quelque chose d'assez appuyé. Mais cela plaît.

A l'autre bout de la soirée, Horace Silver lance son quintette immuable aux musiciens toujours renouvelés - et avec quel talent prémonitoire. Entre les deux groupes, Menu Dibango, assez étonné de ne pas être invité aux bacchantes « rééditions » de Wembley et de Philadelphie que les écrans de Montreux se feront un devoir de diffuser, délivre une idée persistante de la fusion entre l'Afrique et le mémoire du jazz.

(Lire la suite page 17.)

## DES LIVRES

- L'échiquier romanesque de Jacques Bellefroid.
- Ce « cinglé » de Howard Hughes.
- Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : La succession de Valéry.
- L'été et le fonctionnaire.
- Armen Lubin, l'étranger.

Pages 11 à 14

## Deux inédits de Heinrich Böll

- « Le Rieur »
- et « L'aveuglement »

Page 15

Été 85

## MARGUERITE DURAS L'AMANT

Moderato cantabile - Détruire, dit-elle  
Les parleurs - Le camion  
Les lieux de Marguerite Duras  
L'homme assis dans le couloir - L'été 80  
Agatha - L'homme atlantique  
Savannah Bay - La maladie de la mort

et le livre de Yann Andréa, M.D.



LES ÉDITIONS DE MINUIT

## AU JOUR LE JOUR

### Longévité

M. Gorbachev vient de mettre à la retraite d'office un certain M. Eloutine qui occupait paisiblement depuis... trente et un ans le poste de ministre de l'enseignement supérieur et secondaire spécialisé.

Cette fin de carrière brutale amène à poser deux questions :

- 1) M. Eloutine était-il si prudent qu'il ait fallu plus de trente ans pour découvrir son existence discrète ?
- 2) Le système soviétique est-il si lent qu'il ait fallu trois fois dix ans et une demi-douzaine de secrétaires généraux pour qu'on s'avisât qu'il ne faisait pas l'affaire ?

Une chose est certaine : on ne peut pas imaginer qu'il ait été un bon ministre, sinon pourquoi ne le garderait-on pas trente ans de plus ?

BRUNO FRAPPAT.

## LIRE

### 3. DIPLOMATIE

La « grenade à plâtre » de M. Galbraith.

### 6. GRANDE-BRETAGNE

« L'été racial » se fait chaud.

### 7. COHABITATION

Le consentement mutuel conditionne la vie conjugale.

### 10. MÉDECINE

Fermeture de l'Institut Janov : une thérapie à bout de souffle.

## ÉDUCATION

Les instituteurs formés en quatre ans à partir de 1986.



# débats

## SÉCURITÉ

*Il y a gros à parier que l'insécurité sera l'un des thèmes de la campagne pour les législatives. Les socialistes ont pris les devants et « chouchoutent » la police à un point tel que Denis Langlois se demande si la liberté n'a pas plus à y perdre que la sécurité à y gagner. Pour Martial Lemoine, la source véritable de l'insécurité est dans l'égoïsme qui laisse une partie grandissante de la population aux marges de la société. Il y a aussi une forme d'insécurité, très insidieuse, que dénonce Pierre Vidal-Naquet : celle de la machine judiciaire quand elle laisse aux victimes le goût amer de l'iniquité.*

## Les apprentis sorciers

Les socialistes font beaucoup pour la police. Beaucoup trop

CONNAISSEZ-VOUS l'histoire de l'inventeur du boomerang qui croyait atteindre sa cible et se releva avec une grosse bosse derrière la tête ?

Le gouvernement socialiste me fait penser à cet apprenti sorcier. Soucieux de ne pas perdre trop de voix aux élections, il chouchoute la police, la comble de crédits, la dote des dernières trouvailles informatiques, veut lui adjoindre des appels du contingent. (Entre nous, quel tollé on aurait entendu si, avant mai 1981, la droite avait fait la même proposition !)

Il s'agit précisément de couper l'herbe sous le pied de la droite, de montrer que les socialistes sont les meilleurs garants de l'ordre, les champions toutes catégories de la sécurité. Mais il y a gros à parier que, dans quelques années, les mêmes pesteront contre la présence excessive de la police.

L'histoire se renouvelle. C'est un ministre socialiste qui, après la guerre, préconisa la création des CRS, ces Compagnies républicaines de sécurité que, quelques années plus tard, la gauche jugeait, à juste titre, plus sécuritaires que républicaines.

par DENIS LANGLOIS (\*)

La police est un ingrédient à manier avec la plus grande précaution. Qu'on le veuille ou non - et le policier de base n'y est pour rien - ce sera toujours un pis-aller. Si l'on pouvait s'en passer, tout le monde s'en passerait mieux. Il est vrai aussi que personne ne peut vivre heureux sans un minimum de sécurité. La vie perd singulièrement de sa valeur quand on se croit guetté et menacé par une faune dangereuse, quand on tremble de peur le soir en croisant dans la rue un passant attardé, qui tremble lui aussi.

### Protéger en surveillant

C'est vrai, mais il faut savoir que la sécurité se paye par une restriction des libertés et donc par une autre sorte d'insécurité. Un policier ça protège, mais ça surveille aussi. Ça tient des fichiers, ça suspecte, ça entre par effraction dans l'existence des gens aussi insidieusement qu'un cambrioleur.

(\*) Avocat, auteur du Guide du citoyen face à la police.

Sécurité, liberté. Certains soutiennent que les deux peuvent aller de pair. C'est faux. Il faut choisir. Un peu plus de sécurité, mais un peu moins de liberté. Un peu moins de sécurité, mais un peu plus de liberté. Le problème est de savoir si la sécurité absolue, qui bien sûr ne peut pas exister, serait encore la vie.

Une police plus nombreuse (la France est déjà l'un des pays du monde le mieux pourvus en ce domaine) et mieux équipée se traduira toujours par un renforcement des contrôles, une restriction des libertés quotidiennes. Certains s'en réjouissent. Ils admettent que l'on fouille dans leurs sacs ou le coffre de leur voiture. Ils prennent un plaisir évident à sortir à tout propos leur carte d'identité. Ils jubilent à la perspective d'une garde à vue ou d'une bonne rafle de quartier. Sur tout d'ailleurs quand ce sont les autres qui font l'objet de telles sollicitudes et, en priorité, les jeunes et les étrangers. Malheur à ceux qui sont à la fois jeunes et étrangers !

Il vaudrait mieux se pencher sur les causes profondes de l'insécurité. Mais on découvrirait alors que la principale insécurité pour la plupart des gens ce n'est pas la délinquance, des bandes, mais la crainte du chômage, les inégalités, la diminution du niveau de vie ou les risques de guerre. Le problème deviendrait trop compliqué. Il est plus simple d'augmenter les forces de police. Ça calme les mécontents, ça les fait tenir tranquilles.

Vous voulez du travail ou des allocations de chômage moins déplorables ? Voilà un magnifique flotier flaque d'un auxiliaire du contingent ! Vous voulez une crèche, un centre aînés, une maison de jeunes ? Regardez le bel ordinateur que vient de recevoir votre commissaire ! Vous voulez manifester dans la rue pour protester contre la fermeture de votre usine ? Admirez la jolie matraque électronique et téléscopique que l'on vient d'offrir à votre CRS préféré !

« Jamais aucun gouvernement n'aura fait autant pour la police et la sécurité. » C'est le slogan qui fera fureur aux prochaines élections dans la bouche des candidats socialistes. Puisse-t-il - et non par la même occasion - ne pas le regretter amèrement demain !

## « UN FLIC DE L'INTÉRIEUR », DE GEORGES MORÉAS

### Désintoxication

« Flic » sans l'être. C'est sans doute le mystère Georges Moréas, celui qui donne toute sa saveur aux Mémoires de ce jeune grand flic, qui ne l'est plus depuis peu, de sa propre volonté. « J'étais de plus en plus malade de ma peau de flic », écrit-il. Je crois que j'étais malade. Tardivement de la police, la dose normale ne me suffisait plus. J'avais besoin d'autre chose. Je recherchais plus et, maintenant, je sais que je n'aurais l'overdose. »

C'est ainsi qu'un jour de 1983 le patron de l'Office central de répression du banditisme (OCRB), grand dans le sérail de la police judiciaire depuis son entrée dans la police à la fin des années 60, rendit son « attraits » - « Je voulais dire ma carte, mais la mort n'était pas passée », ajoute-t-il. Un flic de l'intérieur est un produit à part dans l'abondante littérature des policiers, anciens ou en activité. D'abord par l'itinéraire de son auteur, promis sans nul doute à une grande carrière, fou de ennemi du faussaire, parfait connaisseur du grand banditisme, un passionné qui pour autant n'a pas sombré dans la mythologie ordinaire, celle du justicier au-dessus du loi commun parce que agissant au nom de la loi.

Quarante-ans - dont dix-sept dans la police - Georges Moréas ne bluffe pas. Il parle de sa « non-police », ce calme qui l'empêchait de tirer même quand c'était nécessaire. Il n'en tire pas gloire pour autant. Il voit sa passion policière comme une parenthèse hors du temps, un métier qui lui a permis de le jurer dévastateur : « En fait, c'est ça, se confie-t-il à lui-même au moment de sa démission, durant toutes ces années tu n'as jamais travaillé. Jamais tu n'as regardé la feuille de paie. » Ce boulot n'en avait jamais été un pour moi », résume-t-il. D'autres

s'en feraient une gloire, lui s'en est un jour inquiété.

Ce livre est l'antidote de ces plaidoyers en forme de règlement de comptes qui offrent la plus souvent les responsables policiers quand ils se font flics. Le métier y est dessiné sans fard ni apprêt. Ni enjolivé ni enlaidi. Simplement décrit, sans réserves ni silences. La guerre des polices, les indicateurs, l'excitation de la filature, les « bavures », la complexité des liens tissés avec les prises délinquantes, l'atmosphère des planques ou des prises d'otages, les rapports avec la justice ou la politique... Dans ses multiples facettes, le récit de Moréas tourne la dose aux clichés. Ni héros sans failles ni crapules noires, les flics y sont rendus avec leurs petitesse et leurs enthousiasmes, leurs problèmes « de gomme et de crayon », leur dévouement et leur brio, leurs combines et leur professionnalisme. « Un métier impossible et magnifique », le livre est tout entier dans ce paradoxe.

Mais il y a plus : le ton, le rythme, l'image juste et la simplicité d'écriture. Moréas réussit à faire passer, dans un ouvrage de genre - j'étais flic et vous allez tout savoir - une sensibilité peu commune. Qu'il s'agisse du racisme, avec des anecdotes pas toujours glorieuses pour le pouvoir de gauche. Ou, mieux encore, de cette farime, celle qu'il entendait « depuis tous les jours », rencontrée au détour d'une affaire d'enlèvement, une enquête au cours de laquelle un gardien, Philippe Mazzi, fut tué, victime de la guerre des polices ou de l'improvisation, ce qui revient sans doute au même. Le début d'une histoire d'amour, qui contribuait à faire sortir Moréas « de l'intérieur »...

EDWY PLENEL

\* Un flic de l'intérieur. Éditions ouestuaire, 306 pages, 69 F.

## La violence des nantis

La véritable insécurité est celle du chômage : plus d'emplois et moins de portes blindées !

par MARTIAL LEMOINE (\*)

Il ne se passe plus un jour sans qu'une municipalité nous annonce la création d'une commission de sécurité, dans le souci de faire reculer l'insécurité ambiante. L'impact psychologique, ou électoral, de ces nouvelles instances municipales n'est pas négligeable pour rabattre la France doublette, barrée derrière ses portes blindées, vers les filets des partis politiques ou les associations de « légitime défense » sans qu'on recherche les véritables causes de cette insécurité.

Les marchands de portes blindées et d'alarmes en tout genre sont les principaux bénéficiaires de cette peur.

Dans un pays où nos concitoyens admettent que plus d'un million de travailleurs privés d'emploi doivent accepter de vivre de mendicité ou de charité, sans droit au travail et sans ressources financières de solidarité de leurs semblables, on peut se demander s'il ne s'agit pas d'une duperie de laisser croire aux gens que les problèmes de sécurité peuvent être résolus par un accroissement des effectifs de gardiens de la paix, ou la mise en place de barreaux en épines devant chaque fenêtre, lorsque l'on est obligé d'ouvrir au hiver les stores de nuit pour héberger les sans-abri parisiens.

Admettre que tant d'individus n'ont plus rien à perdre, n'est-ce pas déjà créer l'insécurité de ceux qui acceptent une telle calamité sociale ? Dès lors que l'on encourage par l'institutionnalisation du chômage les groupes tenus à l'écart du travail et de la consommation, tout juste admis à survivre d'indignes aides sociales pour ceux dont les « droits » sont épuisés, on fabrique l'insécurité des nantis de l'emploi et des privilégiés de statuts sociaux.

Dans une société où l'on admet que seul le goût du « challenge », de l'ambition, du succès et de la réussite doit permettre de vivre décemment sans aucune logique de solida-

rité à l'égard de ceux qui n'ont plus le profil « jeune », « foucœur », ou « carriériste », on s'écartera instinctivement le rejet de toute une catégorie de citoyens handicapés par leurs origines modestes, leur âge, leur sexe, leur race, leur formation ou leurs charges de famille.

Cette violence des nantis n'est jamais dénoncée car elle fait partie de l'idéologie dominante de la « réussite » de ceux qui sont à l'abri des conséquences de la crise économique.

Lorsqu'un huisserie vient sommer un chômeur à bout de ressources de quitter les lieux, ou saisir ses biens parce qu'il est devenu insolvable pour payer ses dettes, et que pour une telle besogne on donne même une vacation à un commissaire de police qui, lui, ne sera jamais chômeur, on démontre bien que les victimes de l'insécurité ne sont pas forcément ceux qui réclament davantage de sécurité.

### Un désastre social

Dire que cette violence est légale parce qu'elle s'habille de l'ordre établi, c'est faire une entorse à notre charte constitutionnelle qui reconnaît à chacun des « moyens convenables d'existence » et « le droit d'obtenir un emploi ».

Mettre un chômeur à la rue, ou même en prison, lorsqu'il est sans abri, prouve bien que la psychologie de sécurité s'alimente de l'insécurité qu'elle engendre.

La violence des nantis occulte aussi sciemment une autre forme de répression, psychologique, puisque ceux que l'on appelle par euphémisme des « demandeurs d'emploi »

(\*) Economiste.

## Déni de justice (ter)

Cela commença par un coup de feu le jour de la marche au Panthéon...

VOICI près de vingt-cinq ans que, dans des chroniques ou des livres d'opinion, j'essaye d'attirer l'attention des lecteurs du monde sur ce qui se passe dans ce que Casanovary appelle un jour le « monde inhumain des prisons ». Il s'agit de la plus souvent d'erreurs judiciaires, comme celle dont a été victime Luc Tangorre, ou de crimes commis par les gardiens de l'ordre, comme ceux qui entraînent la condamnation de Patrick Marval ou de Pascal Pilon.

L'affaire que je voudrais présenter aujourd'hui à grands traits sous un titre dont j'ai déjà usé (1) précède de 8 juillet 1979 des suites d'un meurtre camouflé en suicide commis par la prison de Lons, à l'époque où le Parquet - à tort - portait plainte, et où le juge d'instruction, M. de la Roche, était en poste.

« Jamais aucun gouvernement n'aura fait autant pour la police et la sécurité. » C'est le slogan qui fera fureur aux prochaines élections dans la bouche des candidats socialistes. Puisse-t-il - et non par la même occasion - ne pas le regretter amèrement demain !

par PIERRE VIDAL-NAQUET

L'affaire commença le 15 mai 1981 : Laurent Chanut, seul fils de ce couple qui travaillait à Air France et qui habitait dans la région de Versailles, est blessé à l'abdomen d'une balle de 22 long rifle par un camarade, Frédéric Z., en présence d'un autre camarade, Bruno P., propriétaire de l'arme. Les jeunes gens s'étaient entraînés au tir dans la forêt, la chambre de Laurent, qui est couché à l'hôpital, a dix-neuf ans, meurt le 21 mai. C'était le jour de la marche au Panthéon du président nouvellement élu, au son de la 9<sup>e</sup> Symphonie. J'y étais, M. et M<sup>me</sup> Chanut avaient voulu aussi y être. Ce sont des pieds-noirs, mais qui ont compris l'indépendance de l'Algérie. Ce sont des hommes de gauche, irréductiblement.

Au commissariat de Marly-le-Roi on demande, ce même 21 mai, s'ils portent plainte, étant entendu qu'une information serait ouverte. Porter plainte, à ce stade de l'affaire, ils ont bien le temps. Ils refusent, pourtant, de reconnaître définitivement - comme le leur demande le Parquet - à porter plainte. Ils reçoivent les parents de leur fille, leur douleur. A la fin du mois de juin ils sont de retour, et là ils apprennent que le dossier est classé, ou, classé, purement et simplement. Il n'y a eu ni crime ni délit. Nous sommes dans un milieu honorable. D'estimables jeunes gens s'exercent au revolver, et l'un d'eux est mort.

### Acharnement de l'entour

M. et M<sup>me</sup> Chanut ne sont pas des affamés de vengeance, mais ils voudraient savoir la vérité, ce qui ne s'obtient qu'en terme d'une enquête loyale. Mais d'enquête il n'y a eu point. Alors ils portent plainte, avec constitution de partie civile, et une information est ouverte le 17 juillet. Leur avocat, homme de sérieux et de conscience, est M<sup>re</sup> Baudouin. Donnons une idée de la façon dont fut organisée l'instruction, si l'on ose employer ce mot. La reconstitution du drame n'eut lieu que le 15 décembre 1982. Dans quelles circonstances la balle avait-elle été mise dans le revolver et tirée ? C'est ce qu'on ne cherche pas à établir. Frédéric avait simplement dit qu'il s'entraînait à tirer et que le coup était parti accidentellement. A la partie civile qui s'inquiète, à l'avocat qui adresse un mémoire pour relever ce qui, dans ce dossier, reste obscur, le juge d'instruction, M<sup>re</sup> Watrelot, ne répond qu'à peine.

(1) « Déni de justice », I. et II, Le Monde du 19 novembre 1980 et du 7 septembre 1984.

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS,  
75422 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650972 F  
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde  
Gérant : André Fontaine,  
directeur de la publication  
Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)  
Jacques Fauriol (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société :  
cinquante ans à compter du  
10 décembre 1944.

Capital social :  
500.000 F

Principaux associés de la société :  
Société civile  
« Les Rédacteurs du Monde »,  
MM. André Fontaine, gérant,  
et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur :  
Bernard Weisz  
Rédacteur en chef :  
Daniel Vernez  
Correspondant en chef :  
Claude Salas.

Imprimé à Paris  
Régistré au Tribunal de Commerce de Paris  
N° 1044

Reproduction interdite de tous articles  
sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

### ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois  
FRANCE  
354 F 672 F 954 F 1 200 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par avion)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
399 F 762 F 1 089 F 1 380 F

IL - SUISSE, TUNISIE  
504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande au moins au mois avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER  
Algérie, 3 DA ; Maroc, 420 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 77 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,20 \$ ; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; États-Unis, 6 \$ ; Grèce, 80 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 600 P. ; Libye, 2 000 dr. ; Luxembourg, 30 fr. ; Norvège, 9,00 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 100 esc. ; Suède, 335 F CFA ; Suisse, 5 fr. ; Thaïlande, 10 baht ; Yougoslavie, 110 ad.

هكذا من الأصل



# étranger

## DIPLOMATIE

### AUX ASSISES EUROPÉENNES DE LA TECHNOLOGIE

#### Eurêka : feu vert politique, mais peu de progrès concrets

« Les ministres ont considéré qu'Eurêka était créé à partir de ce jour », proclame fièrement le communiqué publié à l'issue des Assises européennes de la technologie qui se sont tenues à Paris le 17 juillet. De fait, depuis mercredi, Eurêka n'est plus seulement une initiative française, même favorablement accueillie par les pays partenaires, mais un projet commun aux dix-sept pays qui étaient représentés à Paris. Les incertitudes sur l'avenir n'en sont pas pour autant écartées. Le changement de statut d'Eurêka, sa consécration, n'a pas inspiré aux participants une nouvelle démarche, une nouvelle méthode de travail plus collective pour aller de l'avant. La conférence n'y est parvenue, mais les méfiances et arrière-pensées se révélant encore très vives, avec un succès limité. A cet égard, la réunion a été décevante.

A l'invitation de M. Genscher, le ministre allemand des affaires étrangères, les dix-sept ont décidé de se réunir en RFA à l'automne. Ce nouveau rendez-vous sera préparé par l'équipe actuelle, c'est-à-dire par les Français assistés par la Commission européenne et par la présidence luxembourgeoise du Conseil des ministres de la Communauté. La manière dont les autres pays participent à Eurêka seront associés à cette mission de conception et d'animation demeure imprécise. La conférence n'a guère apporté d'éléments nouveaux tant sur le contenu du programme que sur le financement des projets. Bref, la phase préparatoire a continué comme par le passé, sans qu'il soit du tout certain que le grand « show » qui vient de se dérouler à Paris soit de nature à en accélérer le rythme. Les dix-sept se sont donnés un répit de trois à quatre mois avant de prendre les premières décisions opérationnelles.

L'après-midi, avait commencé au Palais de l'Elysée où le président Mitterrand avait tenu à saluer ses invités et à témoigner ainsi du grand intérêt qu'il porte à l'initiative lancée par la France voici trois mois. Celle-ci, confirmait-il, était prête à affecter un milliard de francs à Eurêka en 1986. On remarquait, dans l'intervention de M. Mitterrand, les propos aimables prononcés à l'attention de la Commission européenne et de son président M. Jacques Delors, comme s'il souhaitait dissiper le soupçon que la France cherchait à limiter le rôle pouvant être joué par la Commission européenne dans Eurêka. Mais, rappelait-il cependant, « Eurêka est

depuis le premier jour un projet qui, grâce à sa très grande souplesse — souplesse qui doit être préservée — doit éviter d'être peu à peu éliminé par un excès de bureaucratie ».

Ensuite, ce fut aux ministres de jouer. Outre le « soutien ferme et positif » qu'ils ont tous manifesté au projet Eurêka, selon les termes de M. Dumas, les représentants des délégations se sont montrés très pragmatiques. Ils ont été unanimes sur la nécessité « flexibilité » du programme et sur le rôle primordial qui devait y jouer les industriels à qui il revient de proposer des projets porteurs et d'apporter une part du financement nécessaire pour les mener à bien.

#### Nuances

Des nuances apparaissent toutefois dans les allocations des différents ministres. Ainsi, certains pays — la Belgique, la France, mais surtout l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne — insistent tout particulièrement sur la priorité qui doit être donnée à la création d'un véritable marché intérieur européen. Pour le ministre ouest-allemand, « cela implique avant tout des standards et des normes communes ». Les Britanniques vont encore plus loin dans ce sens puisqu'ils proposent l'institution d'un « certificat Eurotype », sorte de « label Eurêka » qui pourrait être attribué aux produits européens de haute technologie, et, reprenant l'idée émise par un industriel de leur pays, ils envisagent même la création d'un nouveau régime de société qui permettrait la création d'entreprises européennes qualifiées.

Si les participants se prononcent tous pour une organisation « souple et légère » d'Eurêka, leurs avis n'en diffèrent pas moins sur la place plus ou moins prépondérante à accorder à la Communauté. Certes, personne ne songe à l'exclusion d'Eurêka, et nombreux sont ceux qui lui accordent une place importante en complément du dispositif. Mais les uns et les autres ne mettent pas le même enthousiasme à défendre cette position. La palme de l'« esprit communautaire » revient sans nul doute au Benelux, et l'Italie qui considère que, « pour réaliser pleinement les objectifs qui nous réunissent aujourd'hui, il faut explorer plus complètement tous les avantages que comporte le recours immédiat à un cadre institutionnel, économique et financier préétabli, celui des Communautés européennes ». La

délégation belge précise aussi qu'on « gagnerait en efficacité et en clarté si toutes les possibilités offertes par la Communauté étaient étudiées plus à fond », exprimant par là très clairement une position que ne renierait certainement pas la plupart des « petits pays », soucieux de se placer sous le « parapluie européen » pour occuper plus qu'un « strapontin » dans Eurêka. Il est à cet égard significatif de noter que la Suisse, l'un des cinq pays associés au programme, bien que n'appartenant pas à la CEE, souligne que « la participation dans les enceintes de décision et de session » du programme, de tous ceux qui ont été invités à Paris, « est à la fois impérative et indispensable ».

Comme il leur avait été précisé dans l'ordre du jour de la séance, les ministres ont dû par ailleurs se prononcer sur les moyens, notamment financiers, à accorder à cette « Europe de la technologie ». D'une façon générale, le principe de la mixité des financements est apparu au cours des débats », a annoncé M. Dumas, précisant que « certains pays ont déjà annoncé qu'ils apporteraient des fonds publics ». La France, initiateur d'Eurêka, a fait le premier geste. Certains gouvernements, ceux de la Belgique et de l'Allemagne fédérale notamment, pourraient la suivre en ce sens. D'autres, en revanche, penchent plutôt vers un redéploiement, en faveur d'Eurêka, de crédits publics déjà attribués. Les propos des délégués britanniques semblent aller dans ce sens. On constate cependant que toute référence à la mixité des crédits, qui figurait dans le projet de communiqué préparé par les Français, a disparu dans la version finale.

#### Critères de choix

Restait enfin à évoquer le contenu même d'Eurêka, c'est-à-dire les critères de choix des projets. Le communiqué final rédigé à l'issue des débats est très laconique sur ce point. Dans les propos du ministre de la recherche française, il ressort que la France souhaite pour chacun de ses projets une forme très opérationnelle. Il suggère de « confier la gestion de chaque projet à une structure de type industriel, dans laquelle des entreprises et des institutions publiques ou privées prendraient des parts en fonction de leur intérêt, illustrant le principe essentiel de géométrie variable ».

Les ministres pouvaient donner quelques indications sur leurs vœux

concernant le champ d'application d'Eurêka ou sur leurs éventuelles disponibilités à y consacrer des fonds publics. Mais, dans une aussi brève réunion à trente-six participants, il était exclu qu'il puisse y avoir un débat, et a fortiori des décisions, sur ce double thème du contenu du programme et de son financement. Il n'y a eu de véritable discussion, au moment de la rédaction du communiqué, que sur un point : les modalités de préparation de la conférence ministérielle d'automne. A qui incomberait la charge de cette préparation ? Les Britanniques proposaient la création d'un groupe ad hoc où chacun des pays participants aurait été représenté. Procédure beaucoup trop lourde, répliquèrent les Français qui suspectent Londres de n'éprouver qu'une sympathie modérée pour leur initiative. M. Delors, soucieux de débarrasser l'entreprise de son caractère intergouvernemental, suggérerait, lui, la création d'un groupe consultatif indépendant, composé de personnalités choisies pour leurs compétences — dont, bien entendu, un représentant de la Commission — qui aurait été chargé de sélectionner les projets méritant d'être soutenus par Eurêka et de monter des plans de financement. Mais qui mettrait en charge de cette préparation ? Chacun voulant rester « dans le coup », l'idée, pourtant séduisante, ne fut pas retenue. Les Français, cela transparaissait dans le premier projet de communiqué qu'ils proposaient à la conférence, ne trouvaient pas anormal de continuer à garder la haute main sur l'opération, au moins jusqu'à la réunion d'automne, quitte à y associer les Allemands. M. Andriotti, le ministre italien des affaires étrangères, immédiatement suivi par les pays du Benelux qui comme l'Italie redoutent que la France accorde une place trop limitée à la Communauté et à la Commission de Bruxelles, s'insurgea contre ce qu'il lui semblait une tentative de condominium et réclama une préparation plus collective. Ainsi naquit le « groupe de représentants à tout niveau » dont la tâche exacte, à côté des Français, des Allemands et des institutions de la Communauté, si l'on s'en tient à la lecture du communiqué, n'est guère évidente. Eurêka existe, mais une méthode de travail européenne, différente de celle de la Communauté n'a pas encore été trouvée.

ELISABETH GORDON  
et PHILIPPE LEMAÎTRE.

#### MM. Mitterrand et Kohl se retrouvent à Strasbourg pour le concert d'Europa Cantat

MM. Mitterrand et Kohl devaient assister, comme d'habitude, ce jeudi soir 18 juillet à Strasbourg, au concert inaugural du cycle Europa Cantat, considéré comme la plus grande manifestation chorale d'Europe. L'arrivée du président français et du chancelier ouest-allemand était prévue pour 20 h environ à l'aérodrome d'Entzheim ; l'un et l'autre devaient quitter la métropole alsacienne vers 22 h 30. La rencontre ne laisse donc en principe aucune place à un entretien politique (le prochain rendez-vous diplomatique est d'ailleurs fixé au mois d'août). Leurs déclarations publiques avant le concert devaient être brèves, selon le porte-parole du

gouvernement de Bonn et les organisateurs de la manifestation.

Ce sera cependant la première fois que des personnalités politiques de ce rang se rendent à une telle manifestation, organisée tous les trois ans. « L'année européenne de la musique se devait de trouver un point d'orgue à Strasbourg, symbole de l'unité européenne, en y rassemblant 4 300 choristes venus de tous les continents et dirigés par les chefs les plus éminents de l'Europe chorale », a souligné M. Marcel Cornéloup, président de la Fédération européenne des jeunes chorales et d'Europa Cantat-France.

#### La grenade à plâtre de M. Galbraith

Représentant, jusqu'à une date récente, des Etats-Unis à Paris, où il avait été nommé en novembre 1981, M. Evan Galbraith aura réussi, du lendemain de son installation à celui de son départ, à faire sursauter la classe politique française à chacune de ses interventions, à prouver qu'en dépit des apparences on peut être ambassadeur sans être diplomate. Et que l'éphant, ennemi des porcelaines, est l'animal fétiche du Parti républicain aux Etats-Unis.

Dernière en date des fresques verbales de cet ancien banquier, qui vient de quitter Paris et s'apprête à retourner au secteur privé : un entretien avec une des ses compatriotes, la journaliste Joan Shore, qu'il a publié le Figaro du mercredi 17 juillet. M. Galbraith y confirme qu'il « n'est pas socialiste », levait une pénible incertitude, et qu'il a certaines conceptions idéologiques ». Au nom desquelles il porte sur la politique intérieure française des jugements qui tranchent sur la tonalité, généralement plus feutrée, des conversations d'ambassadeurs, fussent-ils en instance de départ.

M. Galbraith avait déjà qualifié les communistes français d'« agents d'une force extérieure à la France dirigée par les Russes », dès septembre 1981. Il a, depuis, souvent développé ce thème. Cette fois-ci, il indique, entre autres aménités, qu'il « se réjouit de leur départ ». Et il ajoute : « Nous n'avons jamais

apprécié le standing que leur procurait leur appartenance au gouvernement ». M. Mitterrand ? « Je ne m'attendais pas au succès de sa politique ». D'eux, le « contrôle étatique » est un « obstacle » à la croissance, et il faut donc le réduire à un minimum ». Ce qui devrait bientôt être chose faite, puisqu'il est clair que l'opposition va gagner.

Le nouveau secrétaire général du Quai d'Orsay, M. Ross, a convoqué dans l'après-midi le chargé d'affaires américain pour lui signifier le « caractère inacceptable » de tels propos, tenus alors que M. Galbraith, selon le communiqué des relations extérieures, était encore ambassadeur des Etats-Unis en France, et ne pouvait donc commenter des questions relevant de la politique intérieure sans controveriser à tous les usages diplomatiques. Mais seul M. Couve de Murville aurait pu naturellement la mine compassée et réprobative de rigueur pour cette mise au point.

En lançant, plutôt qu'une bombe, son inoffensive et bruyante grenade à plâtre, M. Galbraith assure qu'il n'en a pas été surpris de voir M. Mitterrand « changer de cap », ce « cela démontre que le gouvernement est raisonnable ». Mais quel ambassadeur bien élevé s'en irait sans faire l'éloge du chef de l'Etat auprès duquel il fut accrédité ?

B. B.

#### Le communiqué final

1. Les représentants de dix-sept pays européens (1), ainsi que les représentants de la Commission des Communautés Européennes se sont réunis le 17 juillet à Paris, à l'invitation du président de la République française, afin de tenir les Assises de la technologie européenne. Ils ont reconnu l'importance et l'urgence qui s'attachent à ce que l'Europe rassemble son énergie et ses compétences dans le domaine des hautes technologies ;
2. (...) Ils ont exprimé leur soutien à Eurêka ;
3. Eurêka portera sur une sélection de projets civils choisis dans les divers domaines de la haute technologie ;
4. Les ministres et les représentants de la Commission ont décidé de se retrouver, à l'invitation de la République fédérale d'Allemagne, avant le 15 novembre 1985 pour prendre de nouvelles initiatives ;
5. En vue de cette réunion, l'équipe actuelle poursuivra son travail préparatoire en liaison étroite avec le pays hôte ainsi

qu'avec la présidence du conseil et la Commission de la CEE.

Un groupe de représentants de haut niveau de chacun des participants contribuera à la préparation de la prochaine réunion ministérielle ;

6. Entre-temps, on s'attachera tout particulièrement à encourager et stimuler l'élaboration de projets concrets par des industriels et des centres de recherche de différents pays, ainsi qu'à concevoir des formules de financement adaptées ;

7. Les ministres ont considéré qu'Eurêka était créé à partir de ce jour.

En ce qui concerne les pays membres de la Communauté européenne, le renforcement de la coopération technologique sera poursuivi également par la mise en œuvre des propositions de la Commission adoptées par le Conseil européen de Milan.

(1) République fédérale d'Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède et Suisse.

DENOËL DENOËL

**Jean-Marie Colombani**

**L'utopie Calédonienne**

Pour comprendre la Nouvelle-Calédonie

#### A TRAVERS LE MONDE

##### Algérie

• QUATORZIÈME ARRESTATION. — Le chanteur algérien Ferhat Mehenni, membre du comité directeur de la Ligue algérienne des droits de l'homme et du Comité des martyrs de la guerre d'Algérie — organisation non reconnue officiellement —, a été arrêté, mercredi 17 juillet, à son domicile de Tizi-Ouzou, à 100 kilomètres à l'est d'Alger. Il est le quatorzième membre de ces deux organisations arrêté pour avoir tenté de célébrer le vingt-troisième anniversaire de l'indépendance algérienne, le 5 juillet, en marge des cérémonies officielles. Le président de la Ligue des droits de l'homme, M. Ali Yahia, fait partie des personnes déjà arrêtées. — (AFP.)

##### Bangladesh

• RÉOUVERTURE DES UNIVERSITÉS. — Le chef de l'Etat, le général Ershad, a levé mercredi 17 juillet, l'arrêté prononçant la fermeture des six universités du pays depuis le 1<sup>er</sup> mars, aux termes de la loi martiale. A cette époque, les activités politiques avaient également été interdites. — (AFP.)

##### Inde

• SEPT MORTS AU GOUDJERAT. — Sept personnes ont été tuées et 35 autres blessées dans la nuit du mercredi 17 au jeudi 18 juillet, lors de nouvelles émeutes à Ahmedabad, capitale du Goudjerat, a annoncé l'Agence Press Trust of India (PTI). Un couvre-feu d'une durée indéterminée a été instauré dans deux parties de la ville, après que la police eut ouvert le feu pour disperser une foule armée de bombes, de couteaux et d'armes à

feu. Ces dernières émeutes de la nuit, suscitées par les protestations contre les quotas réservés aux castes inférieures dans les emplois de la fonction publique et à l'université, ont intervenues au lendemain du retrait des troupes déployées depuis mars dans la ville. — (Reuters.)

##### Italie

• LA VISITE DE M. NAKASONE. — Le premier ministre japonais est arrivé, jeudi 18 juillet, à Bruxelles en provenance de Rome, pour une visite officielle en Belgique et aux communautés européennes. En Italie, M. Nakasone avait eu mardi deux heures d'entretiens avec le premier ministre M. Craxi, puis avait été reçu par le pape Jean-Paul II. La seule décision concrète annoncée, qui amorçait la relance des rapports commerciaux entre l'Italie et le Japon, a été l'envoi réciproque de délégations d'experts. Les deux pays insistent sur leur désir de développer leurs échanges (2,6 milliards de dollars en 1984). Rome entend réexaminer les mesures de contingentement qui pèsent sur les importations en provenance du Japon. Tokyo, lui, avait annoncé les mesures d'ouverture de son marché quelques jours avant le départ pour l'Europe de M. Nakasone.

##### Philippines

• LA GUERRILLA A FAIT PLUS DE 3 000 MORTS DEPUIS JANVIER. — Plus de 3 000 personnes ont été tuées depuis le début de l'année aux Philippines dans des affrontements entre troupes régulières et guérilleros communistes (le Monde des 2, 3, 4 mai 1985) a indiqué, mercredi

17 juillet, à Manille le porte-parole des forces armées philippines, le colonel Reynaldo San Gabriel. Il a précisé qu'il s'agit de 555 guérilleros de la Nouvelle armée du peuple (NAP, communiste), 714 civils, 341 soldats, 274 militaires, 99 policiers et 63 fonctionnaires locaux. — (AFP.)

##### Pologne

• INTERPELLATION DU PRINCIPAL ANIMATEUR D'UN COMITÉ DE DÉFENSE DES RETRAITÉS. — M. Bazyli Tyszkiewicz, cinquante ans, a été appréhendé jeudi 17 juillet par la police de Katowice (Silesie) après une perquisition à son domicile. M. Tyszkiewicz avait récemment fondé, avec cinq autres habitants de la région, un « Comité national d'aide aux retraités et handicapés » pour « défendre » leur niveau de vie, gravement affecté par les continues hausses de prix. — (AFP.)

##### Sierra-Leone

• M. ABDUL KARIM KOROMA EST NOMMÉ MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES. — Jusque-là ministre résident de la province septentrionale du pays, M. Karim Koroma remplace M. Sheka Kanu, à la suite de la décision prise, samedi 13 juillet, par la cour d'appel de Freetown de retirer à M. Kanu son mandat de député. Cette décision est le résultat d'une requête en annulation déposée par l'adversaire de l'ancien ministre des affaires étrangères après les élections législatives de mai 1982, pour des irrégularités commises lors du scrutin. — (AFP, Reuters.)



# PROCHE-ORIENT

Israël

## M. Pérès recuse les personnalités palestiniennes pressenties pour un dialogue avec Washington

De notre correspondant

Jérusalem. — M. Shimon Pérès, premier ministre israélien, a déclaré inacceptable, le mercredi 17 juillet, la liste des membres de la délégation jordan-palestinienne susceptible de s'entretenir le mois prochain avec des responsables américains. Élaborée au cours des dernières semaines par M. Yasser Arafat puis transmise à M. Reagan, cette liste a été communiquée mercredi aux dirigeants de l'État hébreu via le chargé d'affaires américain à Tel-Aviv. Le cabinet restreint, qui regroupe les ministres travaillistes et du Likoud à parité, s'était réuni pour examiner ce nouveau développement.

Dans une interview télévisée consacrée pour l'essentiel à la situation économique d'Israël, M. Pérès s'est dit « plus déçu par les noms des personnalités qui ne figurent

pas sur la liste que par ceux qui y figurent ». Le premier ministre a rejeté cette liste qui comprend des membres de l'OLP ou des délégués du Conseil national palestinien (CNP), le « Parlement » en exil. Il déplore aussi que ceux qui l'ont présentée n'y aient inclut aucun des dirigeants connus des territoires occupés.

Les deux personnages des territoires occupés figurant sur la liste sont des hommes de second plan. Il s'agit de MM. Hanan Siniara, rédacteur en chef du quotidien de Jérusalem-Est *Al Fajr* et de M. Fakhri Abou Rahmeh, président du conseil des avocats de Gaza. M. Siniara est un chrétien, affilié au

Fath, à la fois nationaliste fervent et homme de dialogue. M. Abou Rahmeh, cousin du numéro deux de l'OLP, Abou Jihad, est aussi un fidèle de M. Arafat. Jérusalem estime qu'en choisissant deux délégués locaux mais dont l'essence personnelle est assez faible, M. Arafat confirme indirectement qu'il se méfie de l'émergence dans les territoires d'un leadership qui pourrait un jour lui faire ombre. Selon la presse israélienne, la liste comprend aussi un éminent professeur, M. Henry Catan, et le cheikh Abdel Hamid al Sayegh, ancien président du conseil suprême islamique de Jérusalem.

En proposant, le 10 juin dernier, au roi Hussein l'ouverture de négociations directes avant trois mois, M. Pérès avait exclu toute participation de représentants de l'OLP au processus de paix : sans rejeter explicitement tout contact avec des membres du CNP, il avait suggéré la nomination d'« authentiques représentants palestiniens » des territoires, acceptables par toutes les parties. Sur ces deux points-clés la liste ne lui donne pas satisfaction.

Des notables « modérés »

Sa rencontre inattendue la veille pendant trois heures avec deux hommes qu'il tient précisément, eux, pour d'« authentiques représentants » de Cisjordanie, MM. Elias Freij, maire de Bethléem, et Hikmat el Masri, homme d'affaires de Naplouse et vice-président du Sénat jordanien, montre à quel type d'interlocuteurs il songe. Ce sont deux notables « modérés », proches du trône hachémite. Or, ni l'un ni l'autre ne figure sur la fameuse liste,

pas plus que M. Rachad Chawa, l'ancien maire de Gaza.

Même si, comme on l'affirme dans l'entourage de M. Pérès, l'entretien de mercredi était programmé de longue date, il n'en prend pas moins un relief particulier. En recevant MM. Freij et Masri, le premier ministre a voulu signifier à toutes les parties intérieures que, après avoir été accaparé pendant plusieurs semaines par le retrait du Liban et les problèmes d'immigration, il était de nouveau prêt à favoriser une relance du processus de paix. Mais il rappelle en même temps au roi Hussein, à M. Arafat et aux Américains qu'Israël n'envisage de négocier qu'avec des partenaires qu'il juge acceptables.

Israël n'a bien sûr aucun droit de veto sur l'identité des interlocuteurs de Washington dans la perspective d'une rencontre avec le secrétaire d'État adjoint américain, M. Richard Murphy qui pourrait avoir lieu en août à Amman. Mais on espère ici que la Maison Blanche s'en tiendra à sa doctrine de non-dialogue avec l'OLP. Il est possible, ajoute-t-on, que M. Arafat ait voulu lancer un ballon d'essai pour tester les réactions de Washington, quitte à assombrir ensuite les positions. Les travaillistes et le Likoud semblent pour l'instant être à peu près d'accord sur la marche à suivre. MM. Pérès et Shamir ont en l'occurrence mercredi, lors d'un déjeuner, dissipé d'éventuels malentendus.

La liste concoctée à Amman a provoqué une vive surprise dans les territoires, où l'on attendait à y voir figurer aux côtés des représentants de l'OLP et de la diaspora, les plus représentatifs des « Palestiniens de l'intérieur ».

JEAN-PIERRE LANGELLIER.

Liban

## Nouvelle dégradation de la situation à Beyrouth le long de la ligne de démarcation

Correspondance

Beyrouth. — Alors que se confirme à Beyrouth-Ouest (islamique) le succès partiel et relatif du plan de sécurité parrainé par la Syrie, la situation s'est de nouveau dégradée, mercredi 17 juillet, le long de la ligne de démarcation séparant dans la capitale et sa banlieue les quartiers chrétiens des quartiers musulmans. Les échanges de tir ont repris et la nuit a été marquée par une escalade au cours de laquelle on a enregistré des duels d'artillerie. Des obus ont atteint les quartiers résidentiels éloignés du front. Bilan provisoire : un mort et treize blessés.

Sur le plan politique, c'est toujours le statu quo, mais, dans le camp chrétien, les concertations se poursuivent entre le Parti kataeb (phalangiste) et les Forces libanaises (milices chrétiennes unifiées) en vue de la mise au point d'une formule de coordination permettant de faire face au regroupement islamique décidé à Damas, et de présenter aussi bien aux musulmans libanais qu'à la Syrie un interlocuteur chrétien unique très largement représentatif.

## « L'ENNEMI DES LIBANAIS C'EST LA HAÏNE » déclare le cardinal Lustiger

Radio Notre-Dame organise, ce jeudi 18 juillet, une Journée pour le Liban qui doit se terminer par une veillée de prière. Dans un message diffusé sur les ondes de cette radio catholique libanaise, le cardinal Jean-Marie Lustiger, archevêque de Paris, évoque les communautés chrétiennes présentes au Liban « depuis la naissance du christianisme » et ajoute : « C'est une partie vivante du patrimoine historique de l'humanité que nous défendons, non pas comme des pièces de musée mais parce que ces hommes et ces femmes sont les témoins vivants d'une tradition qui n'a cessé d'être vivante et qu'ils ont défendue jusqu'à leur mort ».

Selon l'archevêque de Paris, « les Libanais, quelle que soit leur confession, quelle que soit leur tradition spirituelle, souhaitent la paix » et « la seule force qui soit capable de combattre la haine, c'est l'amour ».

« Il faut prier, affirme le cardinal Lustiger, car la force spirituelle nous habite, doit habiter nos frères qui sont là-bas, de sorte qu'ils ne se trompent pas d'adversaire. L'adversaire pour le chrétien, ce n'est pas le chiite ou ce n'est pas le sunnite, ce n'est pas tel ou tel autre frère ou tel autre homme qui soit musulman ou qui soit chrétien. Pour le chiite, pour le sunnite, l'ennemi, ce n'est pas un tel ou tel, ce n'est pas telle ou telle faction : l'ennemi, c'est la haine, c'est le péché. C'est la mort, le verger de la mort... » Et il conclut : « Prions pour que nos frères du Liban aient le courage de la foi, le courage de l'amour, le courage de l'espérance ».

« Le Sénat et le Liban. — A la demande de M. Maurice Schumann (RPR, Nord), le Sénat a suspendu pendant quelques instants sa séance du mercredi après-midi 17 juillet, en signe de solidarité avec les Français détenus en otages au Liban. « victimes d'un odieux traitement discriminatoire ». M. André Labarrière, ministre chargé des relations avec le Parlement, a observé qu'on ne peut parler de « traitement discriminatoire », puisque sept ressortissants américains sont encore détenus au Liban.

Liban

## Nouvelle dégradation de la situation à Beyrouth le long de la ligne de démarcation

Correspondance

Ce processus pourrait déboucher sur l'organisation à Damas d'un congrès chrétien libanais à l'instar du congrès islamique libanais tenu le 8 juillet dans la capitale syrienne et au cours duquel avaient été décidés le plan de sécurité pour Beyrouth-Ouest et la création d'un « front de l'union nationale ». Enfin, il conviendrait de signaler que la prochaine étape du plan de sécurité devrait s'étendre à l'aéroport international de Beyrouth.

R. G.

# AMÉRIQUES

Etats-Unis

## « Il récupère vraiment bien »

Washington. (AFP, AP). — Le président Reagan a passé sa « meilleure nuit » depuis son opération, il y a quatre jours, et il s'est senti soulagé, mercredi 17 juillet, lorsque ses médecins ont enlevé le tube qu'il avait dans le nez, a rapporté le porte-parole de la Maison Blanche, M. Larry Speakes. Fidèle à son image de marque, M. Reagan a lancé, en quittant sa chambre pour faire quelques pas dans le hall, « quelques uns vont jouer au tennis » ?

La chirurgie qui l'a opéré, le docteur Dave Oliver, a précisé, de son côté, que le système digestif de son patient commençait à fonctionner à nouveau normalement et qu'il l'avait mis au régime liquide : bouillottes, thé, jus de pomme, glaces et gelées.

Argentine

Au procès des militaires

## LE PROCUREUR ESTIME LES TÉMOIGNAGES A CHARGE « PLUS QUE SUFFISANTS »

Buenos-Aires (AFP). — Les divers témoignages présentés jusqu'à maintenant dans le procès des neuf militaires au pouvoir en Argentine entre 1976 et 1982, accusés de violations des droits de l'homme, sont « plus que suffisants » pour convaincre le tribunal de leur « responsabilité pénale », a affirmé mercredi 17 juillet le procureur Julio Strassera.

M. Strassera, qui a instruit le dossier d'accusation, a annoncé qu'il demanderait « la sentence maximum » pour les crimes de séquestration arbitraire et de tortures imputés aux neuf membres de l'ancienne justice militaire. Dans un document écrit remis au tribunal au cours de l'audience de mercredi, le procureur a également fait savoir qu'il avait renoncé à présenter des preuves dans 387 des 416 cas devant encore être abordés pendant ce procès, et qu'il se limiterait à le faire pour les 29 autres cas. M. Strassera a enfin fait part de son intention d'appeler à la barre les neuf accusés des que tous les témoins auront terminé leur déposition.

Le vice-président Bush, qui lui a rendu sa première visite depuis son opération, a déclaré, après être resté quarante-cinq minutes au chevet du président : « Il récupère vraiment bien ».

Le chef de l'exécutif américain devait sortir de l'hôpital le week-end prochain ou au début de la semaine suivante. D'ici là, les médecins affirment que son régime alimentaire sera redevenu normal et qu'il pourra regagner le poids et la force perdus.

M. Reagan devrait apparaître pour la première fois en public pour accueillir la présidente chinoise, M. Li Xiannian, qui entre une visite officielle de dix jours aux Etats-Unis, le mardi 23 juillet.

Bolivie

LES ÉLECTIONS DU 14 JUILLET

## L'étendue de la fraude et la lenteur du dépouillement pourraient retarder le « deuxième tour » parlementaire

De notre envoyée spéciale

La Paz. — De graves irrégularités, dans 95 % des bureaux de la capitale, ont été décelées par le président de la cour électorale du département de La Paz. Dans l'un d'eux, onze mineurs, dont un enfant de huit ans, auraient voté le 14 juillet. On a constaté l'absence de la signature des présidents de bureaux de vote au bas des feuilles d'émargement. La cour nationale des élections devra, en dernière instance, valider ou invalider les résultats obtenus dans ces conditions.

D'autre part, l'extrême lenteur du dépouillement, dans la capitale comme en province, va sans doute retarder la proclamation des résultats, prévue pour le 2 août, et reporter, en conséquence, le « deuxième tour » parlementaire pour la désignation du chef de l'Etat. La passation des pouvoirs devait avoir lieu le 6 août, date de la fête de l'indépendance.

Le général Hugo Banzer et son parti, l'ADN (Action démocratique nationale), conservateur, se sont toutefois, d'ores et déjà, déclarés vainqueurs. M. Victor Paz Estenssoro (centre-droit), qui arrive en

## La Cour suprême ne semble pas disposée à se déjuger sur l'avortement

Correspondance

Washington. — Le ministère de la justice américain, dans une pétition approuvée par le président Reagan, invite la Cour suprême à abandonner sa décision de 1973, légalisant l'avortement pour revenir à la situation légale antérieure, c'est-à-dire pratiquement réaffirmer le droit des Etats à légiférer en matière d'avortement (le *Monde* du 18 juillet).

La pétition n'accepte pas que les femmes aient « un droit constitutionnel » à l'avortement et souligne que la décision de 1973 a une « base doctrinale et historique défectueuse » parce qu'elle ne prend en considération que ce droit alors qu'elle devrait tenir compte également de l'intérêt de l'Etat pour la santé des mères, ainsi que de la vie et de l'avenir du fœtus. En fait, si la compétence des Etats est réaffirmée, beaucoup d'avortements deviendront illégaux et, en tout cas,

restreindront sensiblement la possibilité pour les femmes de se faire avorter. Dans l'immédiat, le gouvernement fédéral demande à la Cour suprême d'affirmer la validité des lois des Etats de Pennsylvanie et de l'Illinois, réglementant respectivement l'exercice du droit à l'avortement. Se conformant à la décision de 1973, les instances judiciaires de ces Etats avaient déclaré inconstitutionnelles ces lois restrictives. Ainsi, certaines de leurs dispositions prévoient l'infirmité d'une période d'attente de vingt-quatre heures avant l'opération, menacent de poursuivre en justice les médecins qui ne choisiraient pas la méthode la plus appropriée pour protéger le fœtus « tant qu'il existe la possibilité qu'il soit viable en dehors de la matrice », imposent aux médecins d'informer les parents de l'existence d'avantages familiaux (allocations, garderies...).

Mais, surtout, la pétition gouvernementale souligne que les progrès de la médecine ont rendu inapplicable la formule dite des trois étapes. La Cour suprême, en 1973, avait stipulé que, pendant le premier trimestre de la grossesse, la décision d'avortement doit être laissée à l'entière discrétion de la femme et de son médecin. Pendant le deuxième trimestre, les Etats pourraient prendre des dispositions légales visant à protéger la santé de la femme ; et, seulement au troisième trimestre, les Etats pourraient adopter une législation protégeant le fœtus viable.

Les directives de la Cour, déclare la pétition, sont inapplicables dès l'instant où, en raison du progrès de la technologie médicale, un fœtus peut être viable bien avant le troisième trimestre de la grossesse.

Il est très douteux que la Cour suprême accepte la pétition du gouvernement. En tout cas dans l'immédiat. La décision de 1973, prise à la majorité de sept voix contre deux, a été confirmée en 1983 par six voix contre trois. Etant donné que la composition de la Cour n'a subi aucun changement, il est improbable qu'elle se déjuge en acceptant maintenant les arguments qu'elle a rejetés il y a deux ans.

Apparemment, l'initiative du gouvernement vise à préparer le terrain dans la perspective de la nomination, dans un avenir proche, d'un ou de deux nouveaux juges plus près des vues du président Reagan qui, publiquement, avait qualifié l'avortement « d'erreur et de tragédie ».

HENRI PIERRE.

# AFRIQUE

Zimbabwe

## APRÈS L'AVERTISSEMENT DE M. MUGABE Plusieurs centaines de militants de l'opposition ont rallié la majorité

Plusieurs centaines de militants de formations politiques d'opposition ont abandonné leur parti d'origine et se sont inscrits à la ZANU, le parti du premier ministre, M. Robert Mugabe, depuis les élections législatives qui avaient été marquées au début du mois par des exactions des partisans de la ZANU contre ceux de la ZAPU de M. Joshua Nkomo.

Samedi 13 juillet, M. Mugabe avait lancé un avertissement aux membres de l'opposition, en soulignant que, le Zimbabwe se dirigeant vers le système de parti unique, la vie allait devenir « très difficile » pour eux. Ces derniers jours, dans les rues des banlieues noires, les nouveaux adhérents de la ZANU étaient et brûlaient leurs vêtements portant l'insigne de leur ancien

parti. Dans le seul quartier de Mofokose, à Harare, l'un des plus touchés par les violences, mille cinq cents anciens membres de l'UANC (Conseil national africain uni, de l'évêque Abel Muzorewa) et de la ZAPU se sont inscrits à la ZANU, selon les responsables de ce parti.

Le journal gouvernemental *The Herald* du mardi 16 juillet écrit, d'autre part, que la pétition qui circule actuellement dans la capitale demandant l'abolition des vingt sièges réservés aux minorités (les Blancs) est « un pas dans la bonne direction ». Le journal demande à l'Alliance conservatrice du Zimbabwe (CAZ), le parti de M. Ian Smith, de renoncer volontairement à quinze des vingt sièges qu'elle a obtenus aux élections. — (AFP.)

Éthiopie

SELON LA CROIX-ROUGE

## Trois millions de personnes risquent de mourir de faim dans le nord du pays

Le trafic ferroviaire entre Djibouti et la ville éthiopienne de Dire-Dawa, qui assure l'acheminement d'une partie importante de l'aide alimentaire internationale aux victimes de la sécheresse, est interrompu depuis mercredi 17 juillet en raison du défillement d'un train de marchandises, a annoncé Radio-Djibouti. Ce défillement, qui n'a fait aucune victime, a eu lieu en territoire éthiopien, entre les localités de Lasard et de Hadi-Gala, à 150 kilomètres

environ de Dire-Dawa, dans des circonstances encore non éclaircies.

La circulation est donc interrompue sur cette ligne jusqu'à nouvel ordre. Il y a quelques semaines, 47 000 tonnes d'aide alimentaire étaient entreposées dans des conditions précaires sur le port de Djibouti, faute de pouvoir être acheminées à l'intérieur du territoire éthiopien.

La situation s'était un peu améliorée depuis une dizaine de jours. Cet accident ferroviaire va de nouveau ralentir l'acheminement des secours aux victimes de la famine. Celles-ci, d'après le délégué général du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) pour l'Éthiopie, M. Léon de Riedemann, sont environ trois millions dans les zones conflictuelles du nord de l'Éthiopie. Elles risquent toutes de mourir de faim si elles ne reçoivent pas rapidement de l'aide, a-t-il affirmé, mercredi 17 juillet, à Addis-Abeba, à l'envoyé spécial de l'AFP.

Le CICR avait l'intention d'ouvrir un nouveau centre nutritionnel à Berent, à l'ouest d'Asmara, mais la ville a été prise par les maquisards du EPL (Front populaire de libération de l'Érythrée) il y a une dizaine de jours. D'autre part, les autorités éthiopiennes sont toujours réticentes à autoriser une distribution incontrôlée de l'aide alimentaire dans les régions de l'Érythrée et du Tigré — où le problème de la famine est crucial, — qui, craignant-elles, pourraient tomber entre les mains des maquisards. — (AFP.)

Maroc

## ALGER SUGGÈRE QUE L'INCIDENT DU « COMMANDO TERRORISTE » EST UNE AFFAIRE INTÉRIEURE MAROCAINE

Par médias interposés, la polémique entre le Maroc et l'Algérie s'est poursuivie, mercredi 17 juillet, à la suite des affirmations de Rabat, qui avait accusé l'Algérie d'avoir entraîné sur son sol un groupe de terroristes marocains, dont deux membres ont été capturés par les services marocains (le *Monde* du 18 juillet).

« L'opération de destruction qui se trame contre la sécurité, la paix et la stabilité du peuple marocain et qui a pour but de semer terreur et anarchie dans toute la région du Maghreb arabe, prouve indubitablement le rôle actif et irresponsable dans laquelle nos voisins algériens veulent plonger la région », a affirmé la télévision marocaine.

Pour sa part l'*Opinion*, journal de l'Algérie, écrit que cette affaire semble indiquer que l'Algérie, ayant perdu confiance en la capacité du Front Polisario de gagner la guerre au Sahara occidental, a décidé de recourir à la subversion directe. « La preuve en est le terrorisme sanglant », ajoute l'*Opinion*.

Alger, l'agence APS souligne que cet incident éclate à la veille de l'ouverture, à Addis-Abeba, du sommet de l'OUA (Organisation de l'unité africaine) et qu'il vise « à faire croire à l'existence d'un conflit entre l'Algérie et le Maroc ». L'APS suggère qu'il s'agit d'une affaire intérieure marocaine, inhérente « aux tensions politiques et sociales marquant la réalité que vit le peuple marocain frère, surtout depuis le début de l'expansionnisme dont il fait cruellement les frais ». — (Reuters, AP.)

PARLER AVEC ASSURANCE

Confiance en soi - Communication  
Méthode audiovisuelle  
Formation continue  
L.F.T.O. (1) 333-97-25

سكدا من الأصل



# AFRIQUE

## LE MOUVEMENT CONTRE LA CONSCRIPTION EN AFRIQUE DU SUD

### Réfractaire à l'armée de l'apartheid

par ANDRÉ BRINK

Le mouvement Haite à la conscription lancé en 1963 a organisé, fin juin, à Johannesburg, un Festival de la paix avec le soutien des principales Églises du pays, notamment l'Église catholique et le conseil des Églises d'Afrique du Sud. L'opposition à la conscription se développe à la fois chez les appelés et dans les milieux d'affaires, qui considèrent que l'appel périodique sous les drapeaux est préjudiciable à l'économie du pays.

Le romancier sud-africain André Brink, dans le texte que nous publions ci-dessous et qui a paru, en langue africaine, dans la presse de son pays, s'élève contre le récent amendement au Defence Act (loi de défense), qui permet au gouvernement de Pretoria de rappeler sous les drapeaux - jusqu'à l'âge de cinquante-cinq ans - les citoyens blancs. André Brink annonce qu'il refusera de servir dans l'armée sud-africaine.

Depuis le début des années 60, les jeunes blancs de ce pays ont été obligés d'accomplir des périodes militaires de plus en plus longues, comme l'ont fait partie du « mode de vie sud-africain ». Plus récemment, ce même mode de vie impliquait d'habiter des villes en état de siège, avec dans les rues des véhicules blindés et des policiers et des militaires brandissant des armes automatiques.

D'où le flot croissant de réfractaires qui vont chercher refuge à l'étranger. Parmi ceux qui restent, y compris ceux qui servent dans les forces armées, le mécontentement, un sentiment de malaise, et la résistance ne cessent de croître. Un des baromètres de ce développement, c'est l'augmentation d'une « littérature de contestation », même en langue africaine. Quelqu'un prend la peine de parler à de jeunes recrues ou à des démobilisés découvre vite que les autorités militaires ont tout fait pour faire de s'inquiéter. Le phénomène ne fera que s'accroître si le gouvernement continue à violer l'intégrité des pays voisins dans des aventures que beaucoup de gens raisonnables considèrent comme des missions de terroir, de « nettoyage » et de

sabotage, et dont seuls quelques cyniques politiques peuvent saisir le sens.

Inévitablement, le mécontentement des jeunes est étouffé pour l'essentiel. On n'envisage pas de gréier de cœur plusieurs années de prison quand on a dix-huit ans. Mais pour des hommes plus âgés, questionnement et rébellion deviennent plus évidents. Cela n'a rien à voir avec la religion ou la pacifisme : beaucoup d'hommes d'âge mûr ont appris depuis longtemps, soit à contracter, soit de façon réaliste ou cynique, qu'il faut considérer la violence comme une composante inévitable de notre monde. A mes yeux, tout recours à la violence implique une atteinte à la notion exposée, malmenée et cependant indispensable de « dignité humaine » ; mais, dans le même temps, je me rends compte qu'il serait naïf de se contenter de souhaiter voir la violence disparaître de ce monde. Si triste que cela soit, il apparaît que certaines avancées ne peuvent être obtenues que par la violence. Pour ne prendre qu'un exemple, pendant ces dix dernières années, chaque petite réforme dans l'éducation des Noirs en Afrique du Sud a été conquise au prix du sang.

#### Quelles valeurs défendre ?

Il peut se présenter certaines situations dans lesquelles l'individu doit prendre les armes et se battre pour une patrie. Lors de la seconde guerre mondiale, il a été moralement défendable, et même impérieux, de lutter contre le nazisme et la fascisme ou de rejoindre la Résistance française. Il aurait été tout à fait compréhensible pour un Hongrois de résister aux Soviétiques à Budapest en 1956, pour un Tchécoslovaque d'en faire autant à Prague en 1968, ou pour un Afghan de se battre aujourd'hui. Mais cela n'a rien à voir avec une vision romantique et atavique du patriotisme, et celle n'implique aucunement une « éléance aveugle » à un morceau de territoire ou de société. La patrie à défendre doit être définie comme une qualité spirituelle, un système de valeurs : cette sorte de valeurs qui, si elles sont menacées, mettent en danger l'humanité essentielle de toute une communauté.

Or lutter pour l'Afrique du Sud - que ce soit sur la frontière de la

Namibie, lors de réside contre Cabinda et du Botswana, ou dans l'Eastern Cape contre quelques « ennemi intérieur » non défini - n'a absolument rien à voir avec la défense de valeurs qui méritent de survivre.

La nature du système qu'on doit défendre, et pour lequel des hommes, jusqu'à cinquante-cinq ans, peuvent maintenant être mobilisés, est apparue avec une évidence écoeurante ces derniers mois dans la façon dont la nouvelle Constitution, tant vantée, a été mise en place. La répression hargneuse des opposants politiques aux élections des Indiens et des métis, en août 1984, nous a plus appris sur ce qui se cache derrière la nouvelle système qu'une année d'explications, de discours et de déclarations officielles. La violence qui a explosé dans les townships noirs à la suite des actes de provocation du gouvernement se poursuit. La stratégie la plus pacifique que le président Botha ait proposée jusqu'ici a été la promesse naïve d'un « forum ouvert et significatif » dans lequel Blancs et Noirs pourraient s'asseoir ensemble pour discuter de leur avenir. Mais quelle est l'ouverture d'un tel « forum » si l'élément le plus important - la domination blanche - en est exclu a priori comme non négociable ? Quelles peut être sa signification si le gouvernement tient à trier sur le volet les « responsables » avec qui il veut parler ? Peut-on être surpris si de plus en plus de Noirs se sentent poussés vers la violence comme seul moyen d'expression qui leur soit accessible ?

#### Une dimension de désespoir

Je crois que c'est là la clef de ce qu'on nomme, selon un euphémisme l'« agitation noire », qui déferle en Afrique du Sud depuis septembre 1984. Elle contient au moins deux ingrédients qui n'étaient pas - ou pas à un tel degré - à l'époque de Sharpeville et de Soweto. Le premier est un facteur économique, à savoir la quasi-faillite de l'économie sud-africaine, qui commence à payer le prix astronomique du retour de bâton de l'apartheid. Par une cruelle ironie de l'histoire, c'est le prolétariat noir

qui est le plus touché - des gens qui ne peuvent plus payer leur loyer ni acheter à manger pour leurs enfants ne peuvent pas non plus s'offrir le luxe d'être patients. La seconde facette est politique : l'exclusion définitive de toute participation de la majorité noire aux structures essentielles du pouvoir dans le pays. Ces deux facteurs réunis ont donné une dimension de désespoir à une situation déjà précaire.

Il y a évidemment beaucoup d'autres éléments dans l'escalade de la violence. On ne peut pas ne pas tenir compte de l'exploitation de la situation par des criminels de droit commun, ni écarter les excès auxquels certains Noirs désespérés ont été conduits, en déchargeant la fureur et le désespoir accumulés pendant des années et des générations sur ceux qui ont été perçus, à tort ou à raison, comme les « collaborateurs » des oppresseurs. Mais le fait demeure que ces excès ont été engendrés par la violence institutionnalisée du gouvernement et par la brutalité du système.

#### L'engagement de l'armée

Un élément inquiétant, et que souligne le rapport de la commission d'enquête sur le massacre d'Uitenhage, semble être l'incapacité et même la mauvaise volonté de la police face à la résistance passive. Certains policiers y ripostent de façon à provoquer la violence de la foule. Elle peut alors être « légitimement » réprimée par la force, même si cela implique qu'on tue des femmes et des enfants en leur tirant dans le dos.

La Police Act (loi sur la police) m'interdit d'étudier dans le détail les actions de la police depuis le massacre d'Uitenhage, telles qu'elles ont été rapportées par des Noirs tout à fait dignes de foi. Que fait-on quand un ami noir vous parle des véhicules blindés de la police parcourant les rues du ghetto de Grahamstown, la nuit, en tirant dans toutes les directions, dans l'espoir avoué de provoquer une réaction de colère et de pouvoir « entrer en action » ? Ou quand une femme noire vous parle d'un policier visant à bout portant et tuant pour s'amuser une petite fille d'une belle dans la tête, alors qu'elle

passa devant lui ? Si de tels événements sont rapportés, ils sont aussitôt niés. Si l'on fait des déclarations sous serment, le quartier général de la police les rejette parce qu'elles « ne valent pas le papier sur lequel elles sont écrites ». Pour tant les rapports se multiplient dans tout le pays.

Quel lien cela a-t-il avec un appelé face à son ordre de mobilisation ? Non seulement cette situation illustre le type même du système qu'on est appelé à défendre de sa vie, mais dans la répression de l'agitation noire depuis septembre 1984 l'action de la police a été continuellement appuyée par l'armée, « dans un rôle de soutien ». Pour une grande part, l'engagement de l'armée a rendu possible cette sorte d'action de la police.

Depuis le massacre d'Uitenhage, il y a eu une importante mobilisation de réservistes dans l'Eastern Cape. Comme mes collègues de l'université, j'ai reçu un avis m'informant que j'étais affecté au commando Midland et que je serais « averti en temps voulu de ma première période ». Dans cette situation, un choix moral, immédiat et fondamental, est exigé de tout homme affecté à la mobilisation.

J'ai informé les autorités militaires que je refusais de subir tout entraînement ou de servir dans l'armée à quelque poste que ce soit. Quelle que soit la peine encourue, je ne suis pas prêt à vivre et à mourir pour ce régime et ce système : ils ne représentent pas l'Afrique du Sud que j'aime et que je respecta, et ils ne servent pas les idéaux et les valeurs auxquels je suis attaché en tant qu'écrivain et en tant qu'homme.

Ma décision n'engage que moi. Mais en faisant ce choix, et en le rendant public, je crois pouvoir démontrer qu'en toute situation on a toujours le choix. C'est, peut-être, le choix ultime de l'individu. Manifestement, tout choix impose son prix, qui peut être décevant. Et l'on doit calculer avec beaucoup de lucidité si l'on est prêt à le payer.

J'ai pris ma décision. Je l'ai faite en sachant que mon choix obligerait les autorités à calculer, pour leur part, le prix de ce qu'elles ont fait ou ont décidé de faire.

(Traduit de l'anglais par Jean Guillemeau.)

## Algérie

### L'ÉMISSAIRE DU PRÉSIDENT CHADLI BENDJEDID A ÉTÉ REÇU PAR M. MITTERRAND

Le ministre algérien du commerce, M. Abdelaziz Khelif, porteur d'un message du président Chadli Bendjedid à M. Mitterrand, a été reçu le mercredi 17 juillet, pendant plus d'une heure, par le président de la République. M. Khelif nous a déclaré : « Nous avons surtout parlé de relations économiques, car celles-ci sont bonnes, et il ne faudrait pas que des articles de journaux, ici ou là, puissent les altérer. »

#### Une éclaircie ?

M. Khelif faisait directement allusion à ce qu'on a qualifié à Paris de « campagne de presse antifrancophone ». En début d'année, on a en effet relevé des articles virulents dénonçant certains crimes racistes commis dans l'Hexagone, puis, à l'occasion du 8 mai, des accusations portant sur l'emploi de prisonniers comme « cobayes » lors de la première explosion atomique française. Deux mois plus tard, des articles ont vigoureusement insisté sur les crimes attribués à l'armée française pendant la guerre d'indépendance, lors de la commémoration de la fête nationale, le 5 juillet dernier.

Les répliques, fermes mais courtoises, de Paris à des outrances allant jusqu'à comparer la France à l'Allemagne nazie avaient démontré le souci de ne pas laisser l'affaire s'envenimer. Le 14 juillet, à Alger, l'ambassadeur de France, M. François Schœer, avait néanmoins fait une utile mise au point en ce qui concerne le respect des droits de l'homme.

Il semble, cette fois, que le volume de description se manifeste du côté algérien. M. Abdelaziz Khelif, qui est aussi à la tête de la délégation algérienne à la commission mixte, trouve naturel que, « à mi-chemin entre deux réunions de cette commission, les deux présidents qui suivent personnellement la coopération se consultent ». Rien de plus normal, en effet. Mais trois semaines après la visite officielle de travail qu'a effectuée à Alger M. Laurent Fabius, les 24 et 25 juin dernier, était-ce indispensable ?

L'initiative du président Chadli Bendjedid et les propos apaisants de M. Khelif semblent plutôt être les signes avant-coureurs d'une éclaircie dans le ciel franco-algérien.

FRÉDÉRIC FRITSCHER.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
LOISIRS

# 300 000 ex

## UN PHÉNOMÈNE DE SOCIÉTÉ

Christiane Collange

228 pages 69 F

# MOI, TA MÈRE

Ce que les parents n'osent pas dire... Ce que les jeunes ne veulent pas entendre...

FAYARD

## AU COURS DE MANIFESTATIONS

### Trois Noirs tués par la police

Une femme noire enceinte a été tuée, mardi 16 juillet, d'une balle dans la tête, lorsque la police sud-africaine a ouvert le feu sur un groupe de manifestants près de Witbank, à 100 kilomètres à l'est de Pretoria.

Mercredi, la police est intervenue à Soweto, la grande cité noire de la banlieue de Johannesburg, contre plusieurs milliers d'écoliers qui boycottaient leurs cours et

attaquaient et incendiaient maisons et véhicules.

Deux autres Noirs ont été tués par la police, l'un à Actonville près de Johannesburg, l'autre près de Queenstown.

D'autre part, près de cinquante-six mille mineurs noirs ont déjà voté en faveur d'une grève générale dans les mines d'or et de charbon d'Afrique du Sud. - (AFP, Reuter, AP.)

## LA NOUVELLE GÉNÉRATION VOLVO DE POIDS LOURDS LONGUE DISTANCE, F10 ET F12, A SUBI QUELQUES TESTS AVANT D'ÊTRE LANCÉE. DES TESTS QUI ÉQUIVALENT EN FAIT À DIX VOYAGES ALLER-RETOUR SUR LA LUNE.

## CELA EXPLIQUE POURQUOI 9% DES CAMIONS DE PLUS DE 16 TONNES DANS LE MONDE SONT DES VOLVO.

## VOLVO EST COTÉ À LA BOURSE DE PARIS (R.M.).



# EUROPE

## Yugoslavie

UNE CONSÉQUENCE DE LA « MULTIPLICATION DE L'ÉTAT »

### La grande bataille pour les devises étrangères

Belgrade. — L'Etat dépeint-il dans le régime communiste yougoslave, comme le veut la théorie marxiste ? Non, écrit un hebdomadaire, chez nous il se multiplie. — Surtout depuis l'entrée en vigueur de la Constitution de 1974, les huit entités fédérales (six républiques et deux provinces autonomes) se sont, en effet, érigées en quasi-Etats qui, faute d'un plan central, se développent indépendamment les uns des autres. La conséquence en est la désintégration des grands systèmes : chemins de fer, énergie, PTT, réseau routier, etc., ainsi que du marché intérieur.

La circulation des marchandises et du capital social sur l'ensemble du territoire national est certes libre en théorie. En fait, elle est limitée par la législation des républiques et provinces autonomes, voire des communes qui veulent en premier lieu à leurs intérêts propres. L'autarcie à tous les niveaux a abouti à des doubles emplois. Raffineries, usines d'automobiles, d'appareils de radio, de télévisions, de réfrigérateurs, sucreries prolifèrent. On ne compte

Le comité central de la Ligue des communistes de Yougoslavie doit s'efforcer, dans les prochains jours, de résoudre une question qui affecte de la manière la plus aiguë l'économie yougoslave : une modification de la loi sur les échanges extérieurs et l'utilisation des devises. Deux des Républiques fédérées, la Croatie et la Slovénie (qui sont les principales bénéficiaires du tourisme étranger), s'opposent aux changements envisagés. Le premier ministre pourrait mettre sa démission dans la balance.

De notre correspondant

plus les abattoirs industriels, qui fonctionnent tous à perte.

L'autarcie suscite des « investissements manqués » ou ont été engouffrés des milliards de dinars. Ni les politiques ni les techniciens n'ont eu à répondre de ces pertes, car les projets avaient obtenu en préalable l'aval des « structures autogestionnaires » dont la responsabilité est collective et non individuelle.

Les républiques et régions autonomes ont également leurs systèmes d'impôts, de prix, de salaires, d'assurances sociales, d'enseignement, qui présentent des différences considérables. Elèves et étudiants d'une république, par exemple, ont toutes

les peines du monde à poursuivre leurs études dans les établissements d'une autre, les programmes n'étant pas unifiés.

#### Laborieuses concertations

M. Vanko Nikolovski, membre de l'Assemblée fédérale, pense que « si l'on n'est pas immédiatement mis en terme aux divisions entre les républiques et régions autonomes, celles-ci finiront par établir des droits de douanes à leurs frontières et frapper monnaie ». Conscient des dangers que comporte pour le pays tout entier un tel état de choses, le gouvernement a présenté un projet de réforme de la législation sur les échanges avec l'étranger, dont une loi sur les devises. Ce projet est de la plus haute importance pour la Yougoslavie, qui souffre d'une pénurie de devises et d'un déficit permanent de la balance des paiements et doit rembourser une dette extérieure d'une vingtaine de milliards de dollars. A l'issue de laborieuses « concertations autogestionnaires », ce projet a obtenu l'accord de principe de six entités fédérales : Serbie, Macédoine, Bosnie-Herzégovine, Monténégro, Kosovo et Voïvodine; les deux autres, Slovincie et Croatie, l'ont rejeté.

Le conflit a pris une ampleur telle qu'il est soumis actuellement aux plus hautes instances du parti et de l'Etat. Le gouvernement n'étant pas en mesure, à lui seul, d'imposer ses conceptions. L'actuelle loi sur les devises, déjà modifiée à plusieurs reprises, est sans doute la plus compliquée du pays et celle qui suscite les plus vives querelles. En bref, elle favorise l'exportateur final. Il a le droit de conserver une partie substantielle des devises obtenues par ses ventes à l'étranger. En revanche, ceux qui, en amont, lui ont fourni les matières premières et les produits semi-finis ne reçoivent que des devises « écartés » à la discrimination. Certains « exportateurs finaux », disposant d'un excédent de devises, les cèdent à des taux usuraire — trois ou quatre fois supérieurs au cours officiel — ou, refusant de les rapatrier, les conservent

dans des banques étrangères où ils perçoivent des taux d'intérêt élevés. Les deux opérations sont interdites mais largement pratiquées au vu et au su des autorités, sans conséquence pour les contrevenants. Elles rapportent à ceux qui y ont recours de bénéfices considérables.

Parmi les branches exportatrices figure également le tourisme, et les hôteliers ont, eux, le droit de conserver une partie des devises obtenues des clients étrangers. « Ils n'exportent pas », disent les adversaires du système actuel, « que de l'eau, du soleil ou de l'air pur alors que ceux qui les approvisionnent en viande, lait, légumes ou légumes, ne perçoivent rien ».

Le conflit est de graves conséquences politiques, car les entreprises exportatrices et le tourisme de Slovincie et de Croatie assurent à la Yougoslavie la majeure partie des devises que les deux républiques, pour des raisons politiques, économiques et idéologiques, refusent de remettre à la Banque nationale.

Bien entendu, les producteurs de matières premières et d'articles semi-finis ont de plus en plus tendance à exiger des exportateurs le paiement de leurs fournitures en devises. Ce genre d'opérations a introduit sur le marché intérieur le dollar, le deutschemark et le franc suisse, au détriment du dinar, sapant ainsi le plan dit « de stabilisation économique et sociale », dont l'un des principaux objectifs est précisément la convertibilité de la monnaie nationale.

#### Une menace de démission

Par son projet, le gouvernement veut mettre un peu d'ordre dans ce domaine. L'issue du conflit qui oppose les deux camps est imprévisible. Le gouvernement a fait savoir qu'il était disposé à réexaminer certaines objections de la Slovincie et de la Croatie qui lui paraissent « raisonnables », mais qu'il refusait de renoncer aux principes sur lesquels repose son projet ou d'en élaborer un nouveau. Dans quelques jours doit, en principe, se réunir le comité central fédéral, et le problème se trouvera à son ordre du jour. On peut tenir pour acquis que le premier ministre, M. Planinc, qui a déjà prouvé à plusieurs reprises sa volonté de « consolider l'Etat et non de le multiplier », préférera se retirer si ses conceptions ne recueillent pas un large consensus. Ce qui serait un geste sans précédent dans la vie politique de la Yougoslavie depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

PAUL YANKOVITCH.

## URSS

SELON LE « WASHINGTON POST »

### Le maréchal Ogarkov aurait été nommé commandant du pacte de Varsovie

Alors que la mise à l'écart du général Epichev, âgé de soixante-dix-sept ans, de la direction politique des forces armées soviétiques et son remplacement par le général Lizehev (le Monde du 18 juillet) n'ont toujours pas été annoncées officiellement par les médias soviétiques, des rumeurs s'élevaient ce changement dans un remaniement encore plus vaste, touchant d'autres importants commandements au sein du ministère de la Défense. Selon le correspondant à Moscou du Washington Post, Dushko Doder, dont l'article est reproduit ce jeudi 18 juillet par l'International Herald Tribune, deux autres chefs militaires auraient été écartés : le maréchal Toloubko, âgé de soixante et onze ans, commandant des forces stratégiques depuis 1972, aurait été mis à la retraite; le maréchal Koulikov, âgé de soixante-quatre ans, qui commande les forces armées navales du pacte de Varsovie depuis 1977 après avoir dirigé l'état-major général soviétique, serait nommé à la tête d'une académie militaire. Cette réorganisation entraînerait l'abandon des fonctions de premier vice-ministre de la Défense, que le maréchal Koulikov occupait depuis 1971.

Toujours selon le Washington Post, son successeur serait autre que le maréchal Ogarkov, l'ancien chef d'état-major général, qui retrouverait ainsi ce tant que numéro 3 de l'appareil militaire, un rang presque équivalent à celui qu'il occupait avant son limogeage en septembre dernier. Rappelés des fortunes changeantes ces derniers mois : son nom est apparu à plusieurs reprises au bas de notices nécrologiques publiées par le

presse, et à un rang nettement plus élevé dans la dernière période qu'à la fin de l'année. Il y a quelques semaines, la presse annonçait la parution d'un livre publié sous son nom par les éditions militaires, mais ses fonctions exactes — commandant du « théâtre d'opérations militaires de l'Ouest », voire d'un « front de l'Ouest » regroupant plusieurs de ces « théâtres » — n'ont jamais été précisées. La situation du maréchal Ogarkov semblait s'être stabilisée en tous cas ces dernières semaines, mais c'était, il est vrai, avant que M. Gorbatchev ne s'attaque à la remise en ordre du haut commandement militaire, comme il l'a fait pour l'appareil de parti et la diplomatie. — M. T.

● ERRATUM. — Il a été écrit, à la suite d'une coquille, dans notre information sur les changements de ministres et de hauts fonctionnaires en URSS (le Monde du 18 juillet) que M. Tikhonov, chef du gouvernement soviétique, est âgé de soixante ans. C'est quatre-vingts ans qu'il fallait lire.

● Catastrophe aérienne. — Un appareil de l'Aeroflot, assurant la liaison Karshi (Ouzbékistan) - Leningrad, s'est écrasé le 10 juillet dernier, et toutes les personnes à bord ont été tuées, rapporte le journal du Parti communiste d'Ouzbékistan. L'Aeroflot utilise généralement sur cette ligne le Tupolev-154, qui peut transporter cent cinquante passagers.

Il s'agit du troisième accident aérien sur les lignes intérieures soviétiques dont la presse s'est faite l'écho cette année. — (Reuters.)

## Grande-Bretagne

### L'« été racial » se fait chaud

De notre correspondant

Londres. — Scotland Yard a reconnu le mercredi 17 juillet avoir ouvert une vaste enquête pour établir les mobiles d'une cinquantaine d'incidents criminels qui ont eu lieu depuis le mois de mars dans un périmètre assez restreint du quartier de Brixton, au sud de Londres. Cette vague d'attentats (qui n'ont pas fait de victimes) retient particulièrement l'attention, car Brixton est l'un des « quartiers à problèmes », les plus tristement célèbres de la capitale britannique. Il possède la plus forte densité de population immigrée, en majorité d'origine antillaise, et a été le théâtre des plus graves émeutes qui ont éclaté, au cours de l'été 1981, dans plusieurs grandes agglomérations d'Angleterre.

En attendant la fin de leurs investigations, les enquêteurs se gardent de fournir la moindre indication qui pourrait laisser croire à un regain de tension raciale. Mais les représentants des diverses minorités ethniques — qui, au total, constituent 14 % de la population londonienne — s'inquiètent de la prudence manifestée par la police, d'autant que celle-ci a adopté la même attitude depuis la mort d'une jeune femme enceinte et de trois de ses enfants, le 13 juillet, à Ilford, dans une autre banlieue populaire située à l'est de la ville. La maison de cette famille d'origine asiatique a été incendiée volontairement. Toutefois, les policiers estiment excessives les conclusions tirées de ce cas par un responsable local des services sociaux qui y a vu un nouveau pas dans « l'escalade de la violence raciale », après avoir dénombré dans ce secteur plus de mille deux cents agressions de ce type durant les cinq dernières années. Néanmoins, l'affaire a été portée, le 16 juillet, devant le Parlement sous la forme d'une question posée à M. Thatcher par un député travailliste.

#### Chômage et drogue

A Ilford, comme en d'autres endroits démographiquement comparables, on ne compte plus les graffiti injurieux pour les « Pakis » (Pakistais et, par extension, tous les Asiatiques) ou les « Black » (les Noirs, mais souvent l'expression désigne toute personne « de couleur »). Sur les murs des HLM s'élevaient les affiches du National Front et les variations sur le thème : « Gardons la Grande-Bretagne britannique ». C'est dans cette partie de Londres que ce mouvement d'extrême droite, déjà accusé d'avoir été l'un des principaux éléments de provocation des émeutes de 1981, a enregistré récemment ses meilleurs résultats électoraux, parmi la population blanche vivant aux côtés des immigrés.

Rien ne prouve que la tension qui s'aggrave soit la conséquence d'une campagne délibérée et organisée, mais la multiplication des incidents depuis plusieurs mois est alarmante. Les commissaires ne cessent de recueillir les plaintes ; menaces anonymes, jets de briques dans les fenêtres, pétrole enflammé dans les boîtes aux lettres. Un rapport du ministre de l'Intérieur montre que le nombre des agressions dont sont victimes les immigrés est deux fois plus grand que pour le reste des habitants. A la suite d'attentats répétés contre certaines familles, les autorités locales sont de plus en plus sollicitées pour prévoir un relogement.

A la fin de l'an dernier, lord Scarman, qui avait présidé la commission d'enquête sur les émeutes de 1981, est revenu à Brixton pour constater que si l'ordre public était « maintenu », les « tensions sociales » s'élevaient à « considérablement déstabilisées » et que cette situation était essentiellement due à l'accroissement rapide du chômage. Cette conclusion était la même que celle du rapport établi par la commission trois ans auparavant. Entre-temps, le chômage avait doublé. Les trois quarts des jeunes Noirs de Brixton sont sans emploi. Le taux de

criminalité a augmenté de 60 % de 1983 à 1984, et la consommation de drogues « dures », qui connaît actuellement un « boom » sans précédent dans toute la Grande-Bretagne, se développe dans ce quartier beaucoup plus vite qu'ailleurs. Au moment de la nouvelle visite de lord Scarman, un conseiller municipal déclarait : « Si le chômage continue de s'étendre, une nouvelle explosion de violence ne manquera pas de se produire ». Avec les derniers événements, cette crainte s'amplifie, d'autant que la prochaine suppression du Conseil du Grand Londres et la réforme de la Séparité sociale, qui vient d'être annoncée par le gouvernement se traduiraient par une diminution sensible des différentes formes d'assistance dont bénéficie une grande partie de la population immigrée.

FRANCIS CORNU.

## Belgique

### Programme minimum pour le gouvernement « prolongé » Les élections fixées au 13 octobre

Après s'être concerté avec les dirigeants des partis de la coalition, le premier ministre belge, M. Wilfried Martens, a défini, mercredi 17 juillet, un programme minimum pour les deux derniers mois de son gouvernement. Le roi Baudouin en avait prolongé l'existence en refusant mardi la démission du cabinet, dans l'attente d'élections anticipées qui se tiendraient, le 13 octobre.

M. Martens (social-chrétien flamand) et les trois vice-premiers ministres, le libéral francophone Jean Gol et le social-chrétien francophone Charles-Ferdinand Nothomb — dont le différend sur les conséquences politiques du massacre du stade du Heysel avait ouvert une crise, — et ainsi que M. Frans Groenings (libéral flamand) se sont mis d'accord sur un programme limité, qui devait être soumis ce jeudi au Parlement. Il s'agit d'un projet de réduction des taxes pour un montant de 75 milliards de francs belges (un peu moins de 12 milliards de francs

français) et d'un programme de création d'emplois. En revanche, l'accord n'a pu se faire sur un troisième projet, portant sur une révision limitée de la Constitution.

Quant au budget 1986, il ne sera pas examiné avant la dissolution du Parlement, qui doit intervenir quarante jours avant la date des élections.

La presse belge s'est montrée sévère dans ses commentaires sur la crise. Selon le Soir, « le gouvernement ne sort pas grand de cette journée des dupes » (la démission des libéraux francophones, puis celle du cabinet tout entier). « Non seulement son programme économique a perdu tout son élan, mais il donne à l'opinion l'image d'une crise pour rien, voire, à la limite, d'une certaine incohérence du monde politique ». La plupart des éditeurs estiment qu'après la démission, les libéraux, risquant d'être sanctionnés par les électeurs.

## RDA

### Le tourisme de la patience

Weimar (AFP). — Weimar en Thuringe, la ville de Goethe et de Schiller, située sur les bords d'un petit cours d'eau, l'Ilm, est une des grandes attractions touristiques de RDA. Plus d'un million de visiteurs par an, des Allemands de l'Est aussi bien que des étrangers en provenance des pays socialistes « frères » et des pays occidentaux venant en pèlerinage sur les lieux où vécut une des plus grandes écrivaines allemandes.

Embarqué par ce passé prestigieux que la RDA a fait resurgir avec beaucoup de soins, le touriste, en sortant de la maison de Goethe aménagée en musée, aimait se restaurer. Et là, les difficultés commencent.

Weimar dispose certes de plusieurs restaurants, dont celui du célèbre hôtel Elephant, déjà connu à l'époque de Goethe. La touriste y court. Il trouve une salle presque vide, se dirige d'un pas décidé vers une table libre et se fait intercepter par un maître d'hôtel très distingué, qui lui lance, glacial, une seule petite phrase : « Avez-vous réservé ? »

#### Jus de rhubarbe

« Réservé » est un mot-clé en RDA. Il revêt presque un caractère magique : il ouvre les portes ou il est opposé à tout intrus qui ose s'aventurer dans un restaurant ou un hôtel sans avoir réservé sa chambre ou sa table des semaines, voire des mois, à l'avance.

Après avoir essuyé plusieurs refus, le touriste découvre enfin un restaurant devant lequel s'étire une file d'attente interminable. Elle s'agit d'un lieu où, au moins, les clients sont acceptés sans avoir « réservé ». Mais elle est tout aussi dissuasive, car il faudrait attendre plusieurs heures avant de pouvoir prendre place à une table.

D'ailleurs, les cartes, dans tous ces restaurants administrés

pour la plupart par l'organisation d'Etat pour le commerce Hu, n'incitent pas à attendre. Souvent le choix se limite à une salade de poulet, ou une salade mixte au jambon, ou encore à du foin de morue grillé, le tout arrosé de jus de rhubarbe si l'on n'aime pas la bière.

Il reste une ultime solution pour le touriste occidental muni de devises, que la RDA essaie de lui soustraire par tous les moyens (par exemple la change obligatoire de 25 DM par jour et par personne, que tout étranger doit acquiescer quand il entre en Allemagne de l'Est). Il peut en effet se rendre dans un Veltun-Restaurant, établissements exclusivement réservés à ceux qui payent en monnaies fortes et dont interdits aux Allemands de l'Est. Mais ce recours n'est possible que dans les grandes villes comme Berlin, Dresde ou Leipzig.

Se nourrir n'est pas la seule difficulté que rencontre le touriste individuel en RDA : se loger ou trouver de l'essence pour sa voiture est aussi difficile.

Le réseau des stations-service Inter-Tank, les seules où l'on sort du super pour les véhicules des « riches » Occidentaux, qui doivent là aussi payer en marks ouest-allemands, est très clairsemé. Les Allemands de l'Est, qui se contentent d'une qualité d'essence plus ordinaire, sont aussi victimes de cette pénurie. Les files de leurs Trabant et de leurs Wartburg, les deux seuls modèles fabriqués en RDA, s'étirent sur des kilomètres devant la moindre pompe dès qu'un rayon de soleil incite à passer une journée à la campagne.

Côté hébergement, il n'est pas non plus question de partir à l'aventure et de s'arrêter quand une suburge paraît accueillante. L'Allemand de l'Est qui s'enverrait passer une fin de semaine à l'hôtel doit prévoir son pègre au moins six mois à l'avance pour espérer obtenir une chambre.

# ASIE

## SELON LES ENQUÊTEURS

### Une explosion a détruit en vol le Boeing d'Air India

De notre correspondant

New-Delhi. — Une source officielle, citée par l'agence de presse indienne PTI, a révélé, le 17 juillet, l'existence d'« indices certains » confirmant la thèse de l'explosion en plein vol du Boeing d'Air India, le 23 juin, au large de l'Irlande. Selon cette source, proche des enquêteurs, l'analyse de la deuxième boîte noire, le DFDR (le Digital Flight Data Recorder), l'enregistrement de données de vol, a établi qu'une — et peut-être deux — explosions a brisé le 747 Kanishka d'Air India à 10 000 mètres d'altitude.

Le juge D.N. Kripal, président de la commission d'enquête, se cantonne toujours dans une attitude prudente.

Lors de la conférence de presse tenue le 17 juillet à Bombay, le juge a affirmé qu'il n'y avait pas de « preuves concrètes » pour appuyer l'une ou l'autre des thèses sur la cause de la catastrophe qui a fait trois cent vingt-neuf morts.

Officiellement, on retient toujours la possibilité d'une défaillance technique, d'une coupure totale de courant électrique ou d'une fuite de substance corrosive dans la carlingue.

Le juge espère terminer ses travaux dans les délais qui lui ont été impartis, afin d'être en mesure de rendre public son rapport en décembre prochain. — (Interim.)

## Ministres

Le bureau exécutif du régime a adopté un texte de loi, le 17 juillet, qui donne au ministre de l'Intérieur le pouvoir de nommer et de révoquer les directeurs des services de police, de la sécurité nationale et des services de renseignement.

Le texte, qui a été adopté par le bureau exécutif du régime, donne au ministre de l'Intérieur le pouvoir de nommer et de révoquer les directeurs des services de police, de la sécurité nationale et des services de renseignement. Le texte, qui a été adopté par le bureau exécutif du régime, donne au ministre de l'Intérieur le pouvoir de nommer et de révoquer les directeurs des services de police, de la sécurité nationale et des services de renseignement.

Le texte, qui a été adopté par le bureau exécutif du régime, donne au ministre de l'Intérieur le pouvoir de nommer et de révoquer les directeurs des services de police, de la sécurité nationale et des services de renseignement. Le texte, qui a été adopté par le bureau exécutif du régime, donne au ministre de l'Intérieur le pouvoir de nommer et de révoquer les directeurs des services de police, de la sécurité nationale et des services de renseignement.

## Le « péché »

Le « péché » est un mot-clé en RDA. Il revêt presque un caractère magique : il ouvre les portes ou il est opposé à tout intrus qui ose s'aventurer dans un restaurant ou un hôtel sans avoir réservé sa chambre ou sa table des semaines, voire des mois, à l'avance.

Après avoir essuyé plusieurs refus, le touriste découvre enfin un restaurant devant lequel s'étire une file d'attente interminable. Elle s'agit d'un lieu où, au moins, les clients sont acceptés sans avoir « réservé ». Mais elle est tout aussi dissuasive, car il faudrait attendre plusieurs heures avant de pouvoir prendre place à une table.

D'ailleurs, les cartes, dans tous ces restaurants administrés pour la plupart par l'organisation d'Etat pour le commerce Hu, n'incitent pas à attendre. Souvent le choix se limite à une salade de poulet, ou une salade mixte au jambon, ou encore à du foin de morue grillé, le tout arrosé de jus de rhubarbe si l'on n'aime pas la bière.

Il reste une ultime solution pour le touriste occidental muni de devises, que la RDA essaie de lui soustraire par tous les moyens (par exemple la change obligatoire de 25 DM par jour et par personne, que tout étranger doit acquiescer quand il entre en Allemagne de l'Est). Il peut en effet se rendre dans un Veltun-Restaurant, établissements exclusivement réservés à ceux qui payent en monnaies fortes et dont interdits aux Allemands de l'Est. Mais ce recours n'est possible que dans les grandes villes comme Berlin, Dresde ou Leipzig.

Se nourrir n'est pas la seule difficulté que rencontre le touriste individuel en RDA : se loger ou trouver de l'essence pour sa voiture est aussi difficile. Le réseau des stations-service Inter-Tank, les seules où l'on sort du super pour les véhicules des « riches » Occidentaux, qui doivent là aussi payer en marks ouest-allemands, est très clairsemé. Les Allemands de l'Est, qui se contentent d'une qualité d'essence plus ordinaire, sont aussi victimes de cette pénurie. Les files de leurs Trabant et de leurs Wartburg, les deux seuls modèles fabriqués en RDA, s'étirent sur des kilomètres devant la moindre pompe dès qu'un rayon de soleil incite à passer une journée à la campagne.

هكذا من الأصل



# politique

## LA PRÉPARATION DES LÉGISLATIVES

### Ministres cherchent sièges pour élection certaine...

Le bureau exécutif du PS, réuni mercredi 17 juillet, a adopté un texte qui rappelle, à toutes fins utiles, l'accord « manimé » conclu au comité directeur du 6 juillet, entre les diverses composantes du parti, pour la constitution des listes électorales en 1986. Ce texte souligne que l'accord « permet de préparer

cette échéance avec esprit de responsabilité et de solidarité ». Il a sans doute valeur de rappel pour les socialistes qui, ici ou là, seraient tentés de passer outre. Le bureau exécutif affirme que « l'objectif de cet accord est bien de créer les meilleures conditions pour gagner

un maximum de sièges en mars 1986 ». « Unis, continue le bureau exécutif, les socialistes pourront (...) mieux rassembler autour d'eux tous ceux qui entendent repousser les projets de renouveau de la droite et mettre en échec la stratégie destructrice de la direction du PC ».

Les dirigeants socialistes continuent de peser l'accord intervenu le 6 juillet, lors de la réunion de leur comité directeur, pour assurer aux courants minoritaires une place équitable sur les listes électorales du parti. La commission ad hoc s'est elle aussi réunie, mercredi 17 juillet, afin d'étudier les cas litigieux ou encore en suspens, et d'apporter quelques « ajustements » à cet accord. Elle se réunira de nouveau la semaine prochaine. Dans le cas des « parachutages » contestés, il n'est pas envisagé, pour le moment, de remettre en cause les choix faits le 6 juillet. Quant aux personnalités qui demeurent en quête d'un département d'accueil, leur sort n'a pas été réglé au cours de cette réunion.

Les socialistes n'ont toujours pas trouvé une place assurée l'élection de M. Yves Roudy, ministre des droits de la femme. M. Jack Lang, ministre de la culture, compté un moment comme éligible dans le Bas-Rhin, ne le serait plus. M. Henri Nallet, ministre de l'Agriculture, ne souhaite toujours pas aller en Haute-Loire. Il n'est pas le seul à penser que le PS ne peut gagner ce siège. Le cas de la Haute-Savoie, qui pourrait accueillir soit M. Alain Calmat, ministre des sports, soit M. Dominique Strauss-Kahn, membre du bureau exécutif, n'est pas résolu.

Parmi les ajustements réclamés ici ou là à l'accord du 6 juillet, figure notamment le cas de la Gironde. Les rocardiens souhaitent y avoir, en position éligible,

M. Pierre Bana, membre du secrétariat national, qui n'est pas député. Les rocardiens envisagent de remettre en cause leur participation à l'accord national s'ils n'obtiennent pas satisfaction sur ce point. Ils proposent aussi une permutation entre le Jura et le Doubs, qui permettrait de trouver un siège pour M. Raymond Forni, député sortant de Belfort (lire l'encadré ci-dessous).

En l'état actuel des choses, le député rocardien sortant du Jura, M. Alain Brune, est considéré comme éligible dans le Doubs. Les rocardiens souhaitent qu'il revienne dans le Jura. (ce qui se ferait au détriment de M. Jean-Pierre Santa Cruz, député sortant mitterrandiste, compté comme éligible dans ce département). Ils souhaitent aussi que le siège du Doubs soit attribué à M. Forni, sur le contingent du courant A.

Enfin, en Seine-Maritime, un siège reste en balance entre

MM. Jean-Pierre Bourguignon et Joseph Menga, tous deux députés sortants, le premier rocardien, le second néo-rocardien. Dans ce département, où M. Fabius devrait conduire la liste, il reste à désigner un éligible mitterrandiste. C'est M. Fabius qui choisirait lui-même entre M. Bourguignon et M. Menga.

#### Difficultés en vrac

L'accord du 6 juillet fixe le nombre de candidats éligibles pour chaque courant du PS, à charge pour les

sensibilités du parti de faire en leur sein les choix nécessaires. Ce qui explique que la « base » locale d'un courant puisse contester un choix accepté par la direction nationale de ce même courant.

Le courant A (mitterrandiste) étant majoritaire, c'est en son sein que doivent être tranchés le plus grand nombre de cas individuels. Quelques vingt-deux éligibles mitterrandistes restent ainsi à désigner, sans que l'opération soit parvenue à son terme. Elle se poursuit dans les Alpes-de-Haute-Provence, où il faut choisir entre les sortants André Bellon et François Massot, ou dans l'Eure, où il faut donner la préférence à M. François Loncle, ou à M. Claude Michel, tous deux sortants.

De même façon, le CERES doit encore choisir un éligible dans l'Aude : ce pourrait être M. Jean Guidoni, ancien ambassadeur à Madrid, élu de ce département en 1981.

Dans le Nord, outre l'ancien premier ministre, les amis de M. Mauroy doivent encore désigner quatre éligibles. D'autre part, M. Roger Fajardie, lors de la réunion de mercredi, a paru remettre en cause deux « sacrifices » de députés sortants qui ont été difficiles pour son courant B : celui de M. Hervé Villot, en Côte-d'Or, et celui de M. Alain Chénard, en Loire-Atlantique. Les rocardiens, eux, ont désigné tous leurs éligibles.

#### « Même s'il s'agissait de Rocard »

A terme, de nouvelles difficultés peuvent surgir, si une amélioration de la situation de la gauche dans les sondages permet de réévaluer la base de calcul (environ cent soixante-dix députés) utilisée pour la répartition des sièges. Il conviendrait alors de procéder à de nouvelles négociations, afin que le

fragile équilibre obtenu soit respecté dans les listes « élargies ».

Dans l'immédiat, les « parachutages » envisagés suscitent toujours des réactions hostiles sur le terrain.

Dans le Maine-et-Loire, où M. Gérard Fuchs, l'un des membres rocardiens du bureau exécutif du PS est compté comme éligible (alors qu'il n'est pas actuellement député), M. Jean Monnier, maire socialiste dissident d'Angers, a fait savoir qu'il s'opposait à tout « parachutage », « même s'il s'agissait de Rocard en personne ».

Dans la Manche, le premier secrétaire fédéral socialiste, M. Guy Poirier, a écrit à M. Olivier Stirn, président de l'Union centriste républicaine et présent pour Paris comme tête de liste, pour lui affirmer qu'il n'a « à aucun moment été question de sa candidature » dans ce département. Pour M. Poirier, les socialistes de la Manche veulent faire campagne en 1986 « unis » derrière M. Henri Nallet.

Dans le Vaucluse, M. André Rosania, premier secrétaire de la section socialiste d'Orange, a indiqué, le 17 juillet, qu'il « sera candidat pour conduire la liste aux élections législatives si M. Bertrand Delanoë maintient sa candidature ».

Dans les Bouches-du-Rhône, M. Gaston Defferre a affirmé, à propos des élections de 1986, dans une interview à Paris-Match : « Je souhaite pouvoir me consacrer à fond à mon travail de la mairie et retourner au journal, mais je ne veux pas me dérober à l'approche d'une période difficile, et il semble que je sois le mieux placé pour tenter de concilier les ambitions personnelles et pour mettre un terme à la petite guerre des clans dans la fédération socialiste des Bouches-du-Rhône (le Monde des 10 juillet et du 1<sup>er</sup> mars).

J.-L. A.

## DANS LES ALPES-MARITIMES

### M<sup>me</sup> Bouchardeau n'est pas « attendue »...

De notre correspondant régional

Nice. — M<sup>me</sup> Huguette Bouchardeau, ministre de l'environnement, ancienne animatrice du PSU, conduira-t-elle la liste socialiste aux élections législatives dans les Alpes-Maritimes ? Cette question a été posée lors des travaux du comité directeur du PS du 6 juillet, mais elle n'a reçu, jusqu'ici, aucune réponse. Il apparaît, en déduisant, que le ministre de l'environnement n'est pas « attendu » sur la Côte d'Azur.

Dans un communiqué qu'ils viennent de publier, six des sept maires socialistes du département ont pris les devants en déclarant « refuser l'éventualité de présenter M<sup>me</sup> Bouchardeau sur la liste du parti dans les Alpes-Maritimes ». Ils s'affirment « entièrement solidaires des militants qui ont conduit la tête de liste et la conduite de la campagne ». M. Jean-Hugues Colonna, député de la troisième circonscription. Le département des Alpes-Maritimes compte actuellement, deux députés socialistes,

MM. Colonna et Francis Giolitti, ancien suppléant de Max Gallo. Mais le PS ne peut, raisonnablement, espérer sauver qu'un seul de ces deux sièges. Sans attendre la date fixée pour le début de la procédure de désignation des candidats, certains socialistes ont pris position en faveur de M. Colonna. « Si je ne suis pas désigné par les militants », nous a déclaré, lui-même, M. Colonna, « je ne serais pas autre chose que tête de liste ».

De son côté, M. Giolitti a fait savoir qu'il se « battra », lui aussi, pour que M. Colonna conduise la liste. M<sup>me</sup> Michèle Mariatage, première secrétaire fédérale nous a indiqué qu'elle n'était pas « informée » d'une candidature de M<sup>me</sup> Bouchardeau. Dans une conversation privée, le ministre de l'environnement lui aurait dit : « attendre des propositions concrètes du PS », qui ne lui ont pas encore été faites.

G. P.

## UN SONDAGE DE BVA

### Baisse des cotes de popularité de MM. Mitterrand et Fabius

Le dernier sondage réalisé par BVA pour Paris-Match enregistre une baisse sensible des cotes de popularité du président de la République (— 8 points) et du premier ministre (— 4 points).

D'après cette enquête, effectuée du 1<sup>er</sup> au 6 juillet auprès d'un échantillon représentatif de 934 personnes, 34 % des Français (au lieu de 42 %, en juin) affirment avoir une bonne opinion du chef de l'Etat et 56 % (51 % le mois dernier) une mauvaise.

Le premier ministre, pour sa part, est crédité de 45 % d'avis favorables (49 % en juin) et de 41 % d'avis défavorables (36 % précédemment). Son capital « confiance » aussi est en régression. En effet, sur les deux points forts de la stratégie du premier ministre — « moderniser » et « rassembler » la baisse est sensible : 42 % des personnes interrogées lui font confiance pour « moderniser la France » et 29 % pour « rassembler les Français », alors que dans une précédente enquête, réalisée en août 1984 (immédiatement après l'arrivée de M. Fabius à Matignon) les opinions positives sur ces deux

points se situaient respectivement à 56 % et 41 %.

En outre, 40 % des personnes interrogées estiment que le gouvernement actuel ne mène pas une politique de gauche. Elles sont également nombreuses (46 %) à ne pas se prononcer sur le nom de celui qui devrait conduire la campagne des socialistes pour les prochaines législatives : 33 % d'entre elles considèrent que ce rôle revient au premier ministre et 21 % au premier secrétaire du PS, M. Jospin. L'avance de M. Fabius est toutefois un peu plus forte chez les électeurs socialistes (49 % contre 31 % à Lionel Jospin).

Toujours dans la perspective de la prochaine échéance électorale, s'agissant des éventuelles alliances que devrait chercher le PS, 44 % des Français pensent qu'il doit aller vers le centre tandis que 20 % accordent leur préférence à une nouvelle union de la gauche. Les électeurs socialistes sont divisés : ils sont tout aussi nombreux (41 %) à se prononcer pour une alliance à gauche qu'en faveur d'un recentrage.

## LE DÉBAT SUR LA COHABITATION

### Le consentement mutuel conditionne la vie conjugale

M. Mitterrand n'a pas voulu, à l'orée du parc de l'Élysée, sous la grille du Coq, infliger aux télespectateurs un cours de droit constitutionnel. En affirmant, le 14 juillet, qu'il « suffit de s'en tenir aux textes » pour comprendre la mécanique des relations entre le président de la République et le gouvernement, M. Mitterrand n'en a pas dit assez. En assurant qu'il y avait « beaucoup à faire » pour lui avec les articles 5, 15 et 52 de la Constitution relatifs à la défense et à la politique étrangère, M. Mitterrand en a trop dit ou trop laissé entendre.

Le chef de l'Etat a, en revanche, eu raison de rappeler que le président et le gouvernement ne sont pas « deux entités entièrement séparées », qu'ils agissent « en relation constante ». Il y a en effet entre les deux, dans la Constitution de la V<sup>e</sup> République, non pas une dualité de pouvoirs, mais plutôt un pouvoir général conjoint et une certaine marge d'indépendance totale accordée au président. Or il est pour le moins curieux qu'aucun des articles prévoyant cette autonomie n'ait été cité par M. Mitterrand, hormis l'article 5 qui marque surtout le préliminaire moral et, pour ainsi dire, l'inséparabilité de la légitimité du chef de l'Etat. Au moment de l'élaboration de la Constitution, en 1958, le Conseil d'Etat avait même proposé que cet article symbolise soit simplement rédigé ainsi : « Le président de la République est le chef de l'Etat ».

La liste des pouvoirs propres du chef de l'Etat est expressément mentionnée dans l'article 19 de la Constitution, qui énumère les actes du président de la République qui ne sont pas soumis au contreseing du premier ministre. N'y figurent ni l'article 15 ni l'article 52. En revanche, le président agit seul pour nommer le premier ministre (article 8), présenter ou pays un référendum (article 11), dissoudre l'Assemblée nationale (article 12), se saisir de pouvoirs exceptionnels (article 16), adresser des messages au Parlement (article 18), saisir le Conseil constitutionnel (articles 54 et 61) et enfin nommer trois membres et le président de ce dernier (article 66).

Cette liste est à la fois exhaustive et restrictive. Elle devait être encore plus dans l'esprit des programmes de la gauche qui exigeaient notamment l'obligation du contreseing du premier ministre, pour la mise en œuvre du référendum, et qui proposaient la suppression pure et simple de l'article 16 que le général de Gaulle avait utilisé pendant cinq mois après le « putsch des généraux » d'Alger en 1961.

On peut signaler que le droit de dissolution du président est toutefois limité dans le temps puisqu'il ne peut pas procéder à une autre dissolution dans l'année qui a suivi une première dissolution. On doit aussi noter que l'usage du référendum de l'article 11 n'est pas entièrement libre. Le président doit, en effet, être saisi au préalable d'une proposition du gouvernement ou des assemblées. Il est libre ensuite de soumettre ou non le projet au suffrage universel sans contreseing du premier ministre, mais la condition antérieure doit être remplie. Il s'agit donc, en fait, d'un pouvoir partagé et non d'un domaine bien que dans deux cas, en 1969 et en 1972, l'annonce d'un référendum par le président de la République ait été publiquement faite avant que le simple formalisme de la demande du gouvernement ne soit rempli.

Toutes les autres attributions du président de la République sont partagées avec le premier ministre. Ainsi, même le droit de demander au Parlement une seconde lecture d'une loi déjà votée n'est pas dispensée du contreseing du premier ministre. Dans tous ses actes, le président de la République doit donc obtenir le contreseing du chef du gouvernement ou d'un des ministres responsables. Même s'il s'agit parfois d'une démarche de pure forme, comme pour les décrets de grâce. La nomination de hauts fonctionnaires, les actes réglementaires, décrets et ordonnances, sont pris tous conjointement par le président et le gouvernement.

#### Compétence partagée

La conduite de la politique extérieure est également une compétence partagée. Certes, comme l'a rappelé M. Mitterrand, « le président de la République négocie et ratifie les traités » ainsi que l'indique l'article 52, mais l'article suivant précise qu'ils ne peuvent être ratifiés ou approuvés qu'en vertu d'une loi. Le Parlement, selon cette procédure — d'ailleurs très fréquente — est saisi par le premier ministre d'un projet de loi autorisant le président de la République à ratifier tel accord international. C'est davantage dans la phase préalable de la négociation avec les partenaires étrangers de la France que le chef de l'Etat possède une plus large autonomie, qu'il exerce d'ailleurs avec l'assistance du ministre des relations extérieures ou de ministres spécialisés.

En matière de défense nationale, le partage est plus flou. Si l'article 5 fait bien de lui, comme l'a dit M. Mitterrand, « le gérant de l'indépendance nationale » et l'article 15 « le chef des armées », c'est le gouvernement qui « dispose de la force armée » en vertu de l'article 20, et c'est le premier ministre qui est « responsable de la défense nationale » selon l'article 21. L'ambivalence entre les deux pouvoirs s'est accrue au cours de ces dernières années, depuis 1958 par des décrets qui ont étendu la rôle de conception de l'Élysée. Notons que, depuis 1964, le président peut donner « l'ordre d'engagement » des forces nucléaires stratégiques, la Constitution dispose toujours en son article 35 que « la déclaration de guerre est autorisée par le Parlement ». En 1964, M. Mitterrand avait d'ailleurs demandé que seul le premier ministre et non le président puisse engager la force de dissuasion.

Les compétences des deux détenteurs du pouvoir exécutif sont donc de très nombreux domaines étroitement liés. Ce lien juridique est souvent formel mais toujours indispensable pour que les décisions prises soient régulières. L'un ou l'autre, toutefois, peut, par son abstention ou son refus, faire, comme le dit M. Mitterrand, que les deux entités soient séparées ou qu'elles ne soient plus en « relation constante ».

C'est donc un régime métrologique d'un type original que la Constitution de 1958 a instauré et qui s'impose aux deux conjoints. Dans cette communauté quasi universelle que constitue le couple président de la République-premier ministre, ce n'est pas le divorce qui est accordé par consentement mutuel, mais c'est la poursuite de la vie en commun qui exige la pérennité de ce consensus. On imagine mal, en effet, que le cohabitation formelle puisse se poursuivre longtemps sans harmonie politique entre les deux conjoints.

ANORE PASSERON.

## Une agence pour la promotion du radicalisme

« Ne pas mettre le drapeau du radicalisme dans sa poche », de cette volonté est née l'ADIRE (Agence démocratique pour l'information et l'éducation) (Europe). Pour ses fondateurs (1), il s'agit d'améliorer et de renforcer la communication entre les radicaux et les démocrates de progrès du monde entier. Son bulletin de liaison, dont le premier numéro vient d'être publié, évoque la nécessité d'une « solidarité nouvelle » et de « l'émergence d'idées et d'actions les plus modernes ».

Se voulant « outil d'information, occasion de dialogue, moyen d'une coopération politique active », l'ADIRE donne la priorité à la lutte pour plus de démocratie, aux droits de l'homme et de la femme,

à la lutte contre la faim dans le monde et à la recherche de la paix. Elle se propose aussi de constituer un fonds documentaire sur le radicalisme.

(1) Le collectif des animateurs d'ADIRE est composé de MM. Alexandre Doria (président du Parti radical chilien en exil), Thierry Jeanter (MRG, président du club Mars), Jean-François Dauriac (MRG, conseiller municipal de Montauban), Patrick-Yves Mathieu (conseiller de la revue SIC de Solidarité-Initiative-Convivialité) et Jan-Lucas Van Hoorn (membre du parti néerlandais Démocratie 66).

\* ADIRE, 18, rue de Varennes, 75007 Paris.

## UN AN DE GOUVERNEMENT FABIUS

### M. Herzog (PC) : « archaïque et ringard »

« Un jeune premier ministre porteur de vieilles conceptions périmées de la vie politique et de la gestion économique » : tel est le jugement de M. Philippe Herzog, membre du bureau politique du Parti communiste, sur M. Laurent Fabius.

Dans un article publié dans l'Humanité du 18 juillet, à l'occasion du premier anniversaire du gouvernement Fabius, intitulé « Coup de vieux », l'économiste du PC reproche au premier ministre de « ne voir que les tâches à accomplir » et constate que M. Fabius n'a pas atteint les objectifs de rassemblement et de modernisation qu'il s'était fixés. « Hériter de longues mauvaises habitudes », écrit M. Herzog, il (M. Fabius) ne lit l'échec du rassemblement que dans le fait que la droite n'a pas voté des lois qu'elle aurait dû voter, puisqu'elle expriment ses vœux et sa politique.

Le responsable communiste ajoute : « Rien de plus archaïque et ringard que l'idée selon laquelle

rassembler les gens, c'est organiser le soutien au monarque républicain et au parti dominant ». Quant au « slogan de la modernisation », M. Herzog affirme qu'il s'agit d'un « vieux truc déjà largement utilisé dans le passé par la droite ». « Comment peut-on oser se vanter, demande-t-il, de mettre des ordinateurs à l'école et des robots à l'usine, importés pour l'essentiel, alors qu'on organise l'échec scolaire, qu'on refuse la formation continue indispensable, et qu'il n'y a pas de débouchés vers des emplois ? ».

M. Herzog reproche d'ailleurs, à ce sujet, aux dirigeants socialistes de ne pas vouloir voir « ce qui les gêne et qui est décisif », à savoir, « la formidable hémorragie des emplois », qui constitue « un immense déficit des capacités humaines de création et de production », et « la montée très grave de l'endettement public et de la charge de cette dette, qui résulte de ces gâchis ».



# POLITIQUE

## LA SESSION EXTRAORDINAIRE DU PARLEMENT

### La majorité sénatoriale juge «incomplet» le projet de modernisation de la police

Parce qu'elle décline la majorité au Sénat, l'opposition a mieux négocié qu'à l'Assemblée nationale le projet de loi sur la modernisation de la police. Au Palais-Bourbon, les députés RPR et UDF avaient repoussé le texte du gouvernement après avoir dû admettre que son objectif était louable. Au Palais du Luxembourg, les sénateurs de l'opposition, eux, ont pu se retenir que «le meilleur du contenu», selon l'expression de M. Jean Delaune (R1, Indre-et-Loire). M.

Pierre Joxe, ministre de l'intérieur et de la décentralisation, n'a pas trouvé cette attitude totalement négative puisque la majorité sénatoriale a approuvé la programmation financière du plan de modernisation (ainsi que le rapport annexé qui constitue l'essentiel du texte) et le principe du dépôt d'un rapport annuel au Parlement pour faire le bilan de l'exécution du programme de modernisation, c'est-à-dire les trois premiers articles du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale (le Monde du 12 juillet).

Le consensus s'est arrêté là. Ou presque, car les sénateurs de l'opposition ont également accepté que, dans une limite de 10% de l'effectif des policiers, les jeunes appelés puissent accomplir leur service actif dans la police nationale. Toutefois, ils ont préféré inscrire cette possibilité, dès l'article premier, au code du service national avec les autres facilités prévues en l'occurrence : service militaire, service de défense, service de l'aide technique, service de la coopération. Cette modification dans la présentation, demandée par M. Michel Caldagous (RPR, Paris) au nom de la commission des affaires étrangères et de la défense, n'a pas été repoussée par M. Joxe. Cette nouvelle catégorie de service national ne rencontre qu'une opposition, celle du PCF. Ce dernier, par la voix de M. James Marson (Seine-Saint-Denis) s'y est déclaré hostile, d'une part, parce que mieux vaut selon lui régler la question des effectifs par de véritables embauches, d'autre part, parce que le dispositif accentue la «professionnalisation» de l'armée et porte atteinte au principe de la conscription, critiques développées ce matin même dans l'humanité par les spécialistes des questions militaires au comité central du PCF, M. Louis Baillet, ancien député.

La majorité sénatoriale ne s'est, en effet, pas contentée de ne garder que ce qui lui paraît acceptable dans le projet. Elle a voulu aussi «améliorer», en introduisant, par exemple, l'obligation pour tout Français de plus de seize ans de détenir une carte nationale d'identité infalsifiable. Tout ce qui lui paraît néfaste a subi son coup de ciseaux. Soutenu en cela par le groupe communiste, la majorité sénatoriale a supprimé les articles prévoyant une réévaluation du taux des amendes de contraventions et leurs nouvelles modalités de recouvrement.

Après avoir abondamment relevé l'absence du contreseing du garde des sceaux pour ces dispositions, les porte-parole de l'opposition, notamment M.M. José Balseiro (R1, Alpes-Maritimes), Marc Bécam (RPR, Finistère), Paul Masson (RPR, Loiret) ou encore Pierre Salvi (Un. C., Val-d'Oise), ont reproché au gouvernement de lier le financement de la modernisation de la police à l'indiscipline des citoyens et de frapper aussi brutalement et durablement les finances des automobilistes.

Il reste que RPR et UDF n'ont pas, au-delà de la critique, proposé, comme ils auraient pu le faire, un dispositif de renforcement. Le rapporteur a dénoncé l'absence de réflexion sur les structures, sur les moyens de la police face aux immigrés clandestins, sur le terrorisme, sur la hiérarchie et, par là même, sur la discipline. M. Masson a insisté sur le caractère «incomplet» du projet tant en ce qui concerne les conditions légales de l'action policière que pour le rapprochement entre police et journalistes afin d'améliorer l'information.

La police ne devant plus être «la condition de la République», selon l'expression de M. Tontain (Gauche dém., Yvelines), l'opposition est d'accord sur les objectifs de M. Joxe. La police doit «redevenir un service public pilote», a-t-il expliqué. Il n'empêche, les échéances électorales approchant, l'opposition ne veut pas faire le cadavre à ses adversaires d'un texte susceptible de la priver de l'un de ses arguments critiques principaux. Elle entend encore moins fournir au pouvoir un commencement de preuve que la modernisation d'un secteur aussi sensible que celui de la police puisse être une occasion de rassemblement.

«Médiocrisme» et «rassemblement» prenaient au demeurant un caractère particulier en ce 17 juillet, jour anniversaire de la nomination de M. Laurent Fabius à l'hôtel Matignon.

ANNE CHAUSSEBOURG.

## L'AVENIR DE LA NOUVELLE-CALÉDONIE

### Les sénateurs refusent au gouvernement le recours aux ordonnances et souhaitent que le référendum soit avancé

Avant que la commission des lois du Sénat ne se réunisse, jeudi 18 juillet, pour examiner le projet de loi sur l'évolution de la Nouvelle-Calédonie, les sénateurs de l'opposition, majoritaire au Palais du Luxembourg, ont débattu, mercredi soir 17 juillet, à huis clos, des positions qu'ils souhaitent voir défendues par le rapporteur de cette commission, M. Etienne Dailly (Gauche dém., Seine-et-Marne).

Pour renforcer les garanties qu'ils jugent nécessaires afin que les élections régionales prévues en principe pour le 8 septembre ne puissent être contestées, ils ont retenu plusieurs propositions. Les électeurs canaques pourraient voter, comme de coutume, dans les tribus, mais un magistrat de l'ordre judiciaire devrait être placé auprès de chaque bureau de vote, estimant les sénateurs. Le président de chaque bureau de vote pourrait aussi remettre deux enveloppes à chaque électeur, l'une permettant à l'électeur d'exprimer son vote, l'autre étant réservée aux bulletins non utilisés et étant détruite immédiatement par le magistrat présent. Ce dispositif devrait garantir l'anonymat du vote de l'électeur. Les urnes seraient ensuite transportées par grand-motocyclette sous surveillance et contrôle dudit magistrat au chef-lieu de la région où s'effectuerait le dépouillement après mélange des bulletins.

Pour les électeurs empêchés par le FLNKS de revenir dans leur commune d'origine, trois bureaux seraient ouverts à Nouméa, correspondant à chacune des trois autres circonscriptions. Les inscriptions sur les listes électorales de ces bureaux seraient closes quinze jours avant le début du scrutin afin de permettre la radiation des listes électorales de leur commune d'origine des électeurs concernés.

Si la majorité sénatoriale accepte le principe du découpage de la Nouvelle-Calédonie en quatre régions, elle souhaite, en revanche, modifier le découpage retenu par le gouvernement. Ainsi, la région de Nouméa deviendrait la région du Sud, dont feraient partie l'île des Pins et les trois communes de Yaté, Thio et Bouloupari, qui font actuellement partie de la région Centre-Sud dans le projet de loi du gouvernement.

La majorité sénatoriale élargit ainsi le territoire retenu par le gouvernement pour la région de Nouméa et sa banlieue. D'autre part, elle estime que le scrutin d'autodétermination ne doit pas avoir lieu au plus tard le 31 décembre 1987, mais un an plus tard. Elle considère, en outre, que le mot «association» ne doit pas être accolé à celui d'«indépendance» pour le référendum prévu au terme du processus. L'association doit, selon elle, n'être éventuellement décidée qu'une fois l'indépendance choisie.

Les sénateurs refusent également l'état d'urgence, qu'ils estiment que M. Fernand Wibaux dispose de moyens renforcés pour assurer la paix civile lors de la campagne électorale.

Enfin, les sénateurs sont convenus de la nécessité de refuser au gouvernement le recours aux ordonnances. Se déclarant prêts à siéger pour examiner tout projet qui reprendrait le contenu des ordonnances, ils estiment que quel que soit le sujet il n'est pas question de donner, à six mois des élections, les pleins pouvoirs à un gouvernement qu'ils combattent. Sans être hostiles à la finalité du projet — ils approuvent, en effet, l'article premier du texte, — ils refusent de donner au pouvoir ce qu'ils appellent un «chèque en blanc».

A. Ch.

## DÉFENSE

### CONSIGNES A L'ARMÉE FRANÇAISE

#### Du karaté, pas de la boxe

Le gouvernement demande à l'armée française d'apprendre, désormais, à résister aux coups plutôt qu'à les donner. Autrement dit, à savoir pratiquer le karaté de préférence à la boxe. Cela tend à devenir le nouvel art militaire pour une armée française traditionnellement plus habituée ou mieux entraînée à ouvrir le feu qu'à jouer les gardemans censés montrer leur force pour ne pas avoir à s'en servir.

Du même coup, il y faut une nouvelle pédagogie des cadres à l'instruction sur le terrain. Avec les risques que le message ne soit pas compris de ceux auxquels on demande de s'astreindre à cette stricte discipline du feu face, peut-être, à un agresseur éventuel qui obéit, lui, à d'autres règles ou à d'autres usages.

«En l'absence d'un adversaire qu'il s'agit de vaincre, l'engagement militaire doit peser sur les intentions des protagonistes afin de les détourner d'entreprises qui constitueraient autant d'escalades, est-il écrit en préambule au rapport d'exécution de la loi de programmation militaire que vient de déposer au Parlement le ministre de la défense, M. Charles Hernu, et qui donne ainsi le ton. Faire de puissance retenue, de contrôle de la situation plus que du terrain, de capacité d'initiative plus que d'offensive, l'action des forces armées doit, dans ce contexte, démontrer une particulière faculté d'adaptation, qui nécessite souplesse d'emploi des matériels, expérience des hommes, connaissance des acteurs et de l'environnement (...). La puissance de feu, si elle demeure bien entendu indispensable, n'est plus l'«ultime ratio» de la composition des forces.»

Dans un article anonyme paru dans le dernier numéro de la

revue officielle Armées d'aujourd'hui, l'état-major des armées est encore plus explicite lorsqu'il tente de définir les règles du jeu à l'occasion d'une crise «en action extérieure».

«Il s'agit essentiellement d'exercer une pression suffisante, sans être excessive, pour amener l'adversaire à renoncer à son entreprise et à négocier. Ainsi, la crise est non pas déclenchement de forces, mais violence retenue ou forme d'affrontement inchevé : elle implique donc un dosage maîtrisé de la force, «ni trop» pour éviter l'escalade et le risque d'une guerre, «ni trop peu» si l'on veut obtenir des concessions», écrit l'état-major des armées. «Cette situation a pour corollaire une étroite coordination au plus haut niveau entre la politique et la militaire, ce qui entraîne une centralisation poussée du commandement et, de ce fait, une limitation de la liberté d'action de l'exécutant sur le terrain, où les longues chevauchées épiques ne sont plus de mise, même si certains paient la regretter (...). Un geste intempestif, comme celui de l'ouverture du feu incontrôlé, peut compromettre le déroulement des négociations conduisant à une escalade imprévisible de la violence (...). Il ne s'agit pas, pour le cadre, conclut l'état-major des armées, de rêver uniquement de bataille, de faire aussi qu'il accepte, parfois, de ne pas combattre, hormis le cas de légitime défense. A la fois acteur et spectateur, artisan de paix et guerrier, il doit être capable de surmonter le sentiment de frustration qui peut s'emparer de lui.»

Si le ministre de la défense et si l'état-major des armées insistent tant sur ce nouvel art militaire, c'est parce que les règles de l'emploi des armes sur le terrain des opérations, c'est qu'ils savent combien l'institution militaire accepte mal la perspective de se trouver dans la situation d'un boxeur auquel on ferait les mains avant de monter sur le ring, face à un adversaire qui, lui, garderait toute sa liberté.

Le livre du colonel Spartacus, sur les dessous de l'expédition Manta au Tchad (le Monde du 14 juin), témoigne que de nombreux officiers et sous-officiers n'ont pas apprécié cette nouvelle façon de voir. Pour l'essentiel, leur critique a consisté à reprocher au gouvernement d'avoir, au Tchad, laissé l'initiative des combats à l'ennemi, au mépris de l'intégrité territoriale du pays allié de la France, «un nouveau Munich», accuse encore Spartacus, avec quelque exagération dans la formule.

En fait, le gouvernement tenta, en matière d'emploi et d'organisation de sa force armée, de concevoir une défense classique adaptée aux circonstances, de prévoir en quelque sorte une riposte ajustée à l'agression, à l'heure où, en revanche, sa discussion nucléaire, fondée sur la réponse du talion au tort, n'exclut pas le tir en premier, comme l'admet le même préambule du rapport de M. Hernu.

C'est probablement cette contradiction entre une discussion classique, faite de retenue dans l'ouverture du feu, et une discussion nucléaire, qui menace l'adversaire de l'apocalypse, qui désonne le plus les cadres militaires.

JACQUES ISNARD.

### LES GÉNÉRAUX JUTEL ET GABRIEL RECOUVRENT LEUR QUATRIÈME ÉTOILE

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, le conseil des ministres du mercredi 17 juillet a approuvé les nominations et promotions suivantes :

«YERRE». — Sont élevés au rang et à l'appellation de général de corps d'armée, les généraux de division Claude Jutel (nommé commandant la 5<sup>e</sup> région militaire) et Bernard Gabriel.

Sont promus : général de brigade, les colonels Jacques Perry, Maurice Maillard, Jean Caralp et Henri Delabrousse-Mayoux ; commissaire-général de brigade, le commissaire-colonel Jean-Pierre Rathier ; général de brigade, les colonels Alain Raymond et Pierre Lalau.

Sont nommés : directeur de l'école du commissariat de l'armée de terre, le commissaire-général de brigade Pierre Paysant ; directeur du commissariat de l'armée de terre du 1<sup>er</sup> corps d'armée et de la 1<sup>re</sup> région militaire, le commissaire-général de brigade Pierre Pascaud ; directeur de l'école supérieure des officiers de réserve du service d'état-major, le général de brigade Jean Fort ; adjoint au général commandant la 5<sup>e</sup> division blindée, le général de brigade Bertrand-Guillaume de Sauvillat de Lapresle.

«AIR». — Sont promus : général de brigade aérienne, les colonels Patrick Hémin, Pierre Caisso et Jean-François Frati.

Sont nommés : contrôleur général des armées en mission extraordinaire, le général de corps aérien Michel Ghesquière ; commandant les forces aériennes stratégiques, le général de division aérienne Jean Fleury ; directeur du centre d'enseignement supérieur aérien et de l'école supérieure de guerre aérienne, le général de division aérienne Roger Passidou ; sous-chef d'état-major des armées, le général de division aérienne Alain Suquet.

«ARMEMENT». — Est nommé chef du groupe «matériaux et structures navals» au service technique des constructions et armes navales, l'ingénieur général de deuxième classe Edmond Menacelli.

## Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 17 juillet, au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses délibérations, le communiqué suivant a été diffusé :

### PARITÉ DES RÉMUNÉRATIONS DES FONCTIONNAIRES DE L'ÉTAT ET DE CEUX DES COLLECTIVITÉS TERRITORIALES

Le secrétaire d'État chargé de la fonction publique et des simplifications administratives a présenté au conseil des ministres un projet de décret relatif à la rémunération des fonctionnaires de l'État et des collectivités territoriales.

Ce texte prévoit que les modalités de calcul du traitement, de l'indemnité de résidence et du supplément familial de traitement sont fixées pour l'ensemble de ces fonctionnaires par un décret unique pris en conseil des ministres. Il assure ainsi la parité entre les deux fonctions publiques, conformément au nouveau statut des fonctionnaires.

### STATUT DES PERSONNELS ENSEIGNANTS ASSOCIÉS OU INVITÉS

Le secrétaire d'État chargé des universités a présenté au conseil des ministres un projet de décret relatif aux personnels enseignants associés ou invités dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche relevant du ministère de l'éducation nationale.

La loi du 26 janvier 1984 sur l'enseignement supérieur permet de recruter pour une durée déterminée, en qualité d'enseignants associés, des enseignants de nationalité étrangère ainsi que des personnalités françaises justifiant d'une expérience professionnelle. Cette disposition contribue à l'ouverture des universités sur les milieux extérieurs.

Le décret soumis au conseil des ministres définit les conditions de recrutement et le régime juridique applicable à ces enseignants. Il fixe à deux ans la durée des fonctions d'associé. Cette durée peut être prolongée d'une année.

Les enseignants associés, accueillent en fonction de leur niveau d'intégration à titre définitif comme enseignants chercheurs. Ces intégrations sont réalisées en fonction de l'ancienneté, soit par inscription sur des listes d'aptitude, soit par la voie de concours réservés.

Pour permettre le maintien en fonction des réfugiés politiques au-delà de la durée mentionnée ci-dessus, un projet de loi est nécessaire. Il sera soumis au Parlement à la session d'automne.

### APPLICATION DE LA NOUVELLE LOI SUR LA FAMILLE ET LA POLITIQUE DÉMOGRAPHIQUE

Madame le ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, porte-parole du gouvernement, a présenté au conseil des ministres une communication sur la situation démographique de la France et les actions menées en faveur de l'enfance.

I. — Les derniers indicateurs démographiques font apparaître une orientation positive :

— L'espérance de vie a augmenté et s'élève à plus de soixante-dix-neuf ans pour les femmes et plus de soixante et onze ans pour les hommes ;

— La mortalité, et notamment la mortalité infantile, est au plus bas niveau de notre histoire ;

— La natalité s'est améliorée en 1984, année au cours de laquelle onze mille naissances de plus qu'en 1983 ont été enregistrées. Une nouvelle hausse d'environ dix mille naissances est attendue en 1985.

Toutefois, le taux de fécondité demeure encore insuffisant pour assurer le renouvellement des générations.

II. — Plusieurs mesures ont été mises en œuvre récemment en vue de favoriser l'accueil de l'enfant :

— La réforme introduite par la loi du 4 janvier 1985 en faveur des jeunes familles et des familles nombreuses est entrée pleinement en vigueur. Elle améliore la situation de quatre cent mille familles ayant des enfants en bas âge par la création de l'allocation au jeune enfant, d'un montant de 755 F par mois, et celle des familles accueillant un troisième enfant par le versement de l'allocation parentale d'éducation, dont le montant est de 1 025 F par mois ;

— Les prêts aux jeunes ménages sont accordés par le réseau bancaire

depuis le 1<sup>er</sup> juillet et comportent un dispositif de remboursement avantageux en cas de naissance.

— L'ensemble des prestations familiales a été revalorisé de 2,5 % au 1<sup>er</sup> juillet. Depuis 1980, le pouvoir d'achat de ces prestations aura ainsi augmenté de 8 % à 35 % selon les familles.

— Trente mille places de crèches ont été créées depuis 1981 et les contrats-crèches permettent l'ouverture d'environ dix mille places par an.

### III. — Des mesures nouvelles ont été arrêtées :

— Les formules souples de garde à l'initiative des parents ou des associations seront encouragées avec l'aide des collectivités locales.

— La campagne «Ouvrons la France aux enfants» sera prolongée. Un forum sera organisé pour rassembler les initiatives exemplaires pour un meilleur accueil des enfants.

— Les études démographiques seront développées.

— Le haut conseil de la population et de la famille, présidé par le président de la République, sera créé. Il examinera les conséquences des évolutions démographiques dans le domaine de la fécondité, du vieillissement et des mouvements migratoires.

— Un groupement d'intérêt public, le Centre français sur le développement et la population, permettra d'améliorer la coopération avec les pays du tiers-monde.

### REINFORCEMENT DES ACTIONS POUR LA SÉCURITÉ ROUTIÈRE

(Lire page 24).

### TITULARISATION DANS LA FONCTION PUBLIQUE DE L'ÉTAT

Le secrétaire d'État chargé de la fonction publique et des simplifications administratives a présenté au conseil des ministres une communication relative au bilan et aux perspectives des opérations de titularisation menées dans la fonction publique de l'État en application des lois des 11 juin 1983 et 11 janvier 1984.

La priorité a été donnée, jusqu'à présent, à la titularisation des agents de niveaux C et D. La totalité des décrets d'intégration des agents de ces catégories, dans des corps existants ou dans des corps nouveaux, auront été pris dans les prochains semaines. Au total, quatre-vingt mille agents non titulaires des niveaux C et D sont ainsi concernés par la titularisation.

Parallèlement, la titularisation en cours au profit des agents contractuels de l'éducation nationale et des agents relevant du statut de la recherche concerne, pour chacun de ces deux secteurs, cinquante mille agents de toutes catégories.

Les opérations de titularisation des agents de catégories A et B seront menées après celles des catégories C et D. Elles devront, comme le gouvernement s'y est engagé, être achevées avant avril 1988.

## MESURES

### D'ORDRE INDIVIDUEL

Le conseil des ministres a adopté les mesures individuelles suivantes :

Sur proposition du ministre de l'économie, des finances et du budget.

— M. Pierre Lavan, conseiller référendaire à la Cour des comptes en service détaché, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes.

— M. Yves Miremont, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes.

— M. Alain Caradant, préfet, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes.

— M. Yves Ullmo, conseiller référendaire à la Cour des comptes en service détaché, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes.

— M. Hubert Limbourg, conseiller référendaire à la Cour des comptes, est nommé conseiller maître à la Cour des comptes.

Par ailleurs, sur proposition du secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique et des simplifications administratives, des membres titulaires de la fonction publique de l'État ont été nommés, au titre des représentants de l'administration et de l'Union des fédérations CFDT de fonctionnaires.

55 من الوصل



# société

SEPT NATIONALISTES CORSES DEVANT LA COUR D'ASSISES DU RHONE

## Affaire d'honneur

Lyon. — Ce procès des membres de l'ex-FLNC (Front de libération nationale de la Corse) que les accusés veulent politique, qu'ils ont déjà tiré sur ce plan par leurs déclarations générales et qui devrait le devenir davantage encore avec l'audition de certains témoins qu'ils ont fait citer, n'est pas moins, par certains aspects, très ordinaire et même terre à terre. Car si Pierre Albertini, Noël Pantalacci et Pantalacci Alessandri revendiquent, non sans superbe, l'assassinat à la prison d'Ajaccio le 7 juin 1984 de Jean-Marc Leccia et de Salvatore Contini, coupables, à leurs yeux, du meurtre de leur ami Guy Orsoni, ils entendent aussi démontrer qu'ils furent, en cette occasion, des justiciers « propres ».

Alors on discute, et même épreme. Ainsi, comment furent tués Leccia et Contini, surpris au petit matin dans leur cellule ? Ne furent-ils pas mis à mort en plein sommeil sans avoir même eu le temps de découvrir leurs agresseurs ? Les autopsies, les expertises balistiques, les photographies de leurs cadavres prises par l'identité judiciaire et qui les montrent encore couverts de leur drap et de leur couverture permettent de le penser. Mais dans le box, on se défend d'avoir tiré dans le dos. Affaire d'honneur bien sûr. Pierre Albertini et ses compagnons se révoltent. « Ils ont eu le temps de nous faire face, et nous leur avons dit alors : « Tu es rendu », vous avec Guy Orsoni. » Ce n'est qu'après qu'ils ont été exécutés.

Ils disent cela tranquillement, calmement. Quelle que soit, au reste, la façon dont ils ont tiré, il faut bien dire qu'on a du mal à les imaginer dans ce rôle d'exécuteurs froids et impitoyables. Leur manière de parler, leur aisance intellectuelle, leur intelligence même d'un débat dans lequel ils ont décidé de ne dire que ce qu'ils veulent bien dire, augmentent encore ce hiatus.

S'agissant des surveillants qu'ils ont neutralisés, ils veulent encore que ce soit avec beaucoup

De notre envoyé spécial

de gentillesse ou du moins avec rien qui ne soit allé au-delà de la nécessité. La déposition de l'un de ces surveillants, M. Xavier Pasqualini, qui se retrouvait coiffé d'un sac en plastique mais qui s'empresse d'ajouter qu'il reste bien convaincu qu'on ne lui voulait pas de mal, ne pouvait que leur agréer.

Tentative d'évasion

En revanche, M. Linzars ne les sort pas en assurant qu'ils tirèrent, bel et bien, un coup de feu quand ils se virent surpris et cernés par les forces de l'ordre. Eux, voulaient que ce coup de feu ait été une riposte à d'autres qu'ils essayèrent.

Ceccaldi a d'ailleurs été superbe dans sa manière d'exposer les choses : « J'ai pensé sur le moment qu'il y avait un incendie. On m'a dit de m'habiller et de descendre ; je me suis habillé et je suis descendu. Moi, je fais toujours ce qu'on me dit de faire. On m'aurait dit de remonter, je serais remonte. »

Ce docteur, pourtant, fut entendu un peu plus tard alors que l'acte avait été donné, disant : « On est cuits. » Pour l'accusation, c'est un mot de trop. Le mot qui prouve la tentative d'évasion.

Discussion encore et toujours sur le rôle de Jean-Dominique Vesperini et de Georges Moretti. Ces deux-là furent arrêtés à l'extérieur de la prison à bord d'un camion chargé d'armes. A première vue, il y a de quoi les tenir pour des complices du commando et, par conséquent, du double assassinat. Cela ne leur agré pas du tout. Eux aussi discutent. Le projet d'exécution de Leccia et de Contini, ils en ont toujours tout ignoré. Ils n'avaient reçu du FLNC que cette simple consigne : allez prendre place, le 7 juin au matin, dans un camion, dont on leur avait donné le numéro d'immatriculation. Pour faire quoi ? Ils n'en savaient rien. Les armes ? Ils n'y ont pas touché.

Leurs camarades Albertini, Alessandri et Pantalacci confirment : non, Vesperini et Moretti ne savaient rien. Ils n'en sont pas moins eux aussi de bons nationalistes. Toujours aussi habile, le président André Cerdini s'est bien gardé de contrarier des gens aussi ombrageux, ce qui ne l'a pas empêché, à l'occasion, de relever dans un dossier qu'il connaît aussi bien que ses interlocuteurs tel ou tel détail que ceux-ci auraient tendance à oublier.

Il reste maintenant à toucher au plus brillant : l'affaire Orsoni, et à voir si elle peut être tenue pour ce « scandale judiciaire » qui aurait été le mobile et la justification de cette opération à la maison d'arrêt d'Ajaccio.

JEAN-MARC THEOLLEIRE.

SUR LE POINT D'ÊTRE EXPULSÉ

## Un Tunisien tente de se donner la mort

Un ancien détenu tunisien de Fleury-Méragis, âgé de trente-quatre ans, qui a bénéficié de la grâce présidentielle du 14 juillet et se trouvait, depuis le 15 juillet, en détention administrative au Novotel de Palaiseau (Essonne), s'est jeté du quatrième étage de l'hôtel, mercredi 17 juillet, à l'annonce de son prochain retour en Tunisie.

Souffrant d'un traumatisme crânien et de plusieurs fractures, le jeune Tunisien, M. Georges Denon, a été placé en réanimation au centre hospitalier de Longjumeau.

Soixante-dix-sept anciens détenus libérés, Tunisiens, Marocains et Sénégalais, ont pris place, mercredi, dans un aéronef parisien, à bord d'un appareil à destination de Tunis, Rabat et Dakar. Ils étaient accompagnés de fonctionnaires de la police de l'air et des frontières. L'avion devait faire escale à Marseille pour embarquer vingt-huit autres expulsés.

Environ deux cents à deux cent cinquante immigrés figurent parmi les deux mille trois cents détenus qui ont bénéficié d'une grâce présidentielle à l'occasion du 14 juillet (le Monde daté 14-15 juillet). Certains de ces immigrés qui étaient en situation irrégulière au moment de leur condamnation restent, bien que graciés, sous le coup d'une mesure de reconduite à la frontière.

Dans l'attente de leur expulsion, une cinquantaine d'entre eux avaient été placés sous surveillance au quatrième étage du Novotel de Palaiseau, entièrement réquisitionné pour eux. Près de cinquante autres étrangers libérés de diverses maisons d'arrêt de la région parisienne ont été installés, pour leur part, dans un hôtel de Tremblay-Les-Gonesses (Seine-Saint-Denis).

Selon la première vice-présidente du tribunal d'Evry (Essonne), « la rétention est de vingt-quatre heures, mais elle peut être prolongée

jusqu'à six jours ». « Pour éviter aux étrangers le transport et l'attente dans les fourgons de gendarmerie », a-t-elle ajouté, des juges ont été dépêchés, mardi, au Novotel de Palaiseau pour y tenir audience. « Il était plus facile de faire déplacer quatre magistrats que cinquante personnes », s-t-elle précisée, répondant aux protestations de la section d'Evry du Syndicat des avocats de France (SAF).

Le 16 juillet, celle-ci avait dénoncé dans un communiqué « la parodie de justice » qui se jouait au Novotel de Palaiseau. Il s'agissait, selon le SAF, d'« une justice à la chaîne » ne permettant pas « un exercice sérieux des droits de la défense, alors même que les audiences se déroulent sur le lieu de la rétention ». Il s'émancipait également que « la grâce présidentielle n'ait pas concerné les peines accessoires telles les reconduites à la frontière » et demandait que « les audiences se tiennent au palais de justice d'Evry, seul lieu où elles peuvent se dérouler avec sérénité ».

## Jacques Laurent est-il français ? (suite)

L'auteur des Bêtises, prix Goncourt 1971, sacré Grand Prix de la littérature de l'Académie française en 1981, se demandait toujours s'il est français. Il avait raconté dans nos colonnes, le 11 juillet, sa longue balade dans le maquis administratif français, ses interrogations et ses « angoisses ». Incapable d'apporter la preuve de sa nationalité française à un juge d'instance du sixième arrondissement de Paris, il lui avait été notifié qu'il ne pouvait revendiquer ce titre. L'article 138 du code de la nationalité dispose notamment : « La charge de la preuve, en matière de nationalité française, incombe à celui dont la nationalité est en cause. »

Jacques Laurent, c'est entendu, est né d'un père avocat à la cour d'appel de Paris ; son grand-père maternel fut officier de la marine française ; son grand-père paternel président du conseil général de la Seine. Mais tout cela ne suffit pas. Il faut « une preuve », une vraie. Un document incontestable. Et Jacques Laurent

ne la possède pas dans ses papiers de famille.

L'écrivain s'interroge donc depuis huit mois sur sa nationalité. Très précisément depuis que sa femme, d'origine suédoise, Elisabeth Anna Nilsson, a perdu sa carte d'identité. « Pour obtenir une nouvelle carte d'identité, mon épouse a dû prouver que je suis de nationalité française », explique Jacques Laurent. D'où sa quête.

Le dossier semble étra aujourd'hui en partie réglé sans que tous les malentendus entre l'écrivain et l'administration soient dissipés. A la chancellerie, on indique que le problème essentiel, à savoir la nationalité d'Elisabeth Anna Nilsson, a été résolu. « L'épouse de Jacques Laurent a été reconnue française. »

M. Pierre Leclercq, directeur des affaires civiles et du sceau, précise : « Je me suis naturellement anquis de ce qui s'est passé. Nous avons, durant ce

débat de plusieurs mois, essayé de trouver une solution et trouvé des documents d'archives militaires concernant Jacques Laurent. Ils étaient malheureusement inexploitable. Nous avons dû faire un constat de carence. Mais étant sûr de sa nationalité française à l'âge de vingt et un ans, on lui a attribué sa nationalité par un mode subsidiaire. »

Jacques Laurent peut-il se satisfaire de cette nationalité demi-portion ? Il constate deux choses. Primo, sa femme n'a toujours pas obtenu sa carte d'identité alors même qu'elle possède un passeport et un permis de conduire français et qu'elle est française depuis son mariage avec lui. Secundo, l'auteur des Bêtises estime que « sur le fond, l'affaire n'a nullement progressé ». « Ni la chancellerie ni le juge d'instance, nous dit-il, n'ont manifesté la moindre velléité de venir à bout de cette affaire. Vous me direz, la posta est peut-être lente... ».

LAURENT GRELSAMER.

Le plus doué des auteurs de polars...  
Comptez sur une nuit sans sommeil.  
JEAN CLEMENTIN / LE CANARD ENCHAÎNÉ

**LA NUIT DU SOLSTICE**

HERBERT LIEBERMAN



# SOCIÉTÉ

## A LA CONFÉRENCE DE NAIROBI

### Quatre-vingt-dix millions de femmes mutilées

Le ministre français des droits de la femme, M<sup>me</sup> Yvette Roudy, a proposé, mercredi 17 juillet à Nairobi, que des conférences mondiales soient organisées régulièrement, « au maximum tous les cinq ans », pour faire le point des actions menées en faveur des femmes. Elle a annoncé, d'autre part, que son ministère mettrait en place un dispositif d'études destinées aux femmes des pays en voie de développement afin qu'elles reçoivent en France une formation technique.

#### De notre envoyée spéciale

Nairobi. — Mais enfin, y a-t-il quelqu'un dans cette salle qui a été excité ou qui vit auprès de femmes excitées, pour apporter un témoignage ? », interroge une journaliste. « Que voulez-vous ? Du sensationnel ? », réplique aussitôt une Africaine, outrée par la question.

Un parfait dialogue de sourds s'est installé, le 16 juillet, dans le groupe de discussion sur les mutilations sexuelles. Dialogue de sourds et incident révélateur de l'extrême pudeur qu'éprouvent encore les Africains à aborder publiquement un tel sujet dans une tribune internationale.

Il existe, en effet, plusieurs types de mutilation : la circoncision, l'excision, l'infibulation et d'autres, intermédiaires. La plus bénigne, la circoncision féminine, consiste à enlever le capuchon du clitoris. L'excision est une ablation totale ou partielle du clitoris et des petites lèvres, tandis que l'infibulation, intervention la plus mutilante et comportant le plus de risques, se fait en excisant le clitoris, les petites lèvres, tout ou partie des grandes lèvres, et en recousant les plaies les unes sur les autres pour ne laisser qu'un très petit orifice au-dessus du vagin permettant le passage de l'urine et du sang menstruel. Cette dernière intervention se pratique surtout au Mali, au Soudan, en Ethiopie et en Somalie.

#### L'échec de la répression

Les conséquences possibles de ces mutilations sont multiples, surtout lorsqu'il s'agit d'infibulation : hémorragies, infections, incontinence, sans citer les douleurs lors des rapports sexuels et les complications au moment de l'accouchement.

Environ 90 millions de fillettes et de femmes sont victimes de ces coutumes, en vigueur principalement en Afrique mais aussi à Oman, dans le

Yemen du Sud et aux Emirats arabes unis, en Indonésie et en Malaisie.

Impossible de connaître avec exactitude leur origine. Pour les uns, il s'agit d'une tradition islamique. Or, s'il est exact que l'on trouve un grand nombre d'excisées dans des pays musulmans, rien dans le Coran ne justifie cette pratique. Pour d'autres, il s'agit de répondre à un souci d'hygiène et d'esthétique.

En Mali, au Soudan, au Kenya et au Nigeria, on fait souvent mention du clitoris comme d'un organe agressif, menaçant l'homme et même dangereux pour le bébé lors de l'accouchement. Parfois il est clairement reconnu qu'il s'agit d'une volonté d'enlever le désir sexuel de la femme : « Pour préserver sa chasteté ».

Le Soudan a été le premier pays à tenter de lutter contre les mutilations en adoptant, en 1946, une loi répressive. Mais c'était trop tôt et la mesure était trop radicale : aucune information n'avait encore circulé sur les conséquences désastreuses de l'infibulation et les femmes comme hommes ne comprenaient pas pourquoi il fallait d'un seul coup renoncer à leur coutume. Des émeutes éclatèrent jusqu'à ce que la loi soit amendée et, aujourd'hui, 80 % des Soudanaises sont infibulées.

La leçon soudanaise a été apprise : les gouvernements soucieux de lutter contre ces pratiques cherchent maintenant des approches autres que législatives. Au Sénégal, où seulement deux échantillons sont concernés, le gouvernement avance à tout petits pas. On en est à la phase de conscientisation et d'information. Au Burkina, après avoir tenté sans succès en 1975 une campagne d'information à la radio, on s'oriente vers une éducation des femmes pendant les visites qui précèdent ou succèdent à l'accouchement.

CHRISTIANE CHOMBEAU.

## LA FERMETURE DE L'INSTITUT JANOV A PARIS

### Une thérapie à bout de souffle

L'Institut primal européen (IPE) de Paris ferme ses portes dans quelques jours. Ce luxueux centre de thérapie mentale était dirigé depuis trois ans par M. Arthur Janov, inventeur mondiallement connu de la méthode dite du « cri primal », thérapie fort coûteuse ignorée ou vivement critiquée dans la plupart des milieux psychiatriques. A la suite de cette fermeture, une association de malades est en cours de constitution. Plusieurs patients mettent aujourd'hui directement en cause M. Janov et son épouse France, codirectrice de l'Institut, ainsi que le mode de fonctionnement de leur établissement.

« Tout est à vendre... Le centre fermait ses portes le 26 juillet et le dernier groupe est prévu à 19 heures... Veuillez payer toute thérapie par chèque... Au numéro 17 du boulevard de l'avenue Foch, dans le seizième arrondissement, on déménage. Parler en 1985 d'Arthur Janov amène à évoquer les années 70 et la vogue des méthodes thérapeutiques. En parlant en 1970 le Cri primal, un jour succède à l'analyse (1). — Arthur Janov connaît d'embolie une notoriété internationale. Parallèlement, il met sa théorie au service d'une pratique intensive en créant l'Institut primal de Los Angeles, où, entre autres patients, il prend en charge John Lennon, qui crut un moment avoir trouvé la solution miracle à ses problèmes existentiels.

Par la suite, M. Janov ouvre un autre centre à New-York. L'Institut était installé dans le centre de Manhattan, se souvient un ancien patient. Il a fonctionné d'octobre 1977 à février 1982, puis, non rentable, il fut vendu... En juillet de la même année, accompagné de sa seconde épouse, M<sup>me</sup> France Janov, de nationalité française, l'inventeur de la théorie primale ouvrit son institut à Paris.

#### Chers patients

Trois ans plus tard, les choses sont apparemment simplifiées. M. Arthur Janov l'explique dans une lettre adressée à ses « chers patients et amis ».

« J'ai vu des patients depuis 1949, expliquait-il, bien avant que la plupart d'entre vous soient nés. Il m'apparut de plus en plus nettement que je ne peux plus vivre au

milieu de la douleur et de la misère (...). J'espère que vous comprendrez qu'après trente-cinq ans passés à voir des patients il est temps pour moi de vivre ma vie. C'est ce que je souhaite pour vous tous et j'espère que c'est ce que vous désirez pour moi. Love. » En d'autres termes, le maître « craque » et le fait savoir à ses adeptes.

L'abandon, pourtant, sera sélectif. « Docteur Janov veut se consacrer à la recherche, Docteur Janov s'est toujours engagé à organiser lui-même des retraites et des week-ends de thérapie », nous a expliqué par téléphone M<sup>me</sup> Janov, ancienne patiente puis thérapeute de l'inventeur de la théorie primale, aujourd'hui codirectrice et porte-parole de l'IPE. D'autres patients recevront prochainement une lettre personnelle datée du 15 juillet indiquant qu'avec la fermeture de l'IPE, ils ne peuvent de préciser « quand et où la thérapie primale sera à l'avenir pratiquée » en Europe.

#### 10 millions de chiffre d'affaires

Un grand nombre de patients sont passés entre le désarroi du sévère de la thérapie, qu'ils jugeaient efficace, et la désagréable impression d'être trompés. Une association est en cours de constitution qui groupe déjà près de soixante-dix personnes et qui se propose de faciliter à ceux qui le désirent la poursuite de la thérapie primale à Paris. D'ores et déjà, certains thérapeutes de l'IPE sont-ils en contact avec le Centre primal (institution quelque peu dissidente et véritablement concurrente) situé à Saint-Denis.

« Il est bien évident, précisent les responsables, que chaque membre aura un droit de regard sur la comptabilité de notre association ». Un point qui vaut d'être souligné. Car l'affaire Janov a, entre autres mérites, celui de lever le voile sur l'aspect financier de ces entreprises thérapeutiques qui, pour être marginales, n'en sont pas moins particulièrement rentables.

La phase finale de la thérapie (trois semaines à raison d'une heure et demie à deux heures par jour) était facturée 33 914 francs par patient un mois avant le début du trai-

tement par chèque ou transfert bancaire sur un compte IPE de la Trade Development Bank à Paris. « Il serait prudent, expliquait-on à l'Institut, de prévenir tout problème financier en cours de thérapie en assurant auparavant une somme suffisante pour permettre d'y participer régulièrement, selon les besoins ». Car, la « phase initiale », n'est jamais suffisante. Il faut ensuite, selon l'IPE, prévoir la participation à deux groupes par semaine pendant les six premiers mois (soit 25 000 francs minimum) et à un groupe par semaine pendant les six mois suivants (12 500 francs). Il convient aussi d'envisager de suivre régulièrement des sessions individuelles (475 francs l'heure, TTC), des mini-retraites (13 76 francs, TTC), des retraites (environ 5 000 francs). Les malades, en majorité étrangers, devaient ajouter à ces sommes le prix de leur voyage et de leur hébergement à Paris.

Au total, une entreprise apparemment très fructueuse, puisque les thérapeutes étaient, eux, payés 120 francs l'heure et ne touchaient qu'entre 5 000 et 7 500 francs pour chaque thérapie intensive. « Lorsque Arthur Janov dirigeait lui-même une thérapie, raconte un ancien patient, sa prestation pour trois semaines était facturée 75 000 francs et 2 500 francs l'heure de thérapie individuelle ».

M<sup>me</sup> France Janov fait, pour sa part, valoir les difficultés nées, du récent assujettissement de l'IPE aux 18,60 % de TVA. Elle s'indigne aussi de tous les autres « ragots » concernant l'Institut. « Cher, 400 F l'heure de thérapie individuelle, s'étonne-t-elle, alors que mon ostéopathe ne prend que 200 F pour vingt minutes ? D'ailleurs, nous n'organisons plus nos retraites en France. Nous louons des châteaux ou des manoirs à l'étranger, de manière à ne pas pénaliser nos patients avec la TVA. Et, au total, plaisante-t-elle, la thérapie revient-elle moins cher qu'un séjour au Club Méditerranée ».

M<sup>me</sup> Janov ne se souvient plus avec exactitude du nombre de patients depuis trois ans à Paris. Il semble toutefois qu'il s'agisse de quelques centaines. Soit un chiffre d'affaires minimum sur trois ans d'une dizaine de millions de francs.

En fait, l'arrêt des activités de l'IPE semble aujourd'hui directement lié au départ de la totalité des thérapeutes confondus, mécontents du trop grand nombre de patients et des prix pratiqués. Certains patients révèlent aussi quelques aspects pour le moins curieux du fonctionnement de l'IPE. « Il faut d'abord préciser, expliquent-ils, que M. Janov n'est pas, contrairement à ce que l'on dit et que les femmes laissent entendre, docteur en médecine. Il y a là un abus de confiance manifeste... » D'autant, poursuivent-ils, qu'il n'y a pas, contrairement à ce qu'ils disent publiquement, de suivi médical à l'Institut.

La fermeture de l'Institut pose aussi, entre autres problèmes, celui du devenir des dossiers écrits et vidéo (certaines séances sont filmées), documents importants, ne serait-ce que parce qu'ils comportent une série de renseignements confidentiels (passé médical, éventuelle consommation de drogue, détails avec la police ou avec la justice) concernant les malades. Il y a quelques jours, après que M<sup>me</sup> Janov eût menacé un ancien patient de représailles si la presse était tenue informée, un accord a été trouvé. Le contenu des dossiers sera confié au thérapeute choisi par chaque patient, moyennant qu'il s'engage à ne pas divulguer tout ce qu'il apprendrait de la confidentialité de l'IPE, « dans le passé, le présent et le futur ».

« La méthode n'est plus à la hauteur de son œuvre et il faut l'empêcher de nuire », résumait certains patients, tandis que M<sup>me</sup> Janov songe, dit-elle, à retrouver un endroit au soleil, dans le Sud de la France. A Monaco, peut-être ?

JEAN-YVES NAU  
et FRANCK NOUËL.

(1) Le Cri Primal s'est, en France, développé depuis 1975 à plus de 100 000 exemplaires. L'association proposée depuis peu, une réédition de l'ouvrage. Arthur Janov a aussi publié *Empire et Préhistoire de la souffrance* chez Robert Laffont.

M. Arthur Janov a d'autre part collaboré à une récente série d'émissions sur TF1 qui ont fait l'objet d'un appel polémique à la Haute-Autorité de la part du docteur Cyrille Koupernik (Le concours médical 1 mai 1985).

## ÉDUCATION

### ASSOCIANT UNIVERSITÉ ET ÉCOLES NORMALES

### La formation des instituteurs passe de trois à quatre ans

Tous les instituteurs seront formés en quatre années après le baccalauréat, au lieu de trois, en principe, actuellement. Soumis aux instances consultatives de l'administration, un décret et deux arrêtés du ministre de l'Éducation nationale seront examinés en Conseil d'État avant d'être publiés et appliqués à la fin de septembre. L'allongement de la formation, souhaité par M. Alain Savary et recommandé par le IX<sup>e</sup> Plan, est officiellement mis en place par M. Jean-Pierre Chevènement. Il correspond à une élévation du niveau de recrutement des instituteurs. Actuellement, les modes d'accès à la profession d'instituteur sont multiples (trois ans de formation en école normale après le bac en principe) et la moitié des maîtres en fonction n'ont pas reçu la formation complète dispensée dans les écoles normales.

Le nouveau parcours de l'aspirant instituteur commencera à l'université, où il préparera en deux ans, après le bac, un diplôme d'études universitaires générales (DEUG).

#### M. OLIVIER SCHRAMMECK DEVIENT DIRECTEUR DES ENSEIGNEMENTS SUPÉRIEURS

M. Olivier Schrammeck, maître des requêtes au Conseil d'État, a été nommé directeur des enseignements supérieurs par proposition de M. Chevènement, ministre de l'Éducation nationale, en conseil des ministres du mercredi 17 juillet.

Il est le 27 février 1951 à Paris, M. Schrammeck est licencié en droit public. Après des études à l'Institut d'études politiques de Paris, il entre, en 1975, à l'École nationale d'administration (promotion André-Malraux). Nommé au Conseil d'État en 1977, M. Schrammeck a été successivement conseiller technique au cabinet de M. Gaston Defferre, puis chargé de mission auprès de lui, et il était notamment responsable de l'ensemble des questions relatives aux fonctionnaires relevant du ministère de l'Intérieur et de la décentralisation. En août 1984, il devient directeur du cabinet de M. Roger-Gérard Schwarzenberg, secrétaire d'État auprès du ministre de l'Éducation nationale.

puis il sera recruté par concours dans une école normale où il passera à nouveau deux années débouchant sur un examen (avec classement), qui déterminera son affectation. La complémentarité nouvelle entre université et école normale, dont l'application se heurte à bien des difficultés de part et d'autre, est en principe réalisée depuis la rentrée 1984. Une formation préprofessionnelle aux métiers de l'éducation doit être proposée dans au moins une université par académie. De plus, dès la rentrée de 1985, une préparation particulière au concours de recrutement sera mise en place, non seulement dans les universités mais aussi dans des lycées et des IUT. Les titulaires du brevet de technicien supérieur (BTS) ou d'un diplôme universitaire de technologie (DUT), préparés en deux ans après le bac, auront eux aussi accès au concours d'entrée des instituteurs.

#### Un point noir

Organisés pour la première fois en 1986, ces concours nouvelle formule auront lieu dans un cadre soit départemental (comme aujourd'hui), soit interdépartemental. Ils seront en principe mixtes mais des épreuves séparées pourront être prévues si plus de 65 % des candidats sont des femmes.

Passée cette sélection, les élèves instituteurs recevront dans les écoles normales une formation professionnelle polyvalente rémunérée de deux ans, axée sur les sept matières des nouveaux programmes de l'école primaire, et aussi sur la méthodologie, la sensibilisation à la recherche pédagogique et l'usage des technologies nouvelles. Ils effectueront des stages en milieu scolaire. L'école normale est responsable de l'organisation pédagogique des deux années, mais l'université, associée par une convention de coopération, peut faire participer ces enseignants aux cours et même aux jurys des concours et de l'examen final. Autre nouveauté : l'affectation sur des postes d'instituteurs s'effectuera en fonction du classement à l'examen

final. Tous les titulaires du nouveau « diplôme d'études supérieures d'instituteurs » devront s'engager à servir l'État (donc, pas nécessairement l'éducation nationale) pendant huit ans.

Reste le principal point noir de la formation des maîtres. Les écoles normales produisent, chaque année, un nombre insuffisant d'instituteurs par rapport aux besoins exprimés sur le terrain. L'administration compense actuellement ces vacances de poste par des recrutements spéciaux annuels au niveau du DEUG, qui conduisent directement dans les classes des étudiants dépourvus d'une véritable formation pédagogique. Ces recrutements spéciaux cesseront en 1986. Désormais, les postes vacants seront pourvus en faisant appel aux candidats admis à l'école normale sur une liste complémentaire. Ceux-ci, immédiatement après le concours, seront envoyés sur le terrain. Ils ne commenceront leurs deux années de formation en école normale qu'à la rentrée suivante et bénéficieront, au total, des quatre années de formation prévues pour tous.

Au ministère de l'Éducation nationale, on justifie ce recours à des maîtres non formés par des « contraintes de gestion ». En fait, l'ampleur de ces contraintes dépend des efforts budgétaires consentis par l'État pour offrir, à l'entrée des écoles normales, un nombre de postes correspondant aux besoins prévisibles à échéance de deux ans.

Les syndicats présents dans l'enseignement élémentaire approuvent l'unification de la formation et la fin des recrutements parallèles mais ils critiquent le manque de cohérence du nouveau cursus. Pour le SGEN-CFDT, l'allongement de la formation est une « occasion manquée » tandis que le SNI-PEG regrette le manque de continuité des quatre années de formation. Recrutés en 1986, les premiers instituteurs formés selon les nouvelles modalités devraient arriver devant les élèves à la rentrée 1988.

PHILIPPE BERNARD.

## SPORTS

### LE TOUR DE FRANCE CYCLISTE

### L'ironie de Stephen Roche

Journée faste pour Raphaël Geminiani, directeur sportif de La Redoute : Stephen Roche est arrivé seul, mercredi 17 juillet, au sommet de l'Aubisque et, dans la foulée, Régis Simon a emporté l'étape Laruns-Pau en battant au sprint l'Espagnol Pino. Contre toute attente, il a obtenu un meilleur résultat que ses deux frères présents dans le Tour : Jérôme et, surtout, l'ex-maillot jaune Pascal Simon, assez déçarant.

Pau. — Le Tour de France qui avait déjà planté sa tente sur les hauteurs du Tourmalet, il y a une dizaine d'années, vient de faire étape pour la première fois au sommet de l'Aubisque, l'un des vieux classiques de la montagne. Cette épreuve originale et redoutable a pesé lourd dans les jambes de Bernard Hinault, mais elle a permis à Raphaël Geminiani de frapper un coup dont il se félicite. Son élève

#### De notre envoyé spécial

Stephen Roche a dominé les meilleurs grimpeurs dans le super-col des Pyrénées et il a remporté une victoire qu'on destinait soit à Herrera, soit à Delgado.

Depuis plusieurs jours, Geminiani annonçait une offensive de l'Irlandais qu'il tient pour un candidat au maillot jaune. Elle s'est enfin produite. Libéré de ses complexes et stimulé par son fougueux directeur sportif, Roche a sorti le grand jeu. En 20 kilomètres d'ascension, il a « éparpillé » ses adversaires, puis distancé Lemond de 1 minute 15 secondes, tandis que Bernard Hinault perdait le contact.

Mission accomplie ? Pas tout à fait. Le leader de l'équipe La Redoute espérait creuser un écart plus important et ravir la deuxième place du classement général à Greg Lemond avec l'appui de Luis Herrera. Or, ce dernier qui s'était trouvé momentanément en sa compagnie sur les pentes de l'Aubisque se releva soudain pour atteindre le groupe des poursuivants réduit à quelques unités.

Le brusque réchassement du Colombien étonna plus d'un suiveur. Le spécialiste de l'escalade qu'on dit cyclo-athlétique payait-il ses efforts de la veille ? L'hypothèse paraît plausible et le vainqueur d'Avoriaz, qui n'avait encore gagné ici, se contenta de cette version. La vérité est sans doute différente. Elle doit tenir compte semble-t-il de la sympathie que le cœur sud-américain témoigne à Bernard Hinault (et réciproquement). On laisse entendre que Luis Herrera endosserait le maillot du groupe La Vie claire la saison prochaine.

Il le parait déjà aujourd'hui, ironise Stephen Roche qui est un humoriste comme il est un attaquant, à ses heures. M<sup>me</sup> Jacques Goddet et Félix Lévitant, les directeurs de la course, furent moins unanimes. Ils firent savoir à Bernard Tapie, nouveau venu dans le sport cycliste, que les collusions entre équipes étaient strictement interdites.

Qu'il ait ou non bénéficié d'une neutralité bienveillante de la part du grimpeur colombien, Hinault a surtout limité son retard, en faisant appel à son énergie et à son courage. Servi par une robustesse exceptionnelle, mais aussi par la faculté de se

surpasser, il a résisté où d'autres auraient sombré. C'est le propre du champion.

« Avant de gagner le Tour, il faut savoir ne pas le perdre », disait Antoine Magne. L'exemple du routier breton illustre bien cette formule. Si l'on revient de loin, le ténar du maillot jaune a préservé l'essentiel. Les rôles ne sont-ils pas distribués ? Le Grand Prix de la montagne ne peut plus échapper à Herrera et le maillot vert du classement par points est acquis pour Sean Kelly, bien que celui-ci n'ait pas réussi à enlever une étape.

#### JACQUES AUGENDRE.

#### DIX-HUITIÈME ÉTAPE

Premier tronçon, Laro-Saint-Sauveur de Lannhann. — 1. Roche (Irl.), les 52 500 km en 1 h 31' 37" (A. Kelly (Irl.), à 13" ; 2. Wellens (Belg.), à 17" ; 3. Herrera (Col.), Anderson (Austral.), Delgado (Esp.) et Lemond (E.U.), à 1'15" ; 4. Hinault (Fr.), à 1'30".

Deuxième tronçon, Laruns-Pau. — 1. R. Simon (Fr.), les 83 500 km en 2 h 22' 35" ; 2. Pino (Esp.), même temps ; 3. Kelly (Irl.), à 17" et le peloton dans le même temps.

Classement général. — 1. Hinault (Fr.), 95 h 31' 16" ; 2. Lemond (E.U.), à 21" ; 3. Roche (Irl.), à 3'33" ; 4. Kelly (Irl.), à 5'55" ; 5. Anderson (Austral.), à 7'16" ; 6. Delgado (Esp.), à 8'6".

• ESCRIME : championnats du monde. — Après le titre individuel de Cornelia Hanisch, l'équipe féminine de fleuret de la RFA, championne olympique à Los Angeles, est devenue championne du monde, le 17 juillet à Barcelone, en battant en finale la formation hongroise, 9 victoires à 3. La troisième place est redevenue à l'équipe d'URSS. Les Françaises, médaillées de bronze aux Jeux de Los Angeles, se sont classées septièmes.

• TENNIS : tournoi de Washington. — Les Français Yannick Noah et Guy Forget, respectivement vainqueurs du Suédois Michael Panfili (7-6, 6-4) et de l'Américain Jimmy Arias (6-4, 6-3), se sont qualifiés, le 17 juillet, pour le troisième tour du tournoi sur terre battue de Washington, doté de 200 000 dollars.

## 13. Société

### Le échec

Le échec romancier, dit monsieur Black, dit monsieur Black, dit monsieur Black.

On ne peut pas dire que le échec romancier soit un échec. C'est un échec, mais c'est un échec romancier. Le échec romancier, dit monsieur Black, dit monsieur Black, dit monsieur Black.

## LE FEUILLETON DE

### la succession

Vous connaissez ces romans où l'on parle de la succession ? C'est un échec, mais c'est un échec romancier. Le échec romancier, dit monsieur Black, dit monsieur Black, dit monsieur Black.

150 من الأصل



13. Sociologie : l'élu et le fonctionnaire. Histoire : figures du temps.  
14. Lettres étrangères : Armen Lubin

Le Monde  
DES LIVRES

Réel, échec et mat

Un échiquier romanesque, une roulette à entrer dans l'imaginaire : Le réel est un crime parfait, monsieur Black, de Jacques Bellefroid, ou comment donner au moins joueur des lecteurs l'envie de gagner la partie.

RIEN ne va plus. On ne peut même plus dîner tranquillement dans son restaurant favori, comme le soupirait M. Black, homme d'affaires, et détective à ses heures. De passage à Londres entre deux voyages, le voici importuné, un vendredi soir, par un olivier se prétendant inventeur - au sens premier de découvreur - du bonheur. Outre que ce fâcheux personnage ose infliger à son commensal des propos saugrenus sur ses trois enfants - adoptés - son intrusion, dérange subrepticement l'ordre du monde.

Rien ne va plus lorsque les lois du genre éclatent et que le roman policier joue la surenchère : Black enquête pendant quatre jours, du vendredi au lundi, pour faire mieux que le fameux *Meurtre de Roger Ackroyd* d'Agatha Christie, où le narrateur, l'enquêteur et l'assassin sont la même personne. Ici, la victime est accusée de son propre meurtre et sommée de s'expliquer.

Rien ne va plus, surtout parce que les jeux sont faits. La partie est engagée pour M. Black.

*« joueur d'échecs et auteur de romans policiers », « détective imaginaire », « ouvrier de portes », « père adoptif, champion de bridge et voyageur ».*

Dans *Le réel est un crime parfait, monsieur Black*, Jacques Bellefroid (revenu l'an dernier au roman après vingt ans de silence (1), avec un style à rendre pâles tous ceux qui se rêvent écrivains) ruse avec l'intrigue policière, qui n'est qu'une péripétie.

Contrairement à la tradition du roman policier, ce texte n'est pas composé comme un puzzle, dont le dernier chapitre livre l'ultime pièce manquante, mais plutôt comme un échiquier sur lequel, toujours, une partie nouvelle peut être commencée. Dans le récit, les allusions aux damiers noir et blanc se multiplient : Black et les ambulanciers en blanc, les hommes noirs en robe noire et corsette blanche, la jeune Betsy et son amie antillaise et enfin cette affirmation : « Je suis nègre et blanc ».

En faisant ainsi valser les noirs, les blancs et même le

rouge - un très beau cerf-volant à l'étrange fonction, - à quoi peut bien jouer au juste M. Black ? Pas uniquement aux échecs, puisqu'il est un bridgeur émérite et ne dédaigne pas non plus la roulette. Il a juste délaissé les traditionnelles plaques pour mettre en jeu... la réalité, « tout simplement », sans tragédie aucune. Il ne cherche pas à déifier le destin, mais seulement la perception des choses.

Alors tout dérape, le réel est comme évincé, et, au fil de la minutie descriptive de Bellefroid, on navigue entre le Dostoïevski du *Joueur*, de *l'Eternel Mari* (Black batte sans cesse sur le même inconnu, comme sur son propre double, puis rencontre une petite fille prénommée Lisa) et un univers de tableaux hyperrealistes, décor où tout est parfait à l'excès, image à ce point identique au réel qu'elle ne peut pas être réelle. On devient soi-même un joueur fanatique, traquant les coups en douce, le bluff, la triche.

Sachant, comme le lui dit Bellefroid, que les « métamorphoses



Howard Hughes en 1947

Ce « cinglé » de Howard Hughes

L'enquête patiente d'un journaliste américain sur celui qui fut l'homme le plus riche des Etats-Unis, mais aussi une « épreuve nerveuse », milliardaire déchu, reclus et drogué.

IL fut l'homme le plus riche d'Amérique, et il vécut pendant près de vingt ans l'existence pitoyable d'un être malade, reclus, drogué. Sa puissance inquiétait vaguement le monde et le monde l'inquiétait. Le directeur du FBI, J. Edgar Hoover, le tenait pour un « cinglé paranoïaque », « un individu sans scrupules, capable de tuer ». Et, pendant ce temps-là, Howard Hughes, transformé, comme il devait le noter lui-même, en une « épreuve nerveuse », isolé de l'extérieur, dans un hôtel de Las Vegas, par sa garde de serveurs mormons, s'abîmait lentement dans le délire de persécution avec pour seules et dérisoires armes une télécommande et une seringue avec laquelle il s'injectait des doses massives de codéine. Sa déchéance entraînera la chute de son empire, et avec elle s'évanouira sa fabuleuse fortune, symbole et instrument suprême de son pouvoir.

Après d'autres, Michael Drosnin, ancien journaliste au *Washington Post* et au *Wall Street Journal*, a essayé de percer le mystère Howard Hughes. A vingt ans, tout paraissait sourrire à ce jeune Texan fortuné qui n'avait, disait-il, que trois passions : « Le cinéma, les avions et les femmes ». Il quittait Houston pour conquérir Hollywood. On le

surnommait l'« as volant ». Ses succès auprès des starlettes ne se comptaient plus. Des années plus tard, il devenait l'un des principaux contractants du ministère de la défense, ses usines sortaient le premier vaisseau spatial. Son nom inspirait une crainte blanche à Richard Nixon. Pourquoi la vie de cet homme devait-elle donc se terminer comme un abominable roman d'épouvante ?

Sept ans d'enquête patiente et une bonne dose de chance ont mis Michael Drosnin sur une piste jusque-là pour ainsi dire inexplorée, et pour cause : des milliers de notes manuscrites, rédigées pour l'essentiel entre 1966 et 1970 pendant les quatre années que Hughes, après avoir fui sa femme, l'actrice Jean Peters, et la Californie, passa « enfermé comme un rat » au neuvième étage du Desert Inn de Las Vegas, la « cité du péché ». Volés lors du cambriolage du QG de l'organisation de Hughes à Hollywood, le 5 juin 1974, ces notes - des milliers de feuillets jaunes, tous du même format - n'ont, depuis lors, jamais été retrouvées, assure l'auteur, malgré la récompense de 1 million de dollars offerte par la CIA.

MANUEL LUCBERT.  
(Suite page 14.)

● LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

De Caillois à Char et Deguy  
La succession Valéry

VOUS connaissez ces petites veuves voûtées et trotti-nantes qui toupinent dans les cimetières : et je t'arrose la tombe à Edmond, et je t'arrose les herbes de la dalle à Louisa, et je te rapatrie la chapelle à ces pauvres Dubois, à l'abandon depuis des années ; la sépulture Dubois, si c'est pas malheureux de voir ça, aux si nêts de leur vivant !

Le petit monde littéraire, depuis quelque temps, fait songer à ces affaîfées. Nous enchaînons centénaires et cinquanteaires ; naissances ou morts, qu'importe, pourvu que cela fasse un compte rond. Et pas question de manquer le rendez-vous, que la concurrence pousse à anticiper, à grossir.

Cette fièvre commémorative, on peut en sourire et s'en inquiéter. Le présent manque-t-il tellement d'intérêt ? Les promesses font-elles à ce point défaut ? Le problème n'est pas là. Il se trouve que les découvertes, il y a désormais une saison pour cela : l'automne. Ainsi en ont décidé jurys et éditeurs.

Ce ghetto saisonnier profite à ce qu'on appelle, au cinéma, les grandes reprises. Le public n'est pas contre, et le jugement littéraire y gagne. Il fut un temps où l'année entière se passait à crier au génie naissant. Les lecteurs se sont lassés d'essayer des plâtres en forme d'emplâtres et de plâtres. Relire, disent-ils. S'il y a un art d'expression où le tabla rase ne veut rien dire et où l'héritage veut d'être inlassablement revisité, c'est bien l'écrit !

Ah ! et puis les fins de siècle portent à récapituler ; et le vingtième du nom mérite quelques coups d'œil dans le rétroviseur. Quelle richesse, à ses débuts et en son milieu ! Quelle variété ! Quelle complémentarité ! On dirait une distribution théâtrale où chacun jouerait sa partie. Parmi les grands-oncles, encore engoncés dans le dix-neuvième bien-disant, mais dont les questions seront reprises jusqu'à nos jours : Barrès le hâtant, Gide le hémureux, et Valéry, proposé à l'intelligence tous terrains.

C'EST vrai, il y aura quarante ans ce samedi que Valéry est mort. Mais tous les moments sont bons pour revenir à lui. Mourir en juillet 1945, quand on a annoncé la précrité des civilisations, ce dut être frustrant comme de sortir d'un film avant la fin ! La victoire alliée vérifiait-elle ou non l'adage fameux ? Il faudrait s'ailleurs en finir avec les « formules » de Valéry. Entre 1930 et 1960 - environ - les références à *Tel quel* ou à *Monsieur Teste* ont inondé les sujets de dissertation et servi de brevet de culture, niveau « propé ». L'édition « Pléiade » des *Cahiers* a relancé et facilité la citation. Il suffit de consulter l'index par thèmes. Sur le rêve, Pythagore, la logique, le mythe ou le tabac, on retrouve à l'instant ce qui a pu se dire, par hypothèse, de plus subtil. Subtil parce que délicieusement tremblant. Valéry n'affirme rien, sinon une incertitude volubile.

Même l'échec de la pensée ressemble, sous sa plume, à une victoire. Affaire de clarté ; de luminosité, plutôt.

C'était le temps - la fin du siècle dernier - où les grands esprits na répugnaient pas aux revirements théâtraux. Ils la pouvaient, n'étant pas en vitrine. Aujourd'hui, les conversions sont trop mises en spectacle pour convaincre. Imagine-t-on les pleurs de joie de Pascal « en direct sur notre plateau » ? Claudel retrouvant Dieu à Notre-Dame sous les caméras de la SFP... à vous Cognac-Jay ?

Donc, Valéry a eu sa nuit de dessillement. C'était à Gênes en octobre 1932, trois ans seulement après le naufrage de Nietzsche dans la démence, à Turin. Rimbaud et Mallarmé ont atteint à une perfection décourageante, ainsi qu'Edgar Poe. A moins d'inventer mieux, Valéry se consacra à ce pour quoi il se sent le mieux fait : l'examen inlassable des opérations de l'intellect.

L'ENTREPRISE suppose que son auteur, tel Teste, ne se perde jamais de vue lui-même. Valéry se regardant penser et l'autre, le regardé, ont vieilli ensemble. Collage fou. Traquer la vague hors de soi et en soi, ce n'est pas une vie ! Lui qui a si bien parlé des « professions délinquantes », celles de l'imaginaire, a-t-il perçu ce que la sienne, plus raisonnable d'apparence, avait d'intrépide ?

S'il se contentait du tour du propriétaire, comme annoncé ! Mais non : Valéry entre en soi-même « armé jusqu'aux dents ». En ennemi. Ennemi du flu, et aussi du clinquant. Ecrite sonore, comme c'est aujourd'hui le mode : autant jouer du trombone dans une chambre d'étudiant ! Foin de l'agitation extérieure ! Les qualités éminentes de l'esprit s'exercent nécessairement « aux dépens du réel ». Ce qui compte : guetter la fulguration qui dévoilera enfin le Mystère. Programme sans illusion, mais grâce auquel le langage se muscle et s'habitue à na ramvoyer qu'à lui-même.

C'est de ce huis clos langagier qu'il est question sans relâche. Valéry tourne dans les mots comme un toton. Il énumère les sens anciens, tente des percées, risqua des métaphores du côté de l'architecture, de la musique, de la danse. Ce sont là ses seules concessions à l'inarticulé et à la sensation, grande perdante.

Degas, son Dieu, le voit bien : « Vous avez un défaut, vous voulez tout comprendre. » Eh oui ! Il ne sera pas dit que Valéry capitula devant l'obscur. Le circonvenir, le circonscriva : voilà l'art et la dignité. « Qui pleure-là ? », demande la Jeune Parque. Si c'est parsonne de nommable, qu'il passe son chemin ! Non pas nier ce contre quoi l'esprit achoppe ; mais s'y faire les dents, s'interdira la submersion équivoque, paresseuse, insignifiante.

(Suite page 14.)

André Kédros  
Le feu sous la mer  
roman

Un pilote U.S. entre deux mondes... Baleine tueuse ou sous-marin soviétique ? Ici, faits réels et dimensions étranges ou mythiques forment une trame passionnante.

Frederic de Tournay, Le Figaro  
Il y a comme la création d'un mythe échappant à notre petite logique  
L'Ecole Libérale

ROBERT LAFFONT



## A LA VITRINE DU LIBRAIRE

## NOUVELLES

## Au commencement

## était l'amour

« Il faut accepter de grandir... » : qu'il surgisse à l'adolescence ou soit le « dernier en date » (celui qu'attribue Olivier Poivre d'Arvor à Goethe vieillissant), qu'il appartienne à l'ordre du simple souvenir ou à celui de la lumière tenace évoquée par Jocelyne François, le premier amour « grandit » et transforme inévitablement ceux qui l'éprouvent. Un fil directeur traverse donc les quinze nouvelles réunies dans le recueil intitulé *Premier amour* que viennent de publier les éditions Persone. Catherine Rihoit,

Nicolas Bréhal, Hervé Guibert ou Marie Chaix, quinze auteurs concentrant dans des récits très brefs et de qualité inégale les heurs et malheurs d'un premier treillisement ou d'une première déception.

Omniprésent, le souvenir transforme les visages des âmes aimées en des images précises comme les miniatures amoureuses du dix-huitième siècle; d'autant plus nettes que, même si le temps a passé, le premier amour est toujours le dernier comme le suggère Tahar Ben Jelloun puisqu'il génère tous les autres et les contient dans le « clair-obscur de l'inachevé, de l'imparfait » (Nicolas Bréhal : *Letters d'Amore*). — R. R.

\* PREMIER AMOUR, Ed. Persone, 124 p., 65 F.

## COLLECTION

## Petits textes

## de grands chercheurs

Demandeur à des chercheurs éminents dans leur domaine (historiens, psychanalystes, généticiens, critiques littéraires, sociologues, philosophes, ethnologues...) d'écrire « pour leur plaisir et celui des lecteurs », des textes courts (entre quatre-vingts et cent vingt pages) permettant à un public non spécialisé d'avoir un accès direct à leur pensée et leur démarche; tel est le projet d'une nouvelle collection « Textes du vingtième siècle », conçue et dirigée par Maurice Olender et qui sera publiée chez Hachette.

Premiers titres annoncés pour la rentrée prochaine : Tzvetan Todorov, *Frère bonheur. Essai sur Rousseau*; Julia Kristeva, *Au commencement était l'amour. Psychanalyse et foi*; Jean-Pierre Vernant, *Le Mort dans la ville. Figures de l'autre dans la Grèce antique*; Gorgo, Artémis; Nicole Loraux, *Figures tragiques de la femme*; Jean Laplanche et J.-B. Pontalis, *Fantasme originaire, fantasmes des origines, origine du fantasme*; Georges Perec, *Penser/Classer* (recueil d'articles parus dans diverses revues); le *Genre humain*, l'*Humidité*, *Traverses*, *Cause commune*...

Viendront ensuite des textes de Jacques Le Goff, *l'Usurier et le purgatoire*; Mers Augé, *Un ethnologue dans le métro*; Marcel Benabou, *Pourquoi je n'ai écrit aucun de mes livres*; Luc Ferry, *Le Mauvais Dieu et le baroque*; Elisabeth de Fontenay, *Le Prière d'Esther*; Richard Marienstras, *le débouloir ou comment le mort saisit le vif*... Chaque volume sera vendu 48 F. — F. G.

## EN POCHES

Le Livre de poche vient de rééditer les *Misérables* de Victor Hugo en trois volumes. Préface par Vercoors, cette édition comporte des notes détaillées de Guy Rose renseignant sur l'époque et soulignant les récurrences dans le roman, des commentaires de Nicole Savvy retraçant le cheminement chronologique des *Misérables* et une bibliographie détaillée. (N° 964, 966, 968.)

Inscrite dans une série d'ouvrages publiés lors du centenaire de la Révolution de 1848, l'*Anthologie de la nouvelle poésie nègre et malgache* de Léopold Sédar Senghor paraît aujourd'hui en collection de poche (P.U.F.; « Quadrige » n° 88). Hymnes à la liberté, ces textes sont souvent envoiements comme des cérémonies magiques.

En poche également une nouvelle édition de l'œuvre poétique complétée de Senghor. (Poésie Seuil littérature, n° 53). « Chants d'ombres », « Hosties noires », « Éthiopiennes », « Lettres d'hiver », « Éléments majeurs » forment le cœur de ce recueil intitulé *Poèmes*, où Senghor se fait le chantre d'une négritude sévère.

Paru en 1912, l'ouvrage d'Emile Durkheim *Les Formes élémentaires de la vie religieuse* est dans la collection « Quadrige » des P.U.F. (n° 77). Il a pour objet l'élaboration d'une théorie générale de la religion à partir de l'analyse des institutions religieuses les plus primitives et tout particulièrement du totémisme. Après avoir cherché à définir l'essence de la religion, l'auteur élabore une introduction à la sociologie de la connaissance dont l'influence sur la sociologie moderne n'est pas négligeable.

A signaler la sortie du Super Livre de Poche édité chaque année par les éditions du Cercle de la librairie. Répertoire qui classe par auteur, thème et titre les livres au format de poche disponibles en donnant un index des mots-clés; cet ouvrage constitue un précieux instrument de recherche. (Éditions du Cercle de la librairie, 928 p., 29 F.)

## CORRESPONDANCE

## A propos de « Novembre 16 » de Soljenitsyne...

Après la publication des articles d'Emile Kagan et de Jacques Baynac rendant compte du livre d'Alexandre Soljenitsyne *Novembre 16* (« Le Monde des livres » du 21 juin), nous avons reçu plusieurs témoignages.

« PERMETTEZ-MOI de regretter que l'on puisse encore aujourd'hui recourir, et dans le monde, à des procédés d'abolition de la peine de mort... » (M. Claude Durand, président-directeur général des éditions Fayard, qui viennent de publier *Novembre 16*, a identifié tout ce que Vorotynskiy dit de tout ce que Soljenitsyne pense, précise M. Durand, Jacques Baynac ne va pas naturellement pas, lorsqu'il cite la page 549, jusqu'à reproduire les passages suivants : « S'agissant du problème juif, tout le monde s'empresse d'adopter l'une des deux positions extrêmes... » Et toute velléité d'introduire la moindre réserve, de ne pas les aimer tous tendrement ou de ne pas les haïr tous passionnément, se heurte à l'indignation de chacune des parties. Mais, sur des milliers de problèmes, le seul point de vue, fécond est celui du juste milieu. Serait-il donc vrai, messieurs, qu'il soit impossible de s'en tenir au juste milieu ? »

De leur côté Geneviève et José Jolivet, les traducteurs de *Novembre 16*, s'interrogent : « Ne peut-on parler de Soljenitsyne que sur le ton de la polémique idéologique ? Ne mérite-t-il pas une étude sérieuse des critiques littéraires et des historiens ? » « Les arguments présentés par l'un et l'autre article nous ont souvent plongés dans la stupefaction. (...) La phrase de Markov sur la presse « de gauche, donc juive » est mise là pour caractériser encore plus nettement le personnage, avec tous ses préjugés, etc. »

Soljenitsyne, à en croire vos auteurs, se tromperait grossièrement en surestimant le rôle de Raspoutine et en faisant de Gvozdev un social-démocrate tardif.

Nous avons lu attentivement, pendant notre travail sur *Novembre 16*, l'excellent ouvrage de Michel de Euden sur le staret et persistons à ne pas voir l'ombre d'une contradiction entre ses thèses et celles de Soljenitsyne (...).

Enfin, nous voudrions rectifier une curieuse erreur qui s'est glissée dans une note du « chapeau » accompagnant les deux articles : le passage de l'ancien au nouveau style de calendrier n'est pas une particularité de l'édition française. Il obéit à une instruction écrite que Soljenitsyne a envoyée à tous ses traducteurs. La traduction anglaise, qui l'est la qu'est la « curiosité » n'est pas encore sortie — elle est en fait loin ! Août 14 dans sa nouvelle version n'est même pas encore sorti dans cette langue; — ne fera pas exception à cette règle.

M. Nikita Struve, éditeur en russe de Soljenitsyne, codirecteur d'YMCA-Press, nous écrit que dans l'interview publiée par l'Express Soljenitsyne se « démerque », sans embages, de tous les personnages, y compris de Vorotynskiy, et se contente de dire que sur un point

## BREF

LES PRIX DES « DRAGONS D'OR » décernés par la ville de Dragage (dont le maire est M. Jean-Paul Clavier, RPR) ont été attribués le 7 juillet à M. Michel Richomier pour son ouvrage *les Métamorphoses de l'Europe* (chez Flammarion), que le *Monde* a analysé le 2 avril 1985 et à M. Robert Lasser pour les *Fausse confessions* de presse de Thierry Le Luron (chez Robert Laffont).

PRÉCISION. Le revue *Parade*, consacrée au judaïsme, dont nous avions signalé la naissance (le *Monde des livres*, 21 juin), est présentée comme Tripano et Annie Kriegel. Nous sommes également la réédition mise à jour des *Communistes français* d'Annie Kriegel aux éditions du Seuil.

RECTIFICATIONS. Des deux poèmes de Hölderlin publiés par la revue de mode et de philosophie « Copie » (le *Monde des livres* du 7 juin), se présentent comme inédits en français, sont *Le Fardes de la joie* l'édition. Une traduction du poème *Le Contentement* était parue dans le numéro 19 de la revue *Poésie*, à la fin 1981.

Par ailleurs, dans l'article sur le livre *Shoah*, de Claude Lanzmann, publié chez Fayard (le *Monde des livres* du 12 juillet), nous avons attribué par erreur la phrase « une force étrange traverse de part en part ce texte exagéré et nu » à la préface de Simone de Beauvoir, alors qu'elle était extraite de l'introduction de Claude Lanzmann.

## ANTHOLOGIE

Marie-Louise Tenèze : le *Conte populaire français*. Ce quatrième tome du catalogue entrepris par Paul Delarue en 1957, et poursuivi par Marie-Louise Tenèze, étudie les contes légendaires chrétiens relevés dans toutes les régions de France et dans les pays d'outre-mer. Un recensement détaillé, l'évolution — en pointillé — des cheminement socio-historiques entre ces récits folkloriques et des antécédents écrits, la reproduction pour chaque conte type d'une version in extenso, donnent à ce volume le sérieux d'un travail universitaire, de même que l'attrait et la saveur d'une anthologie. (Maisonneuve et Larose, 313 p., 120 F.)

## DOCUMENTS

Marcel Gaucher : les *Jardins de la fortune*. Administrateur de la Société nationale d'horticulture de France et collaborateur de la revue *Jardins de France*, Marcel Gaucher a vu son existence aux fastueux parcs et jardins de la famille Rothschild. D'Armevilliers à Boulogne, en passant par le château de Waddeston, en Angleterre, il raconte un univers de jardins merveilleux aujourd'hui disparus. (Hermann, 3, rue du Regard, 75006 Paris, 184 p., 75 F.)

## ROMAN

Alain-Yves Besujour : *Dans la campagne tranquille, organisations stables. Ambiance sympa*. Trois individus sans activité définie organisent des séjours d'été pour vacanciers en mal d'ascèse. Entremêlé de péripéties policières et de situations oscillant entre le cocasse et le ridicule, le récit tourne en dérision les aspirations de citadins crédules à une vie communautaire. (Flammarion, 212 p., 70 F.)

## DERNIÈRES LIVRAISONS

## HISTOIRE

Collectif : *l'Age d'or du mécénat (1598-1661)*. Ces actes d'un colloque du CNRS, tenu en 1983, donnent une vision d'ensemble du phénomène politique et social que fut le mécénat au dix-septième siècle en Europe. Définissant d'abord les liens de « domesticité intellectuelle » qu'induit le mécénat, cet ouvrage envisage aussi les rapports entre mécènes et créateurs et établit un bilan éclairant de l'activité artistique d'une époque. (Éditions du CNRS, 440 p., 250 F.)

## ESSAI

Jean-Alphonse Bernard : *l'Inde, le Pouvoir et la Puissance*. L'Inde, pays de crise ? Cette interrogation alimente les recherches de Jean-Alphonse Bernard, attentif à démêler les liens entre une Inde traditionnelle et un pays qui connaît une actuelle mouvementée : massacre de l'Assam, émeutes hindouistes de Bombay... Dans cette vaste enquête, l'auteur donne une vision synthétique de l'Inde et de ses impératifs politiques : assurer le développement économique et la sécurité, maintenir l'équilibre dans l'union, et plus largement, dans le sous-continent indien. (Feyard, 394 p., 125 F.)

Knut Hamsun : *la Vie culturelle de l'Amérique*. Ce livre rassemble plusieurs conférences tenues par l'écrivain norvégien Knut Hamsun à son retour d'Amérique, en 1888 : document historique, pamphlet traversant la culture — peinture et littérature, justice, journalisme et enseignement — et les mœurs du Nouveau Monde, cet ouvrage démystifie l'Amérique fabuleuse des colons : effroi du Vieux Continent « devant ces terres immenses, ce pays sans esprit où règne la tricherie de la fausseté américaine ». (Traduit du norvégien par Louise Bernard-Folliot et Alain-Pierre Guillon.) (Café-Climat, 189 p., 87 F.)

## LES AVENTURES DE LA RAISON

Du 1<sup>er</sup> juillet au 2 septembre 1984, le *Monde Aujourd'hui* a interrogé des chercheurs (philosophes, mathématiciens, biologistes, historiens, psychologues, linguistes) sur l'usage et les formes de la rationalité contemporaine. Il leur a demandé s'il y avait du neuf sous le soleil de la raison, et si tout n'était pas joué dans le ciel éternel des idées.

Les réponses publiées ont été regroupées dans une brochure de 36 pages.

EN VENTE AU JOURNAL EXCLUSIVEMENT

## BON DE COMMANDE

« LES AVENTURES DE LA RAISON »

Nom ..... Prénom .....

Adresse .....

Code postal ..... Ville .....

NOMBRE D'EXEMPLAIRES..... x 22 F (frais d'envoi inclus) = .....

Commande à faire parvenir avec votre règlement au *Monde*

Service de la vente au numéro

5, rue des Italiens 75427 PARIS CEDEX 09

Le 3<sup>e</sup> prix littéraire de la brasserie «LA CHICORÉE» à Lille

Le prix littéraire offert par la brasserie «La Chicorée» à Lille sera attribué, pour la troisième fois, en novembre prochain par un jury de sept personnes que préside M. Paul Guille, écrivain et critique littéraire.

Fondé par M. Becker, en 1983, ce prix fut attribué l'année dernière à Roger Prevost pour son récit *le Trempeur*, édité chez Syros.

De même qu'en 1984, les œuvres doivent présenter un récit, un roman traitant de l'histoire ou de folklore de la région Nord-Pas-de-Calais.

Le prix est ouvert à tous, Nordistes ou habitants d'autres départements.

Destinées au grand public, les œuvres doivent se distinguer par la qualité de la langue, avoir été publiées en France ou en Belgique, datées des années 1983, 1984, 1985.

Le prix est de 20000 F. Les candidats sont à envoyer avant le 15 août 1985 à la brasserie «La Chicorée», 15, place Ribour, Lille.

Renseignements : M. Becker, tél. 16 (20) 54-51-82.

## JEAN RAMBAUD

## QU'EST-CE QUI FAIT MARCHER JOHN BRIANT ?

« La machine débite un certain pourcentage d'ouvrages qui ne sont pas. Ce livre, lui, existe. Et compte... Je l'ai lu et je m'en souviendrai. J'ai appris. Vous le lirez et vous ne l'oublierez pas. »

Michel Batteille (le Monde)

« Il est rare parmi tant de récits plus ou moins habiles de rencontrer un livre. Celui-ci vous prend, vous captive dès les premières pages par la fermeté du propos, par l'économie des moyens. Un livre fort, vrai, qui a un poids et un sens. »

René Tavernier (le Progrès)

« La solitude d'un plateau de Haute-Provence, un récit passionné, craquant de soleil... Pour qui sait lire entre les lignes, c'est l'amour irrésistible de la vie. »

Maurice Cheverdes (Témoignage chrétien)

ÉDITIONS D'AUJOURD'HUI PLAN DE LA TOUR - 83120

Paris : librairie, 38, rue de Savoie (9<sup>e</sup>)

Collection « LES INTROUVABLES »

سكوا من الأصل



● SOCIOLOGIE

## L'élu et le fonctionnaire

*L'administration marche bien, mais il ne faut pas le dire. Deux sociologues vendent la mèche, tandis que des énarques dénoncent les féodalités locales.*

L'ADMINISTRATION est souvent perçue par les Français comme un monstre froid et omnipotent, mettant son nez partout et brimant, par ses interventions tatillonnes, l'initiative des citoyens. Ce que recouvre le slogan à la mode « trop d'Etat », c'est d'abord la saine colère d'un peuple d'entrepreneurs, contre les bureaucrates obtus qui, à l'abri de leurs guichets et de leurs règlements, s'ingénient à tracas- ser ceux qui travaillent.

Image commode — entre Kafka et Courteline — mais qui permet d'oublier que la France, tout compte fait, est plutôt bien administrée, que les agents de l'Etat sont généralement considérés comme honnêtes et compétents et que les services publics, dans l'ensemble, marchent bien.

A quoi tient donc cette mauvaise image comparée à un bilan qu'on peut qualifier de « globalement positif » ? Les sociologues François Dupuy et Jean-Claude Thoenig fournissent, dans *l'Administration en miettes*, une explication puisée dans une longue expérience sur le terrain. Cela tient, expliquent-ils, à ce que le fonctionnement de l'administration ne correspond pas du tout à l'idée que s'en font les Français — mais que tout le monde a intérêt à jeter un voile pudique sur les raisons réelles de sa réussite. Loin d'être une organisation rigide, hiérarchisée, irresponsable, elle est, en fait, très élastique et attentive aux besoins des usagers.

Le principe de base du système, c'est l'arrangement, le

compromis. Les fonctionnaires ont en effet à appliquer des règlements qui garantissent l'égalité des citoyens devant la loi. Mais, en même temps, ils doivent procéder à des aménagements permanents pour appliquer lesdits règlements aux innombrables particularités des situations concrètes. Ces légers coups de pouce sont indispensables pour faire fonctionner la machine, pour éviter la colère des usagers et pour que les clients mécontents ne s'avisent pas de porter les différends auprès des supérieurs hiérarchiques.

### Les vertus de l'arrangement

L'arrangement, c'est donc la satisfaction du citoyen et la tranquillité du fonctionnaire. Mais avec une contrepartie nécessaire qui est la discrétion. Que chacun règle ses problèmes dans son coin et tout ira bien. D'où le secret relatif et l'absence de communication des fonctionnaires entre eux. Chacun a intérêt à garder pour lui ses petits trucs, qui sont à la fois la condition de son efficacité et le gage de son confort.

Cette pratique se retrouve à tous les échelons : du bureau de poste de campagne aux grandes préfectures, en passant par les divers responsables de l'équipement, des écoles ou de l'action sociale. D'où le rôle-clé des fonctionnaires qui, à tous les échelons, ont avec leurs interlocuteurs des contacts suivis et sans cesse renforcés par l'échange des menus services et qui assurent la coordination indispensable à la réalisation d'une politique locale.

Le fonctionnaire est dans son milieu comme un poisson dans l'eau. Il dispose d'une autorité et d'une liberté d'autant plus grandes qu'elles demeurent invisibles.

### Le sacre des notables

Est-ce à dire que les fonctionnaires sont autant de potentats de l'ombre qui gèrent les affaires du pays dans le secret de leurs bureaux ? Que non pas, nous disent nos deux auteurs, car le pouvoir de l'administration est heureusement contrebalancé par un autre, bien visible celui-là : celui des élus. Entre le fonctionnaire et l'élu s'établit une intime complicité, chacun ayant besoin de l'autre et disposant de ses propres atouts. Si le fonctionnaire a pour lui le règlement, le poids de l'Etat... et l'éternité, l'élu dispose de la légitimité politique, de l'opinion et de la possibilité de recourir à l'échelon supérieur en cas de conflit grave.

Ce dernier avantage est particulièrement efficace lorsque, pour rencontrer cet échelon supérieur, l'élu n'a... qu'à changer de casquette. Si par exemple le maire mécontent est conseiller général — ou le conseiller général, député... C'est pourquoi nos deux auteurs se livrent à une défense lyrique et paradoxale du cumul des mandats, qui est, à leurs yeux, la plus sûre garantie contre les abus de pouvoir de l'administration. La crainte qu'inspire un maire qui a ses entrées dans les ministères est le meilleur antidote contre les velléités d'autoritarisme d'un préfet mal embouché.

Cet équilibre en quelque sorte miraculeux peut-il être remis en question par la loi de décentralisation ? Un groupe d'énarques — cachés derrière le pseudonyme de Jacques Rondin — apporte à cette question de très intéressants éléments de réponse dans un livre publié à l'issue de leurs stages dans les départements, *Le Sacre des notables*. Ils font ressortir les changements considérables apportés dans l'équilibre des pouvoirs locaux par cette réforme dont les Français n'ont pas encore mesuré toute l'importance. Imposée par un grand ministre qui est aussi un grand maire et qui s'est entouré d'une équipe de technocrates enthousiastes, cette réforme a consacré en fait le pouvoir des notables locaux et en particulier des présidents de conseils généraux, qui deviennent les véritables patrons des départements. Cette puissance nouvelle donnée aux élus explique le consensus dont a bénéficié la réforme dans la classe politique, toutes tendances confondues.

### Defferre contre Rocard

Aboutira-t-elle, comme certains l'ont craint, à la constitution de féodalités capables de menacer l'autorité de l'Etat ? Le risque d'une telle dérive est symbolisée dans la rétrogradation des préfets, transformés en commissaires de la République, et qui parfois ont failli se voir chassés de leurs prestigieux hôtels préfectoraux et privés de leurs voitures de fonction par des présidents de conseils généraux exagérément voraces. Nos auteurs n'excluent pas entièrement ce risque, mais leur hypothèse est plutôt qu'une redistribution des rôles entre l'administration et les pouvoirs locaux est en train de s'opérer et que le couple élu-fonctionnaire a encore de beaux jours devant lui. Ils en voient une preuve dans le fait que la possibilité, prévue par la loi, de recours devant le juge en cas de conflit n'a été que très peu utilisée : élus et fonctionnaires ont bien trop avantage à s'entendre à l'amiable, plutôt que d'affronter la honte et les lenteurs d'un procès... L'arrangement demeure la meilleure façon de régler les questions épineuses.

Les principaux perdants de la décentralisation, estiment nos énarques, ne seront pas l'Etat et ses fonctionnaires... mais les citoyens de base, qui se voient privés des rares moyens d'expression dont ils disposaient. Les élus de tous bords ont, en effet, été d'accord pour rogner sensiblement les pouvoirs des associations et refuser l'idée de référendum local. Le scrutin proportionnel adopté pour l'élection des conseillers régionaux verrouillera encore plus l'accès à ces postes de responsabilité, en mettant la désignation des candidats aux mains des partis et en écartant les possibilités de candidatures spontanées.

Ce n'est peut-être pas un hasard, avancent nos auteurs, si cette décision entraîne le départ du gouvernement du ministre qui avait incarné le mouvement associatif et l'idée de la démocratie locale et qui, lorsqu'il était responsable du Plan, n'avait jamais été associé à la préparation de la loi. Le sacre des notables, ou le triomphe de Defferre sur Rocard...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

\* L'ADMINISTRATION EN MIETTES, par François Dupuy et Jean-Claude Thoenig. Fayard 316 p., 85 F.

\* LE SACRE DES NOTABLES. LA FRANCE EN DÉCENTRALISATION, par Jacques Rondin. Fayard 335 p., 79 F.

● HISTOIRE

## Figures du temps

*Des métaphysiques antiques à la chronobiologie contemporaine, l'historien Krzysztof Pomian raconte les nombreuses façons qu'ont eues les Occidentaux de concevoir, de mesurer et de vivre le temps.*

LONGTEMPS l'histoire fut le récit des événements vus, des changements perçus par un témoin oculaire.

Après la Renaissance, on assiste à l'éclosion d'une connaissance médiante, lorsqu'on n'admet plus à l'unanimité que le savoir implique le voir. On pourra désormais envisager d'accéder au passé, ce continent impalpable, en étudiant les restes de traces visibles. A l'histoire-narration s'opposera l'histoire-recherche, où les faits à reconstruire ne coïncident plus avec les événements. Des objets, des textes, classés selon une périodisation enracinée dans l'environnement politique, religieux ou idéologique contemporains de l'historien, permettent de ressusciter un passé plausible.

Lorsque l'histoire deviendra au vingtième siècle une science sociale, en particulier sous l'influence de F. Simiand, L. Febvre, M. Bloch, E. Labrousse, F. Braudel et de tout ce que le courant historique des *Annales* a éveillé, les « événements » eux-mêmes changeront de face. Des courbes, représentant des fluctuations conjoncturelles, économiques ou démographiques, pour une région et une durée déterminées, deviendront autant de faits historiques à déchiffrer.

Pour cette nouvelle science sociale historique, le passé n'était plus le récit d'un livre unique dont on devait découvrir le ressort secret. Le temps éclata en une pluralité de dimensions : on admettait que le temps cyclique — celui où les phénomènes sont répétitifs ou oscillatoires — coexiste avec le temps linéaire de



Le Temps, bois gravé de Paul Koch.

l'histoire. Le mot temps devient un signe à comprendre au pluriel.

« Qu'est-ce donc que le temps ? Si personne ne me pose la question, je sais : si quelqu'un pose la question et que je veuille expliquer, je ne sais plus. » A la confiance de saint Augustin, l'historien Pomian — pour qui il n'y a pas d'instance transcendante, de Dieu qui coordonne en chef d'orchestre un temps global — répond par un livre aussi dense que passionnant. Il envisage les diverses manières, concrètes et abstraites, de concevoir le temps en Occident, des métaphysiques antiques et modernes à la physique et à la chronobiologie d'aujourd'hui. L'auteur nous conte également l'invention des instruments à mesurer le temps

et les bouleversements sociaux, intellectuels et économiques qu'ont entraînés ces découvertes au cours des siècles.

Soucieux de montrer combien le temps mécanique des horloges ne correspond pas nécessairement à la durée intime du flux vital, ni le temps du travail à celui des loisirs, Pomian retrouve, dans les interstices de la vie de tous les jours, les grands débats philosophiques où le temps hésitait entre l'extérieur et l'intérieur, l'objectif et le subjectif. C'est à une « chronosophie » pluraliste que *l'Ordre du temps* invite le lecteur.

MAURICE OLENDER.

\* L'ORDRE DU TEMPS, de Krzysztof Pomian. Gallimard, « Bibliothèque des histoires », 370 p., 120 F.

## ATTENTION, NOTRE HISTOIRE S'ÉCRIT AUSSI AU BOUT DU MONDE.



FLORENT GABORIAU

## Théologie Nouvelle

Ouvrir le débat

170 p., 80 F.  
30, rue Madame - 75006 Paris Diff: Tègul

## LE NOUVEAU COMMERCE

CAHIER 81 - PRINTEMPS 1985

MICHEL HENRY, Dessiner la Musique  
Théorie pour l'art de Briesen

Robert MARTEAU  
Journal du Saint-Laurent

André DALMAS  
Dialectica

Ici, près de Rancé... Maurice Blanchot

Jean-Henri FABRE, Edith BOISSONNAS, Ginéva BOMPIANI

RAPPEL SUPPLÉMENTS

AIGUI  
Le Cahier de Véronique  
traduit du russe  
par Léon Rubel

André DALMAS  
La Musée de la parole  
suivi de  
Collection particulière

Paul CELAN  
La rose de garçonne  
traduit de l'allemand  
par Martine Broda

En librairie 75 F - Abon. 192 F - NQL 78, bd Saint-Michel, PARIS 6<sup>e</sup>



LE FEUILLETON DE BERTRAND POIROT-DELPECH

# La succession Valéry

(Suite de la page 11.)

On comprend qu'après un temps de fascination mutuelle ça n'ait pas collé avec les surréalistes. Pour les raisons qui ont éloigné du groupe Roger Caillols, premier maillon, à l'évidence, de la filiation valéryenne. A la suite, vient René Char, en tout cas : à cause de la densité donnée aux moindres syllabes. De Sète à la Sorgue, vertu méditerranéenne, cette teneur de silex chauffé à blanc ?

ET parmi les plus jeunes ? Je ne garantis rien, n'étant pas lecteur courant de poésie (rebuté non par la chose mais par la platitude de ce qu'on risque d'en dire, par la phrase oiseuse, chiquée, ou alors technique hautaine...); mais Michel Deguy me paraît un des dignes petits-fils de Valéry, par sa religion du comprendre, par le laconisme en coup de fouet.

Prenez ses titres : *Biefs*, *Actes*, *Coups*; lisez *Fragments* du cadastre, la *Machine matrimoniale*, et aujourd'hui *Gisants* : il vient toujours un moment où ce professeur de philo globe-trotter et plutôt paisible d'aspect enfame une terrible rage dans des monosyllabes sifflant comme des coups de fouet : laps, rept, mat, nef, qué, troc...

Rage de quoi ? De ne pas parvenir à nommer, parbleu !

Comme Valéry. Comme lui, Deguy se refuse à la sibylline effusion, et ne se contente pas des antiques métaphores. Moins résigné que le patron, retournant contre soi l'ardeur à signifier, l'« instinct violent » dont parla Jouve. S'il s'écroulait, Deguy se livrerait à une défiguration sauvage.

Mais non ! C'est par l'amour que passe le soin des mots.

Une femme est là, une jeune Parque indécise, qui ne quitte pas

*Gisants* d'une page, avec ses hanches, les veines bleutées de ses

cuisse. Le désir pour ce corps et l'envie de forcer la parole à

conclure, au dire qu'ils ne font qu'un. « Un poème à qui l'espoir

soit comparable » : une preuve, cet à qui, que le poème, ici, est

une personne. Il y a de l'étiologie dans cette réflexion heurtée et

souffrante sur le langage. Pourquoi « souffrante » ? « Toute

question est ou sera douleur », dit Valéry dans *l'Ange*, quelques

semaines avant de mourir. « *Croyance*, lit-on dans *Gisants*, en un

transport irrétractable entre la souffrance et l'art... »

L

La poésie se meurt en France tout bonnement parce qu'elle

est partout ; pour peu qu'on appelle poésie, comme ce

serait licite, toute prose qui doute de sa fonction.

Douta savant. Le professeur Deguy use de mots calés :

oxymore, palinodésie, catachrèse et autre chresomologie.

Valéry, déjà, artifice dans l'érudition. Mais l'éclair d'une compa-

raison imagée renvoie bientôt la rhétorique à sa poussière.

« Rapide comme un dieu qui manque un rept. »

Comme ! Comme ! Tout le travail poétique n'est-il pas

dans ces correspondances forcées, en surplomb ? Montaigne en

avait tiré le verbe « comme », que l'Académie a rayé de son

Dictionnaire en 1878. Deguy nous fait passer par les cuisines du

comme. Il cherchait la terre juste pour évoquer des naseaux, et

voilà que se présente le mot *orgue* ! Lequel des deux sera-t-il le

comme de l'autre ?

Art poétique, en somme. Se méfier des courts-circuits

commodes, dont abusent les fondateurs de sectes. Eviter l'utili-

sation des débris et les fictions cosmologiques, pauvres

répliques des anciens « bateaux ivres ». Eviter aussi que le rêve

n'envahisse le réel (wagnérisme). Œuvrer du point de vue de la

mort, peut-être ? *Gisants* voudrait dire cela : le désir et l'image

s'échangeant des leures au-dessus du vide, toujours au bord de

l'anéantissement...

C'est la vaste angoisse valéryenne qui se prolonge —

s'exacerbe ? — jusqu'il n'y a plus de signification unique aux

textes, que c'en est fait de cette religion-là, plus de centre ni de

points fixes, il ne resta qu'à sa frayer des passages à travers le

sens, qu'à nouer des métaphores éphémères entre le sensible et

l'intelligible, qu'à vivre de cette fraude.

Si vous êtes partant dans cette rude contrabande, Deguy

fait partie des passeurs à suivre.

★ ŒUVRES et CAHIERS de Paul Valéry, Gallimard, - la

Ptitude.

★ GISANTS, de Michel Deguy, Gallimard, 144 p., 95 F.

LETTRES ÉTRANGÈRES

# Armen Lubin, l'étranger

De l'œuvre d'Armen Lubin - Chahan Chahmour Kerestédjian pour l'état civil - seuls les textes, poèmes et proses, directement rédigés dans notre langue étaient accessibles (1) au lecteur français. Deux numéros de la revue « les Cahiers bleus » et la traduction de trois nouvelles extraites d'un recueil, la *Trahison des dieux Arlèzes*, publiés en arménien en 1933 permettent de mieux évaluer l'œuvre de ce poète de l'exil, mort en août 1974.

C'EST un ensemble très complet que nous offre Dominique Daguet, responsable des *Cahiers bleus*, revue trimestrielle publiée grâce au concours de la municipalité de Troyes. Enrichies de nombreux inédits, de lettres aussi bien reçues qu'adressées par ses pairs (J. Paulhan, P. Jacob, A. Adamov, M. Jacob...), les études réunies dans ces deux numéros éclairent une œuvre discrète, inégale sans doute, qui ne cherche pas l'éclat mais embrasse du regard, avec tendresse, un monde douloureux : « Hors de la souffrance physique, il n'y a pas de réel », écrivait Lubin. Il parlait en connaissance de cause. Habitée par la compassion, sa parole échappe à toute complaisance, à tout dolorisme. Elle ne se détourne pas de l'achevé, de l'imparfait, mais s'en nourrit. Comme le note Jacques Réda, l'aspect « un peu cassé » des poèmes de Lubin, dans leur « bricolage », « révèle en fait une forme inversée de la maîtrise, se renonçant constamment au profit des accents de la vérité ».

Outre des nouvelles et divers essais et articles, la production arménienne de Lubin comporte un roman, la *Retraite sans musique* (1929). Nouvelles et roman constituent ce qu'il appelait lui-même « une histoire illustrée des Arméniens ». Le poète n'avait pas accepté de son vivant de traduire, ou de faire traduire, cette partie de son œuvre. Selon son ami Henri Thomas, ces écrits étaient « son lien avec ses compatriotes dispersés en tous pays, une affaire de famille presque, à laquelle il ne pensait pas que nous puissions nous intéresser » (NRF, février 1977). Singulier scrupule du poète, dont la voix, pourtant, n'est pas moins convaincante en ces pages que

dans les poèmes ou les proses rédigés en français. Mais il fallait peut-être que ce versant de son œuvre demeurât d'abord destiné, comme un signe de reconnaissance, à tous ses frères sans voix.

« J'ai mordu ma lèvre et j'ai écrit »

Les trois nouvelles publiées sous le titre *Parages d'exil* sont extraites du recueil de 1933. Elles sont présentées et traduites en français, dans



Lubin dans les années 60.

un style enlevé, par Krikor Chahinian, qui a également participé aux deux livraisons des *Cahiers bleus*, démontrant ainsi sa grande familiarité avec l'œuvre de Lubin.

« J'étais triste et j'ai voulu sourire ; mais ma lèvre inférieure ne s'est pas laissée faire. Alors, comme toujours, j'ai mordu ma lèvre et j'ai écrit. » Cette dédicace de la première édition de la *Trahison des dieux Arlèzes* est plus que l'expression d'une volonté, d'un projet... Elle est l'aveu, murmuré, d'une nostalgie, d'une douleur ancienne que

l'œuvre entière tentera de dire. Mais, gagné sur la douleur, c'est aussi le bonheur de vivre, d'être simplement présent au monde, qui éclaire la parole poétique de Lubin.

Les personnages des trois nouvelles traduites sous le titre *Parages d'exil* sont les dignes représentants d'un peuple qu'il connaît bien : les Arméniens, dont le destin collectif est lié au sien propre. Ecrivain, son rôle est de nommer ce qui, dans la communauté, reste tu, inscrit dans une mémoire vécue mais implicite. La condition d'exilé arménien dans le Paris des années 30, Lubin l'a bien connue. Il a habité, avec ses compatriotes, ces « parages d'exil », lieux incertains où il faut réinventer un mode de vie, apprendre les mœurs et les coutumes étranges du pays d'accueil.

L'urgence du bonheur

Le « petit cœur tendre » de la première nouvelle est celui d'une mère arménienne dont l'être entier semble se résumer à l'instinct maternel, nationale, spécifié. Mère, elle le sera, de ce jeune homme rencontré par hasard dans un tram, mais reconnu, parce qu'il est arménien, comme fils : « Mais qu'est-ce qu'il me reste à moi ? Dieu au ciel et mes fils sur terre ».

La seconde nouvelle, *Un tailleur, ses deux hôtes et divers événements*, met en scène le « proche parent » fraîchement débarqué d'Istanbul, trop vite brisé par une série d'incidents minimes et par l'irrespect moqueur de deux jeunes compatriotes qui lui servent de guides. Exilé, il le restera d'abord en lui-même.

Isolé dans une terre trop étrangère, retranché derrière le réseau serré des nostalgies, des souvenirs, il ne pourra se résoudre à payer le prix exorbitant d'une intégration « réussie »...

La troisième nouvelle *Zatosté*, est certainement la plus belle. A l'exil géographique s'ajoute ici celui de la maladie, que Lubin a aussi fort bien connu. Il a séjourné de nombreuses années dans divers sanatoriums ou maisons de santé. Lieux séparés, régis par leurs lois propres, monde parallèle au monde réel avec ses coutumes, ses rites.

L'existence acquiesce, dans cet univers, une singulière légèreté, due à la suspension de la souffrance physique mais aussi à la présence visible de la mort, qui étend doucement sa menace. L'urgence d'un bonheur devenu soudain moins averse se manifeste dans les êtres et les choses. Le réel n'est pas pesant, il a son juste poids ; mais ce bonheur est lui-même tissé d'une tristesse sans fond, il a la fragilité d'un corps entravé par la maladie : « Il y a un vide ici, un trou de mémoire... ». Recouvrer la santé, c'est aussi réintégrer la mémoire collective, en finir avec l'exil, maladie d'un peuple dispersé, altération d'une identité : « Si tu étais en bonne santé, toi, peuple arménien de la diaspora, nous te rappellerions à la maison, nous ouvririons les portes de l'Arménie devant toi ».

PATRICK KÉCHICHIAN.

★ LES CAHIERS BLEUS, n° 32 (été-automne 1984) et n° 33 (hiver 1984-1985), « Armen Lubin, l'étranger », Logis de la folle, 2, rue Michelet, 10000 Troyes, 50 F le numéro.

★ PARAGES D'EXIL, de Chahan Chahmour (Armen Lubin), nouvelles traduites de l'arménien par Krikor Chahinian. Edit. Le Temps qu'il fait, 26, rue du Clos, 16100 Cognac. Distribution Distique, 172 p., 75 F.

(1) En fait, les quatre recueils publiés entre 1946 et 1957 par Gallimard, dont *Transfert nocturne* (1955), sont difficiles à trouver en librairie, de même que *Feux contre feux* (Grasset 1968). Signalons l'anthologie présentée par Daniel Leuwers sous le titre *Les Logis provinciaux* (Kailash 1983).

# Howard Hughes

(Suite de la page 11.)

Par un concours de circonstances, qui reste, lui aussi, quelque peu mystérieux, Drosnin a pu consulter et photocopier ces documents, qui sont un témoignage de première main sur la façon dont Hughes, à cette époque, dirigeait son empire et dont il pensait dominer le monde, ou du moins l'Amérique.

Des gardes mormons

Tout passait par des intermédiaires, les gardes mormons : Hughes, à n'importe quelle heure du jour ou de la nuit — il était totalement insomnique, — rédigeait des instructions qu'il chargeait ses mormons de répercuter vers les destinataires, le plus souvent oralement. Seul, Robert Maheu, son second dans l'organisation jusqu'en 1970, année de sa disgrâce, avait le privilège de recevoir à titre personnel ces notes écrites, mais sans jamais être en contact direct avec le « grand chef d'orchestre ». Jusqu'au jour où un visiteur, sur ordre de Hughes, viendra lui lui reprendre...

De quoi est-il question dans ces fameux feuillets jaunes ? Pour une part, des événements les plus triviaux de la vie quotidienne : Hughes, qui vivait dans la saleté et le désordre — il se fit couper les cheveux, la barbe et les ongles trois fois en dix ans, — avait une phobie des microbes et de la contamination. Par l'esu,

par les femmes, par les Noirs. Aussi rédigeait-il des directives d'une précision grotesque sur le rituel à observer, le nombre de Kleenex à utiliser, pour saisir et transmettre les objets. Pour l'essentiel, les notes de Hughes renseignent toutefois sur son mode de direction des affaires et surtout sur sa grande obsession : comment faire tomber les hommes politiques américains sous sa dépendance, comment se battre le gouvernement des Etats-Unis ?

Politiquement, Hughes, fleuron du complexe militaro-industriel, animé des phobies racistes du Sud, se classait lui-même « très à droite du centre ». Mais la défense de ses intérêts lui interdisait de ne pas distinguer, dans ses entreprises de corruption, entre démocrates et républicains. Et si tous n'en sont pas morts, beaucoup en furent atteints.

Attraction fatale

De Larry O'Brien, le président du Comité national démocrate, à Paul Laxalt, l'ancien gouverneur du Nevada, très proche ami de Ronald Reagan, de Hubert Humphrey — « ce pauvre Hubert », candidat démocrate à la présidence, à toute une série de sénateurs, bien des grands noms de Washington, à un moment ou à un autre, ont « palpé » les « honoraires » discrètement versés par Howard Hughes.

Le préféré de Hughes fut, incontestablement, Richard Nixon. A partir de 1946, il soutint toutes ses campagnes électorales. Pour le meilleur, mais aussi pour le pire. Selon certains de ses collaborateurs, l'évocation du nom de Hughes fascinait Nixon, semblait lui faire perdre contact avec la réalité. Cette attraction fatale devait déboucher sur un désastre. Drosnin reprend, en effet, la thèse selon laquelle l'affaire du Watergate aurait son origine dans le triangle O'Brien-Nixon-Hughes. Le plus cocasse, dans cette histoire, est que Hughes, alors exilé aux Bahamas et de plus en plus coupé du monde extérieur, n'entendait parler du Watergate qu'avec plus d'un an de retard.

Passionnant, le récit de Michael Drosnin, d'une précision étonnante, nous fait entrer dans l'intimité d'un homme, dont l'obsession fut de s'enfermer. Au-delà, ce livre éclaire sur une réalité tout aussi mal connue, mais non moins effrayante : la nature du pouvoir en Amérique. L'imbrication du monde des affaires avec celui du crime organisé. Les liens unissant certains hommes politiques avec des personnages louches. L'influence et le pouvoir de l'argent.

MANUEL LUCBERT.

★ CITIZEN HUGHES, L'HOMME QUI ACHETA L'AMÉRIQUE, de Michael Drosnin, traduit de l'américain par Serge Quadruppan, Presses de la Renaissance, 550 p., 120 F.

# Après "Les mouchoirs rouges de Cholet" de Michel Ragon, un nouveau grand Goncourt du récit historique :



ALBIN MICHEL



# LETTRES

## La mort de Heinrich Böll

C'est à Bornheim-Merten, près de Bonn, que sera inhumé, le vendredi 19 juillet dans l'intimité, Heinrich Böll, mort mardi (le Monde du 18 juillet). Sa famille a indiqué qu'elle ne souhaitait « ni fleurs ni couronnes », mais que des dons pourraient être adressés à un fonds du Pén club pour le soutien des écrivains persécutés.

Nous publions aujourd'hui, d'une part, un témoignage de Otto Schilly, avocat de Ulrike Meinhof dans les années 70, député Vert au Bundestag, qui montre l'écrivain en rupture avec la tradition étatique allemande, d'autre part deux textes de Heinrich Böll inédits en français : le Rieur, une des nouvelles du

recueil qui paraîtra au Seuil en novembre sous le titre *Destin d'une tasse sans anse*, et un extrait d'un récit autobiographique publié en Allemagne en 1981 tout entier consacré aux années d'école de Böll sous les nazis, de 1933 à 1937. Le passage du chapitre 6 que nous avons choisi évoque la responsabilité des enseignants dans la montée du nazisme.



MINAGI/GAMMA

### DEUX INÉDITS

#### L'aveuglement

Le récit autobiographique dont a été tiré ce texte est encore inédit en France. Il a paru en RFA en 1981 au Lamm Verlag sous le titre *Was soll aus dem Jungen Böll werden ?* En français *Mais que dois-je devenir ce garçon ?*

Prétendre que la Journée nationale de la jeunesse (une invention de Schirach) (1) constituait un tour d'écras supplémentaire serait certes une exagération de ma part. De temps à autre, rarement, plus du tout par la suite, le directeur de l'école nous convoquait individuellement et essayait de nous convaincre d'adhérer aux Jeunesses hitlériennes ou plus tard au SA. Il s'acquiesçait de cette tâche sans insister outre mesure, un peu comme s'il nous demandait une faveur, faisait allusion, sans grande force de conviction, à « notre propre intérêt » ; il était évident qu'il s'était fait tirer l'oreille, nous fussions en fait toutes ses statistiques. On sentait que cette conversation le mettait lui-même visiblement mal à l'aise, ses phrases ressemblaient à des excuses, nous résumées à tenir bon jusqu'au baccalauréat [...].

Cette sorte d'imploration, qu'il y avait dans l'argumentation du directeur rendait celle-ci plus redoutable que ne l'aurait fait des menaces, car j'avais pour lui - il ne l'a jamais oublié - une réelle sympathie, il était plus sensible, qu'il ne voulait ou était obligé de s'en donner l'air ; le genre d'hommes dont on dit qu'ils sont sévères, mais justes, et il avait un certain penchant à la sentimentalité ; un bon professeur d'histoire, et l'histoire faisait partie avec le latin et les mathématiques préférées dont je savais tirer profit. C'est à ce directeur que je dois d'avoir compris très tôt ce qu'était le colonialisme, venant en l'occurrence : cette découverte, de l'existence parasitaire, quasi grégaire de la plèbe dans la Rome antique.

Il faisait, c'est vrai, preuve, je dirais aujourd'hui d'un aveuglement à la Hindenburg, cette particularité fatidique de tant d'Allemands comme il faut, patriotes sans être chauvins et encore moins nazis ; en bon ancien combattant qu'il était, il racontait

volontiers ses mésaventures du temps de la guerre des tranchées, au cours de laquelle, jeune officier, il avait été blessé à la tête ; catholique par-dessus le marché et rhénan avec un nom prédisposé d'une débâcle particulière « von ».

Lorsque, pour la première fois, un ancien élève de l'école tomba pendant la guerre d'Espagne, abattu, alors qu'il faisait partie de la légion Condor, en plein vol - qui sait ? peut-être au-dessus de Guernica - il organisa une cérémonie commémorative agrémentée d'un discours pathétique, les larmes dans les yeux ; cette cérémonie me causa un certain malaise, j'étais incapable, bien qu'ayant connu le défunt - un camarade de classe de mon frère, - de me laisser gagner par l'émotion, et voici comment je m'expliquai aujourd'hui ce vague « malaise » que j'éprouvais alors : ce n'était pas en vue de la vie, mais de la mort que l'école nous formait. Des générations de futurs bacheliers allemands étaient éduquées en vue de mourir.

#### « Sauver les meubles »

Mourir pour la patrie était-il ce qu'il y avait de plus beau au monde ? Pour employer un langage plus prosaïque : on avait l'impression au cours de la cérémonie en question que le chagrin du directeur tenait au fait qu'il n'était pas tombé, lui, à Langemark. Cela paraît bizarre, je m'en rends compte, mais je ne crois pas, ce disant, nuire à la mémoire d'un défunt : le rôle de ces enseignements allemands, ultra-catholiques, bien sous tous rapports, a été fatidique. Ce sont eux qui ont rendu possibles au bout du compte Stalingrad et Auschwitz : un aveuglement à la Hindenburg.

Il s'agit d'une supposition dont je ne puis garantir le degré d'exactitude : peut-être le directeur a-t-il été encouragé par le haut, voire le très haut clergé à adhérer au parti nazi afin de « sauver les meubles » (il n'y avait, comme nous l'avons découvert par la suite, rien à sauver) ; mais ce que je sais également, c'est qu'il est facile de parler après coup. Nous discutons du problème avec nos amis

et connaissances, l'attitude en question ne nous semblait pas déshonorante mais sotte, ceux qui succombaient à ce genre d'arguments restaient comme par devant nos amis.

Nous n'étions, au demeurant, pas plus que les autres, à l'abri de ce genre de pressions [...], sur le conseil « insistant » du chef d'ilot, nous sommes, à partir de 1936, nous aussi, un drapsu au la croix gammée, petit, il est vrai ; les jours où l'on était obligé de peindre la taille des drapsu permettait également de parler à jour les opinions. Mon père (2), lorsqu'il lui arrivait par hasard de recevoir encore des commandes, ne travaillait plus qu'à pour les églises et les couvents, mais presque exclusivement pour les autorités.

Lorsque les commandes se firent encore plus rares, on lui laissa entendre qu'il fallait qu'il ait au moins un membre de la famille adhérent à une organisation nazie. Une sorte de conseil de famille se tint alors, et la victime désignée par le consensus fut mon frère Alois, qui était devenu du fait d'un malheureux arrangement judiciaire le propriétaire officiel de l'affaire. C'est lui qui fut choisi pour entrer dans les SA (il ne nous l'a jamais pardonné sa vie durant et il avait raison. Nous aurions pu utiliser un peu mieux nos ménages). De tous les membres de la famille, il était le moins qualifié pour cette tâche.

Traduit

par JEAN-LOUIS DE RAMBURS.

(Les titres, intertitres et paragraphes sont de la rédaction.)

(1) Baldur von Schirach, Reichsjugendführer de 1933 à 1940.

(2) Le père de Heinrich Böll était staltin.

#### Le rieur

La nouvelle qui suit est extraite d'un recueil à paraître en novembre au Seuil sous le titre : *Le Destin d'une tasse sans anse*.

Je suis ce prole à l'embarras chaque fois que l'on m'interroge sur ma profession : je rougis, je bredouille, moi qui passe pourtant pour un homme assuré. J'évoque les gens qui peuvent dire : « Je suis maçon ». J'envie aux coiffeurs, aux comptables et aux écrivains la simplicité de leur aveu, tous ces métiers trouvant leur explication en eux-mêmes et n'exigeant pas de plus longue. A de semblables questions, je suis ce revanche obligé de répondre : « Je suis rieur ». Un aveu qui ne rappelle d'autres, puisqu'il me fait répondre aussi à la seconde question : « Est-ce que vous en vivez ? », par un « oui » conforme à la vérité.

En effet, je vis de mon rire et je vis bien, car il est demandé, comme on dit dans le langage du commerce. Je suis un bon rieur, un rieur qualifié, nul autre ne rit comme moi, nul ne possède aussi bico les nuances de mon art. Afin d'échapper à d'importunes explications, je me suis longtemps qualifié d'acteur, mes capacités mimiques et oratoires sont toutefois si faibles que cette appellation m'est apparue ne pas être conforme à la vérité. Or, j'aime la vérité, et la vérité c'est que je suis rieur.

Je ne suis ni clown ni comédien, je n'égaye pas les gens - je représente la gaieté. Je ris comme riait un empereur romain ou comme rit un bachelier sensible ; le rire du dix-neuvième siècle m'est aussi familier que celui du dix-huitième, et je peux, s'il le faut, faire évoquer tous les siècles à mon rire, toutes les classes sociales et tous les âges de l'être humain : j'ai tout simplement appris à le faire, comme on apprend à assembler des souliers. Le rire de l'Amérique somnolle en ma poi-

trise, le rire de l'Afrique, les rires blancs, rouges, jaunes - et maintenant des honneurs appropriés, je les fais résonner conformément aux prescriptions de la mise en scène.

Devenu indispensable, je ris sur disques, je ris sur bandes magnétiques et les metteurs en scène de pièces radiophoniques sont pleins d'égards pour moi. Je ris avec mesure, mélancoliquement, mystérieusement, je ris comme un conducteur de tramway ou comme un apprenti du secteur alimentaire ; rire matinal, rire vespéral, nocturne ou crépusculaire, quels que soient l'heure et l'endroit où il faut que l'on rie, j'en fais, en un mot, mon affaire.

On peut me croire, c'est là un métier fatigant, d'autant plus que je possède aussi à fond le rire contagieux - ma spécialité, pour tout dire. Ainsi suis-je également devenu indispensable aux comédiens de troisième et de quatrième plan tremblant à juste titre pour leurs pointes et l'oo peut me voir, presque chaque soir, aux théâtres de variétés dans le rôle d'une sorte de claque plus subtile, destinée à déclencher le fou rire aux endroits faibles du programme. Il faut que ce soit du travail sur mesure : franc et sauvage, mon rire ne doit venir ni trop tôt ni trop tard mais arriver au bon moment - il éclate à l'instant programmé, la salle tout entière hurle avec moi et la pointe est sauvée.

Epuisé, je me faufile alors au vestiaire et j'enfile mon pardessus, content d'avoir enfin fini ma journée. Revenu chez moi, je trouve presque toujours des télégrammes ainsi libellés : « Besoin urgent votre rire. Enregistrement mardi ». Et me voilà, quelques heures plus tard, déplorant mon sort sur la banquette d'un express surchauffé.

Cbaucun comprendra que j'éprouve peu d'envie de rire après le travail ou pendant mes congés : le travail est heureux de pouvoir

oublier sa vache, le maçon son mortier et, la plupart du temps, les menuisiers ont chez eux des portes qui ne fonctionnent pas ou des tiroirs difficiles à ouvrir. Les confiseurs aiment les cornichons au vinaigre, les bouchers le massepain et le boullanger préfère les saucisses au pain ; les toréadors aiment la compagnie des pigeons et les boxeurs bleiment à la vue de leurs enfants saignant du nez ; je comprends tout cela, moi qui ne ris jamais après le travail. Je suis quelqu'un de mortellement sérieux et les gens me tiennent - peut-être à juste titre - pour un pessimiste.

Ma femme, après m'avoir souvent dit dans les premières années de notre mariage : « Mais ris donc un peu ! », s'est entre-temps clairement rendu compte qu'il m'était impossible de réaliser son souhait. Je suis heureux lorsqu'un profond sérieux me permet de détendre les muscles d'un visage contracté par l'intensité de l'effort et les cordes d'une âme mise à très rude épreuve. Oui, même le rire des autres me rend nerveux, pour me rappeler trop ma profession. Ainsi faisons-nous, ma femme et moi, un ménage calme et paisible, car elle aussi a désappris le rire : je la surprends du temps à autre à sourire et je réponds à son sourire. Nous nous entretenons à voix basse, car je déteste le bruit des spectacles de variétés, le bruit qui règne parfois dans les studios.

Ceux qui ne me connaissent pas me croient taciturne et peut-être le suis-je, devant trop souvent ouvrir la bouche pour rire. Je parcours ma propre vie l'air impassible, ne me permettant qu'un doux sourire de temps à autre, et je me demande souvent s'il n'est jamais arrivé de rire. Je crois que oui. Mes frères et sœurs peuvent témoigner que j'ai toujours été un garçon sérieux.

Et c'est ainsi que moi, le rieur au talent multiple, je ne connais pas mon propre rire.

Traduit par Pierre GALISSAIRE.

## COMMUNICATION

### POLEMIQUES AUTOUR DU QUOTIDIEN « L'UNION » DE REIMS

#### Hersant père ou fils ?

Reims. - M. Philippe Hersant s'est présenté mercredi 17 juillet devant le comité d'entreprise de l'Union de Reims, mis en régie judiciaire voici deux mois, afin d'exposer au plan en vue d'une reprise éventuelle du quotidien régional (115 000 exemplaires, cinq cent quatre-vingt-quinze salariés), créé en 1964 par douze mouvements issus de la Résistance.

Le fils de M. Robert Hersant, actuellement gérant de France-Antilles, directeur général du Havre libre et de Centre-Press, administrateur de Paris-Normandie, postule en concurrence avec M. Paul Dini, spécialiste de la presse gratuite, et M. Thirion, un industriel vosgien, à la reprise de l'Union, dont le sort devrait être fixé par le tribunal de commerce dans la première quinzaine d'août (le Monde du 13 juillet).

Accompagné de M. Roger Audinot, directeur général de Socpress et président du Syndicat de la presse parisienne, M. Philippe Hersant a tenu à souligner qu'il se portait candidat « à titre personnel », et qu'en aucun cas le groupe Hersant n'interviendrait dans cette affaire. Dans l'heure qui suivait, M. Jean-Pierre Jacquet, le directeur-gérant du quotidien de Reims, passait à l'offensive. « On ment de A à Z », déclarait-il avec force, affirmant que M. Robert Hersant en personne avait demandé à le rencontrer le 2 juillet pour lui faire part de ses intentions.

« Les efforts pour distinguer Robert de Philippe Hersant sont vains. Quant aux promesses avancées, c'est un canevas déjà proposé par ailleurs et jamais tenu. Les exemples de Nord-Matin et de Paris-Normandie en sont la preuve. D'où vient l'argent ? Il est permis de se le demander. Alors que cer-

De notre correspondant

toins titres du groupe Hersant connaissent des difficultés, nous sommes en face d'un chantage où le personnel représente un véritable otage ».

M. Philippe Hersant propose, outre la garantie du pluralisme d'expression, un concordat en six annuités, sans intérêts, pour résorber un passif estimé à 80 millions de francs, une augmentation du capital de 20 millions de francs, ainsi que 55 millions de francs d'investissement lourd, tendant à moderniser l'outil de production. De plus, il envisagerait dans un délai de six à neuf mois, de transférer à Reims les travaux d'impression de France-Soir, du Figaro et de Paris-Turf.

Si le plan Dini implique la remise en cause de cent quarante postes de travail et une centaine de licenciements, M. Philippe Hersant souhaite conserver la totalité des emplois.

tout en se réservant de négocier des préretraites et des départs volontaires. Au reste, le Syndicat du livre CGT ne cache pas qu'il existe certaines convergences entre la solution qu'elle préconisait, fondée sur le maintien de l'emploi et la zone de diffusion, et articulée autour de prêts publics, et le plan de M. Hersant. Aussi entend-elle discuter « sans exclusive avec tout repreneur prenant en compte la modernisation rapide de l'outil de travail ». Toutefois, une exclusive vise M. Dini, dont elle a déjà rejeté le plan.

Le SNJ, qui défend la thèse selon laquelle « ce n'est pas Philippe mais Robert Hersant qui est candidat au rachat », va saisir la commission Caillaud chargée de veiller sur le pluralisme et la transparence de la presse. De leur côté, la CGC et la CFDT n'émettent pas d'opposition de principe à une arrivée éventuelle de M. Philippe Hersant.

DIDIER LOUIS.

### EN GRANDE-BRETAGNE

#### Quatre mille emplois menacés à la BBC

La BBC pourrait licencier 4 000 salariés afin de financer son plan de restructuration visant à investir 30 millions de livres (environ 360 millions de francs) dans la production de programmes. Le directeur de la Société nationale de radio-télévision britannique, M. Alasdair Milne, a justifié cette décision par la trop faible augmentation de la redevance concédée par le gouvernement au printemps dernier. Il estimait nécessaire de recevoir 65 livres par téléviseur et n'en a obtenu que 58 livres.

Une partie de ces investissements sera consacrée au développement de

la première chaîne, la BBC1, qui diffusera vingt-quatre heures de programmes par jour à partir de l'année prochaine. Le reste ira à la production, à l'aide aux chaînes régionales de télévision et aux radios locales de la BBC.

Sur les 25 000 employés de la société, les plus menacés sont les titulaires de postes de nettoyage, sécurité, restaurants... de tous les emplois qui ne sont pas directement liés à la production. Les syndicats ont jugé le plan de restructuration « totalement inacceptable » et menacent de faire grève.

### Prix du livre

#### M. MICHEL BAROIN, LE NOUVEAU PDG DE LA FNAC, PROPOSE UN AMÉNAGEMENT DE LA LOI LANG

Les patrons de la FNAC changent mais leur obstination pour défendre la liberté des prix du livre demeure. M. Michel Baroin, nouveau PDG de la société, qui vend environ dix millions de livres par an, a été reçu, jeudi 18 juillet, par M. Jean Gattegno, directeur du livre et de la lecture au ministère de la culture.

M. Michel Baroin souhaite un aménagement de la loi Lang sur le prix unique imposé au livre. Il propose l'instauration d'un double secteur : prix imposés pour les ouvrages qui viennent d'être édités et prix libres après un délai qui pourrait être de six mois. M. Baroin a estimé que la préparation de la loi de finances pour 1986 était le bon moment pour demander cette modification.

On sait qu'en général les éditeurs sont favorables au prix imposé qui permet d'entretenir un réseau de distribution plus larges que celui des grandes surfaces. En revanche, le PDG de la FNAC pense que pour un meilleur accès à la culture, la concurrence doit permettre de faire baisser le prix du livre. Le PDG de la FNAC a aussi indiqué que le sort des Nouvelles littéraires n'était pas scellé : « C'est un beau titre mais je ne peux pas dire maintenant si on va fermer ou non la boutique », a-t-il commenté. Les Nouvelles littéraires avaient été reprises par M. Jacques Parent, alors directeur général de la FNAC en mai dernier.

### Le contre-pied de la tradition allemande

par OTTO SCHILLY (\*)

La prose de Heinrich Böll avait ce mélange de gaieté bourgeoise et de mélancolie propre aux Rhénans. Pour une République fédérale alambiquée, et fausement rationnelle, pour les régisseurs zélés de l'héritage étatique du nazisme, pour leur façon de passer la serpillère sur l'histoire et de cautionner une démocratie de couleuses, c'était là, sans nul doute, de la provocation.

Il tempêtait contre les interdictions faites aux communistes d'exercer certaines professions, exigait pour Ulrike Meinhof un sauf-conduit et un procès équitable. Parfois même, il ne voyait que « quelques résidus putrides de la puissance là où aurait pu, ou aurait dû se trouver l'Etat ».

Il fustigeait contre l'étouffement de la liberté d'opinion en URSS, tout comme il prenait part avec dépit au sit-in destiné à bloquer les accès d'un terrain utilisé par l'armée américaine pour en stationner des fusées Pershing.

Cet homme prenait à contre-pied la coutume allemande en affirmant la liberté de l'esprit face aux bureaucraties d'Etat et aux institutions établies, car « l'art ne se limite pas à un support, à un présent. Il est la seule forme sous laquelle se révèle la liberté en ce monde ».

Heinrich Böll incarnait l'autonomie de la culture. Cet ami des hommes exérait les doctrines. On sentait dès l'abord,

dans ses mots et ses gestes, la bonté de son cœur et l'inclination à la méditation propre aux Rhénans. Mais elles trahissaient leur efficacité d'une pensée souveraine, d'une spiritualité, d'une religiosité d'essence catholique, ouverte au monde extérieur et aux plaisirs des sens. Et aussi, en ce siècle d'insécurité, d'une façon de dire vrai sans conditions ni limites.

La croisée rageuse qu'il a menée sans trêve contre le journalisme à sensation que pratique le Bild n'était pas le fruit du hasard. Les slogans en faveur de l'expropriation de Springer avaient depuis longtemps disparu de nos murs, qu'il se scandalisait encore, dans son Bild-Boenisch-Bonn, de la nomination de Peter Boenisch, ancien rédacteur en chef du Bild, aux fonctions de chef du service de presse fédéral.

C'est à Böll, cet homme unique en son genre, que nous devons en premier lieu ce qui a pu surgir chez nous de culture politique, hors du champ de la réglementation imposée par l'Etat et la société industrielle.

L'avenir des Allemands ne peut se fonder que sur la négociation radicale de l'ordre criminel qui fut celui du pouvoir nazi. Dans ce domaine, l'apport de Heinrich Böll n'est pas seulement d'ordre littéraire.

(\*) Avocat. Député vert au Bundestag.



# INFORMATIONS « SERVICES »

## JEUX DU JEUDI DES MOTS ET DES NOMBRES

Voici trois jeux pour les amateurs de bons comptes et de bons mots : « Anagrammes », « Suites logiques » et « Qui a dit quoi ? ».

Dans le premier, il vous est demandé de retrouver les mots de neuf lettres qui vous sont proposés dans le désordre.

Dans le deuxième, il vous appartient de percer le secret des séries logiques afin de deviner le nombre qui suit.

Dans le troisième, enfin, votre perspicacité devra vous permettre de rendre les citations à leurs véritables auteurs.

### Anagrammes

- a) amidagap b) racicet  
c) stetugenn d) lebuliel  
e) prisumala

### Suites logiques

- a) 13 17 25 41 73  
b) 28 17 84 51 252  
c) 189 161 133 105 77

### Qui a dit quoi ?

1. Qui a dit : « Les 12 millions de beaux bébés qu'il faut à la France dans les dix ans à venir » ?  
a) De Gaulle, en 1946 ;  
b) De Gaulle, en 1961 ;  
c) Messmer, en 1973.
2. Qui a affirmé, en janvier 1946, alors qu'il y a encore un million d'hommes sous les drapeaux, qu'une France ruinée ne peut se payer le luxe d'une grande armée ?  
a) Mendès France (ministre de l'économie nationale) ;  
b) De Gaulle (secrétaire d'Etat à la présidence du conseil) ;  
c) De Gaulle (président du conseil).
3. Qui a dit : « Dites ce que vous voulez, nous ferons ce que nous voudrons, nous avons la majorité absolue » ?  
a) J. Duclos (PC), en 1946, à propos de la Constitution ;  
b) G. Pompidou (UDR), en 1962, à propos du budget des armées ;  
c) P. Joux (PS), en 1981, à propos des nationalisations.
4. Qui a affirmé qu'il ne concevait pas que « son parti puisse gouverner sans le Parti communiste, qui, à lui seul, représente une grande partie de la classe ouvrière » ?  
a) G. Mollet, en 1946 ;  
b) F. Mitterrand, en 1971 ;  
c) P. Mauroy, en 1981.
5. Qui a dit : « Il ne faudrait tout de même pas créer une aristocratie des ministères à laquelle nous n'aurions pas accès » ?  
a) J. Duclos, en 1946 ;  
b) J. Kanapa, en 1957 ;  
c) P. Juquin, en 1982.

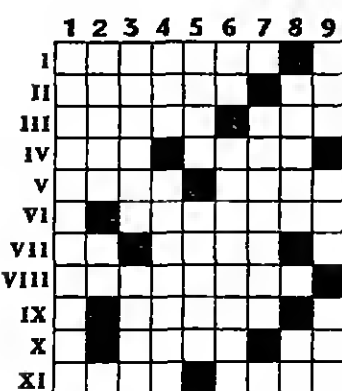
Solution dans notre prochain numéro

### SOLUTION DU JEU DU MERCREDI (Le quiz)

- 1 : aystollah ; 2 : Richard Nixon ; 3 : un satellite de communication ; 4 : Felipe Gonzalez ; 5 : Bernard Pons ; 6 : Jacques Chirac ; 7 : colonel Kadafi ; 8 : le pilote qui a abattu les 289 passagers du Boeing sud-coréen ; 9 : Jean Larzi et Laurent Fabius ; 10 : le Che Guevara.

## MOTS CROISÉS

### PROBLÈME N° 4012



l'enregistrement du timbre. - 7. Mot de recommandation adressé à des mortels. - 8. Mouillent aux pores. Négation. - 9. Fait preuve d'un esprit défensif. Saisit en pivotant. Peut être, à la fois, poil et désolant.

### Solution du problème n° 4011

Horizontalement  
I. Keeling. - II. Isle. Aide. - III. Naine. Bus. - IV. Guetteurs. - V. Riens. - VI. Hi! Lit. Os. - VII. Algies. - VIII. Régence. - IX. Loi. Eh! Il. - X. Eloquence. - XI. Ses. Récl.

Verticalement  
I. King-Charles. - 2. Esail. Eole. - 3. Elter. Agios. - 4. Lenuille. - 5. Eteigneur. - 6. Na! Enrichie. - 7. Gibus. EE. NC. - 8. Dur. Os. Ici. - 9. Messes. Cief.

GUY BROUTY.

### HORIZONTALEMENT

1. Le copche et la mouche. - II. La piste. Conjonction. - III. Effectuer péniblement une balade quand on a des pieds plats. Passage entre deux berges. - IV. Entre un âne et un ballot. Les conquêtes l'ont souvent sollicité. - V. Affrontas les risques ou les puritains. Pour y briller, il faut étudier son droit. - VI. Cachet de Sire. - VII. Terminaison d'infinitif. Pature! - VIII. Ecrits diffamatoires devenant respectables quand on y met l'accent. - IX. Allié à Elkington, il découvrit un alliage. - X. Collectionneuse de bulletins officiels. Représentation scénique au pays du sen. - XI. Tourtes sans sel. Tombe parfois bien bas.

### VERTICALEMENT

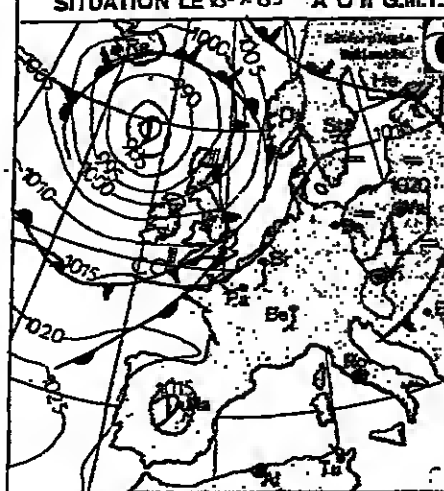
1. Pâté en « croûte ». - 2. Mot propre à relier deux noms propres. Ce que laisse tomber celui qui regarde de haut. - 3. Forme de publicité Sec, pour un « liquide ». - 4. Africaine ou Européenne. Peut relever du génie ou simplement faire le pompier. - 5. On a fait beaucoup de battage sur elle. Plantation généralement provisoire. - 6. Un faible en maths. Préposés à

## LE SERVICE DE DOCUMENTATION DU « MONDE » MOMENTANÉMENT FERMÉ AUX LECTEURS

La réorganisation actuelle du Monde nous oblige à interrompre l'accès à notre documentation, dont nos lecteurs ont pu bénéficier gracieusement jusqu'à présent. Nous prions nos lecteurs d'excuser la gêne temporaire que cette décision risque de leur causer. Ils seront, bien entendu, avisés, le moment venu, des modalités de la reprise de ce service, que les difficultés financières auxquelles fait face notre journal nous obligent désormais à facturer aux utilisateurs.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 19-7-85 A 0 h GMT.



Evolution probable du temps en France entre le jeudi 18 juillet à 6 heures et le vendredi 19 juillet 1985 à minuit.

Situation générale  
Une vaste dépression au sud-est de l'Atlantique dirige un flux général d'ouest à sud-ouest à travers toute la France. Dans ce flux circulent des perturbations successives qui vont traverser le pays à partir du nord-ouest en perdant de l'activité.

Prévisions  
Vendredi matin. - Du Languedoc-Roussillon au nord des Alpes et aux Vosges, le temps sera nuageux, lourd, avec sur place des ondées, voire des orages, mais très localisés sur les régions méridionales. Ce temps orageux va gagner l'après-midi vers le sud des Alpes et la Corse, de belles éclaircies se développeront à l'arrière.

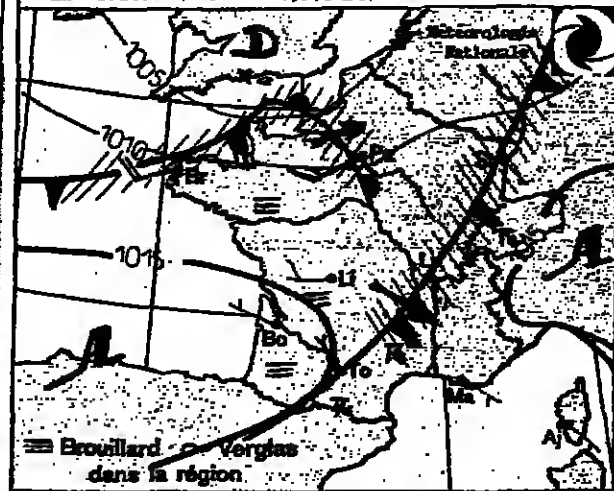
Du nord de la Loire aux Ardennes, le temps sera nuageux, plus particulièrement de la Bretagne et de la Normandie aux Flandres, où il y aura de petites pluies ou bruines. Le vent d'ouest sera sensible près de la Manche.

Sur les autres régions, va prédominer un temps ensoleillé, après dissipation de formations brumeuses, en particulier sur l'Aquitaine et les Charentes.

Les températures, au lever du jour, évolueront entre 13 et 15 degrés, en général, 19 à 21 degrés près de la Méditerranée. L'après-midi, il fera 18 degrés près de la Manche, 23 à 26 degrés sur la moitié nord, 25 à 30 degrés sur la moitié sud.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 16 juillet; le second, le minimum dans la nuit du 16 au 17 juillet) : Ajaccio, 30 et 17 degrés; Biarritz, 26 et 19; Bordeaux, 22 et 16; Bourges, 27 et 14; Brest, 20 et 15; Caen, 26 et 16; Cherbourg, 22 et 15; Clermont-Ferrand, 26 et 14; Dijon, 27 et 14; Grenoble-St-M-H, 27 et 14; Grenoble-St-Georges, 27 et 14; Lille, 26 et 12; Lyon, 27 et 15; Marseille-Marganne,

PRÉVISIONS POUR LE 19-7-85 DÉBUT DE MATINÉE



32 et 19; Nancy, 26 et 11; Nantes, 24 et 14; Nice-Côte d'Azur, 27 et 21; Paris-Montsouris, 27 et 17; Paris-Orly, 27 et 16; Pau, 28 et 17; Perpignan, 31 et 19; Rennes, 26 et 15; Strasbourg, 27 et 13; Toulouse, 26 et 16; Tours, 26 et 14; Pointe-à-Pitre, 31 et 23.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 29 et 20; Amsterdam, 23 et 13; Athènes, 32 et 22; Berlin, 23 et 15; Bonn, 24 et 11; Bruxelles, 24 et 13; Copenhague, 21 et 12; Dakar, 29 et 25; Djibouti, 36 et 20; Iles Canaries, 26 et 21; Istanbul, 29 et 19; Jérusalem, 24 et 16; Le Caire, 33 et 21; Lisbonne, 27 et 17; Londres, 21 et 15; Luxembourg, 23 et 12; Madrid, 36 et 18; Montréal, 25 et 13; Moscou, 25 et 15; Nairobi, 23 et 10; New-York, 27 et 19; Palma-de-Majorque, 33 et 17; Rio-de-Janeiro, 24 et 20; Rome, 31 et 20; Stockholm, 17 et 12; Téhéran, 38 et 25; Tunis, 36 et 21.

(Document établi avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

## AGRÉGATIONS

(par ordre alphabétique)

### • Histoire

M. et MM. Matthieu Arnoux (37), Mireille Aussouche (8), Isabelle Baccouch (22), Christophe Badol (30), Dominique Barbe (8), Hélène Bellanger (39), Jean-Benoît Berard (25), Bertrand Bouhet (30), Isabelle Brian (54), Pascal Burgin (24), Mylène Cabour (59), Philippe Catonchi (62), Jean-François Charet (14), Alexis Chastagnon (27), Philippe Chaudron (22), Eric Chaudron (30), Béatrice Chevalier (43), Laurent Collobert (11), Suzanne Cougard, née Tulane (41), Marie-Stéphane de Bodinat (64), Claude-Marie de André d'Alzac (11), Jean-Philippe Desnoyers (29), Christine Dousset (45), Sophie Dulacq (35), Marc Dupuy (62), Edmond Dziembowski (59), Nicolas Eyllis (50), Christian Forger (39), Marcel Gabrielli (30), Bernard Garcia (34), Patrick Garcia (47), Jean Garrigues (4), Pierre Gervais (3), Patrick Gilli (15), Evelyne Grausz née Ouel (18), Pierre Grasser (29), François Guillard (35), Jérôme Gutton (7), Isabelle Guyot (30), Anne Ingelbert (16), Sandrine Jallat, née Thiellin (60), Barthelemy Jobert (13), Catherine Kawa (58), Frédéric Lachaud (50), Jean-Marc Lebrun (41), Pascal Lefèvre (43), Georges Lenoir (64), Michel Lemaire (34), Brigitte Marin (64), Guy Martin (17), Philippe Martin (19), Nicolas Michel (24), Philippe Minard (12), Jean-Louis Mourges (41), Marie-Pierre Nelly (24), Adeline Parmentier (48), Evelyne Paya (5), Gilles Peccot (32), Isabelle Pautin (32), Suzanne Rucanar (49), Jean-Luc Rouffignac (57), Denis Saillard (49), Georges Sidière (56), Vincent Thébaud (64), Etienne Thévenet (30), Serge Tosati (45), Louis Violette (10).

### • Génie mécanique

MM. Jean Arnaud (26), Hervé Baradon (45), Michel Barob (50), Hervé Bazin (48), Mohamed Baziz (54), Jean-Pierre Beilal (34), Eric Berthelot (8), Jean-Claude Besson (25), André Bochet (5), Patrick Bonifant (17), Patrick Bouche (8), Thierry Burdin (51), Yvon Castelletti (37), Jean Cathalan (31), Eric Chastagnon (6), Jean Chouet (12), Lylian Chouet (59), Pascal Denis (51), Serge Dosnos (29), Alain Ducas (43), Yves Duchatel (23), Gilles Durand (3), Patrick Guillard (28), Louis Girard (33), Christian Guineard (47), Paul Herin (55), Jean Irm (17), Pierre Janvier (26), Philippe Kasperek (4), Marc Laurens (17), Bernard Le Coz (39), Christian Lechevin (22), Marc Légrand (10), André Letat (39), Jean-Luc Ligier (32), Eric Madiot (21), Thierry Maillet (48), Thierry Mironneau (7), Jean Moreau (44), Patrick Osmont (13), Jacques Papon (34), Laurent Petit (16), Jean Pochet (28), Patrick Pujol (13), Daniel Reynard (37), Jean Rivière (9), Jérôme Roussel (45), Christophe Salvan (19), Thierry Schanen (29), Xavier Siret (23), Jean Suzan (39), André Thuleau (11), Stéphane Tichadou (2), Serge Tumpich (17).

### • Lettres classiques

M. et MM. Isabelle Aasan (51), Jean-Pierre Aygon (19), Thierry Barbaud (31 ex.), Josiane Barreau (61), Christian Bauaglia (29), Brigitte Bernard (67), Guy Bernet de Vaulleury (37), Marianne Bethery (18), Véronique Boudon, née

Miller (68 ex.), Marie-Odile Boulnois, née Tual (14 ex.), Frédéric Bue (43), Denise Calmes (71), Pierre Cambou (66), Marianne Catala, née Peyrot (64), Agnès Cavelin (14), Corinne Chambros (62), Bertrand Chauvet (46 ex.), Henri Colombari (53), Michèle Crozier (50), Catherine Cusset (2), Jocelyne Dallongeville (70), Jean-Pierre Delage (42), Delphine Delenda (11), François Dervaux (5), Dominique Dufils (31 ex.), Odile Dupon (30), Alexandre Faroux (7), Martine Farnu (49), Annie Véroque (12), Elisabeth Gendron (38), Anne Grout, de Beaufort (3), Nicole Halfner (60), Michèle Haller, née Elloy (55), Stélla Harlé, née Guyenne (57), Stéphane Hirsch (39), Dominique Hocquillet, née Delaigle (13), Mireille Kachanian (37 ex.), Isabelle Klock (27), Patrick Labarthe (26), Etienne Labbé, née Picot (45), Daniel Lacroix (45), Yves Lafond (56), Grégoire Lancelin (23), Isabelle Le Fèvre (40 ex.), Yves Loterie (28), Annie Louet (44), Lucie Margnac (20), Christine Mauduit (8), Françoise Mongondry (17), Annette Morgan, née Baron (24), Marie-Pierre Noël (36), Fabienne Nogard (6), Estelle Odot (34), Sylvie Podrasna (21), Michel Raynaud (9), Nicolas Reyron (46 ex.), Sylvie Rieber, née Lafèvre (52), Jacqueline-Marie Robert (59), Paul Robert (4), Denis-Léon Roussier (10), Pierre Serin (40 ex.), Elisabeth Simoncini (54), Jean-Marc Sutra (10), Alain Tarrion (63), Marie-Pierre Teales (31 ex.), Dominique Tolson (57 ex.), Michel Trougnon (16), Marie-Eva Valette (68 ex.), Jean-Paul Verdier (69), Christiane Veyrand (29), Valérie Zigmeyer (22).

## MOLIÈRE CHEZ SHAKESPEARE

Scapin exercera ses fourberies dans le décor de verdure du jardin Shakespeare, au bois de Boulogne, les 19, 20, 21, 26, 27 et 28 juillet.

Créé il y a une trentaine d'années dans l'enceinte du Pré-Catelan, le jardin Shakespeare est un théâtre de verdure sans doute unique au monde et particulièrement connu des Parisiens. Il reconstitue plusieurs paysages évoqués dans les pièces du dramaturge britannique : l'île écossaise, forêt ardennaise, ruisseau d'Ophélie, prairie méditerranéenne, etc.

Pour tenter de le faire connaître, la Compagnie du Théâtre baroque y donne, durant deux week-ends, les Fourberies de Scapin, de Molière, mises en scène par Jean-Marie Pérou.

\* Renseignements et locations. Tél. : 271-44-04. Salle : Théâtre de l'Ami Shakespeare, au Pré-Catelan, bois de Boulogne. Prix des places : 40 F à 70 F.

## PARIS EN VISITES

SAMEDI 20 JUILLET

- « L'Institut, siège de l'Académie française », 15 h, 23, quai Conti.
- « Versailles : la recherche du premier village de Versailles », 14 h 30, 7, rue des Révoires.
- « Le quartier de l'Horloge », 15 h, 2, rue du Renard (Paris intra-muros).
- « Le vieux quartier Saint-Séverin, l'église Saint-Julien-le-Pauvre », 15 h, métro Maubert-Mutualité (sortie Maubert Impasse).
- « La Banque de France et des Pays-Bas », 14 h 30, 10, rue Louis-le-Grand.
- « Le cimetière du Calvaire de Montmartre » (spécialement ouvert), 14 h 30, métro Lamarck-Caulaincourt.
- « La maison de Balzac », 15 h, 47, rue Raynouard.
- « Le Père-Lachaise méconnu », 10 h 30, métro Père-Lachaise (sortie escalier méridien).
- « Un cimetière et ses mystères insolites et méditerranéens », 14 h 45, 10, avenue du Père-Lachaise (V. de Langlade).
- « L'Opéra, parties publiques », 14 h 45, en haut des marches, à gauche.
- « Les missions en Orient avec Monseigneur Pélissier », 15 h, 128, rue du Bac.
- « La Conspiration de Philippe-le-Bel à la Terreur », 15 h, devant entrée.

## TIERS MONDE

L'AïTAH. - L'Association internationale pour le tourisme et l'aide humanitaire (AïTAH), régie par la loi de 1901, s'est donnée pour but le soutien d'un projet d'aide humanitaire dans les pays défavorisés. Pour cela, elle organise des voyages (circuits, séjours, week-ends).

Actuellement l'AïTAH a en projet la mise en place d'un centre touristique en Colombie.

Un rallye pédestre est organisé dans Paris le 21 juillet. Les participants seront informés des diverses activités de l'association, des lieux seront organisés des pauses de café et des lots agrémenteront le parcours. Participation : 30 F par personne. Renseignements AïTAH, 172-174, rue Saint-Maur, 75011 Paris. Tél. : (1) 398-43-07.

## loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER AUX BILLETS ENTIERS

Le règlement du TACO-TAC se trouve dans le journal L'O de 26/07/85

| Le numéro | 4 000 000,00 F |
|-----------|----------------|
| 11161152  |                |
| 01161152  |                |
| 21161152  |                |
| 31161152  |                |
| 41161152  |                |
| 51161152  |                |
| 61161152  |                |

LES NUMÉROS APPROCHANTS AUX

| Décimes de mille | Mille  | Cent mille | Dizaines | Unités | gagnent     |
|------------------|--------|------------|----------|--------|-------------|
| 106152           | 110152 | 116052     | 116102   | 116150 |             |
| 126152           | 111152 | 116252     | 116112   | 116151 |             |
| 136152           | 112152 | 116352     | 116122   | 116153 |             |
| 146152           | 113152 | 116452     | 116132   | 116154 |             |
| 156152           | 114152 | 116552     | 116142   | 116155 | 10 000,00 F |
| 166152           | 115152 | 116652     | 116152   | 116156 |             |
| 176152           | 116152 | 116752     | 116162   | 116157 |             |
| 186152           | 117152 | 116852     | 116172   | 116158 |             |
| 196152           | 118152 | 116952     | 116182   | 116159 |             |

| Tous les billets se terminant par | gagnent    |
|-----------------------------------|------------|
| 8152                              | 5 000,00 F |
| 152                               | 1 000,00 F |
| 52                                | 200,00 F   |
| 2                                 | 100,00 F   |

TIRAGE DU MERCREDI 17 JUILLET 1985

## loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER

TOUS CURULES COMPLETS AUX BILLETS ENTIERS

| TERMI-<br>NATIONS | PRIMES ET<br>NUMÉROS                                  | SOMMES<br>GAGNÉES                                      |
|-------------------|---|--|
| 1                 | 891<br>3 091<br>7 481<br>59 851                       | 500<br>500<br>2 000<br>10 000                          |
| 2                 | 082<br>222<br>382<br>882                              | 500<br>500<br>500<br>500                               |
| 3                 | 3<br>113<br>383<br>883                                | 100<br>500<br>500<br>500                               |
| 4                 | 94<br>424   | 200<br>500   |
| 5                 | 76<br>576<br>916<br>1 036<br>1 166<br>2 076<br>28 076 | 200<br>500<br>500<br>2 000<br>2 000<br>2 000<br>10 000 |
| 6                 | 21 430  | 10 000   |

## loterie nationale

LISTE OFFICIELLE DES SOMMES À PAYER

TOUS CURULES COMPLETS AUX BILLETS ENTIERS

| TERMI-<br>NATIONS | PRIMES ET<br>NUMÉROS  | SOMMES<br>GAGNÉES   |
|-------------------|---|---|
| 6                 | 57 898<br>68 918<br>88 938  | 10 000<br>10 000<br>10 000  |
| 7                 | 97<br>27<br>477<br>907<br>1 427<br>6 547<br>10 227<br>38 877<br>128 127 | 200<br>200<br>500<br>500<br>2 000<br>2 000<br>2 000<br>10 000<br>10 000 |
| 8                 | 028<br>7 228<br>10 138<br>80 808  | 500<br>2 000<br>2 000<br>10 000   |
| 9                 | 700<br>910<br>7 410<br>9 380  | 500<br>500<br>2 000<br>2 000  |
| 0                 | 8<br>870<br>820<br>850<br>348 130                                       | 100<br>500<br>500<br>500<br>10 000                                      |

## LOTO

N° 25 TIRAGE DU MERCREDI 17 JUILLET 1985

VALIDATION JUSQU'AU MARDI 27 JUILLET 1985

COMPLÉMENTAIRE

POUR LES TIRAGES DU MERCREDI 24 ET DU SAMEDI 27 JUILLET 1985

TRANCHE DE LA LIBERTÉ

TIRAGE DU MERCREDI 27 JUILLET 1985

سكزا من الأصل



# culture

## FESTIVALS

### JAZZ A MONTREUX

#### Le bateau ivre des musiques

(Suite de la première page.)  
En ces trois états présentés par des acteurs d'égale compétence (la musique des leaders), se lisent à découvert des projets d'habitant ingénuement les marques du semblant. De l'insistance sur les signes à l'insistance sur la musique, soulignée au besoin par l'absence impayable du trompettiste d'Horace Silver, l'Atti-que sort de transition. La présence, lui, est au look comme pour mieux se faire valoir comme présent.

Autre histoire et autre morale avec la nuit hispanique. Dans son mépris des étiquettes, nul doute que Montreux ait frappé assez fort avec le « flamenco inspiration » de Nina Corti. D'autant que Nina Corti annonce clairement un flamenco dénué de robes à volants et d'œillets dans les cheveux. Précision un peu exagérée : non seulement tous les attributs ainsi dénigrés figurent bel et bien au programme (spécialement pour Montreux sans doute) mais la pécunelle esthétique finit par en faire les seuls garants d'authenticité. Gros succès, passions.

Le succès d'Astor Piazzolla qui suit le mérite de renouer avec la musique et le charme de s'y abandonner à l'émotion. Pour couronner cette soirée, à l'hispanité très généreuse, le Panaméen Ruben Blades, sur une idée scénariste mais très ronde de la salsa, finit d'emballer la salle. Voyou, charmeur et militant, Ruben Blades sait repousser les chaises et rouler le tapis : tout le monde se retrouve en train de danser.

Il est un genre où, Montreux excelle, c'est celui du simulateur jovial. Au fond, le Festival n'a aucune prétention à la pureté (à la vérité et c'est sa force). Sur la même scène, et souvent pour des triomphes similaires, se succèdent les moments les plus forts et les comédies les plus désarmantes. Stévie Ray Vaughan serait, dit-on, la nouvelle coqueluche ? Montreux adorera donc Stévie Ray Vaughan. Vétu comme Luis

Mariano dans le rôle de Buffalo Bill, il fait saute comble et soulève la passion. A Montreux on ne se prend pas de grand goût à sa propre présence et, après tout, peut-être les spectateurs les plus jeunes croient-ils ainsi commencer à la première page.

#### Miles, tout y passe

Revenu le 14 juillet dévoué à Miles Davis et simplement intitulé « Miles ». Comme l'en passé, ces deux concerts sont encadrés par un groupe représentatif de cette curiosité culturelle qu'est la photographie musicale : Casiopea l'an dernier, Appasars cette année. Espérons que de profondes mises (les maisons de disques peut-être ?) nous offrent de prochains concerts. Avec un groupe impeccablement au point, Miles Davis a donné en deux concerts de plus de deux heures une leçon de maîtrise et d'aisance, y compris dans l'esquive de ses faiblesses.

Partenaires à l'honneur (Robert Irving et Bob Berg), sautes de clients parfaitement dominées, Miles promène la musique comme il arpente la scène, va vers l'un, va vers l'autre, prévient et déjoue les réactions du public, joue de sa séduction et de la performance, fait enfin oublier le temps dont il rend le déroulement sensible. Chansonnètes ou éclats du blues, tout y passe avec ce bonheur d'expression habillé de nonchalance où se résume sa présence. Entre ironie et évidence indéniable du geste, on croit l'entendre murmurer de sa voix de rocaille à son ancien partenaire Keith Jarrett venu le saluer, comme il l'aurait fait, parait-il, il y a quelques jours : « Hi Keith, quel effet ça fait d'être un génie ? »

FRANCIS MARMADE.

■ PRÉCISION. — La photographie de Miles Davis publiée dans le Monde du 18 juillet était due à Guy Le Querrec (Agence Magnum).

## MODE

### Ça bouge au faubourg

Avoir pignon sur le faubourg Saint-Honoré, entre l'avenue Matignon et la rue Royale, confère aux bijoux d'art les chances et les moyens d'être, un prestige à nul autre pareil. C'est dans ce contexte qu'il faut considérer le nouvel ensemble du 62, dans l'immeuble art déco de Roger et Gallet repris par la Sanofi, filiale commerciale du groupe ELF-Aquitaine. Six créateurs de mode et un joaillier se partagent un espace de 1 500 m<sup>2</sup> sur deux niveaux, en sous-sol ou en étage. L'architecte Jacques Thuillat a choisi un décor sobre aux tons de pierres, en arcoses intérieures et extérieures, au mouvement de courbes contraires pour rompre l'effet rectiligne de la façade.

A l'angle de la rue d'Aguesseau, Hanao Mori occupe cinq vitrines, modernes et dépouillées, alliant la grâce de mannequins aux yeux bridés au décor de fine toile de lin. L'intérieur reprend les tons chauds de bois et de miroirs cuivrés de la maison de couture. On trouvera ici une boutique d'accessoires, des cadeaux pour la maison, grande spécialité de la créatrice japonaise — le prêt-à-porter et, à l'étage, un rayon aux mesures. Les vêtements mettent en valeur les tricotés et les tenues habillées destinées aux Américaines et aux copistes au pézodolisme. Les modèles d'hiver jouent les longs pardessus de cachemire, les chandails étonnés en jacquard de laine à dessins abstraits, les tailleurs à carreaux noirs et blancs et les couleurs flamboyantes mariées au noir pour le soir.

Beaux imprimés chez Karl Lagerfeld, en formes seyantes et intemporelles, enfin disponibles à Paris. Le cadre est d'une grande simplicité, agrémentée de tables noires de motifs en forme d'éventail suivant les lignes de l'escalier. Les palettes surhaïes à cols et revers forment toit sur les épaules réchauffées les tailleurs chinés citrés tandis que les fourreaux du soir noirs se parent de broderies représentant les thèmes de carrels, de chandeliers et de pendules de collectionneurs.

Bernard Ferris inaugure aussi sa première boutique parisienne dans un décor en camilleu de gris, à éclairage rose pour donner bonne mine. Les cabines d'essayage sont spacieuses, munies d'un téléphone. La maison a déjà pris beaucoup de commandes aux mesures, surtout en ensembles longs et habillés, à jupes ou culottes finement plissées en drap de laine ou en soie marine ou blanc. Les panoplies

se complètent de fourrures, bijoux-sculptures, chapeaux, sacs et foulards.

Boisées d'époque et portes de chêne ornées font chanter les bijoux à transformation de Pol-ray, parfois mobiles et à pierres interchangeables. François Hérit s'amuse à dépeindre les boucles d'oreilles, à servir des cabochons de rubis, dans des bracelets d'ampoules et à enchaîner des anneaux jaunes, roses ou bleus dans des bagues d'or noir.

Louis Féraud a conçu une collection masculine aux lignes contemporaines, aux détails d'une harmonie subtile. Beaucoup de brun pour l'hiver en chinés de belles flanelles, ainsi que des vestes de soie et des smoking intemporels.

Claude Fédin de Diamant noir, c'est la trépanation de la robe habillée, peillette, brodée et moulante chère aux vamps hollywoodiennes. Beaucoup de satin noir, mais aussi de l'ottoman bleu, rose, fuchsia ou vert émeraude. Le robe de mariée à la Shéhérazade, brodée de strass vient d'être enlevée par une princesse arabe qui avait fait remplacer ces cailloux du Rhin... par des diamants.

Plus loin, au 75, faubourg Saint-Honoré, la griffe Jacques Estrel est installée dans un superbe local que Benoît Barthérot et Jean-Michel Chautour ont ouvert récemment : 1 000 m<sup>2</sup>, refaits en arcoses à pierres apparentes et demi-colonnes en faux marbre bleu dans un hôtel particulier du dix-neuvième siècle. Deux ailes en avancée logent les boutiques de prêt-à-porter, surmontées d'un étage destiné au sur-mesure. Les collections sont créées par Marion Lasege, la fille du brodeur de haute couture, dans un style intemporel, réalisé de façon artisanale ou industrielle.

Lanvin, au 22, ne présente pas encore de collection de haute couture, la reconstruction de la société et les travaux qu'elle implique n'étant pas terminés. Seules une trentaine de pièces de Maryll Lanvin, directrice artistique, seront présentées aux clients particuliers et au licencié japonais de la maison.

NATHALIE MONT-SERVAN.

### « ORFEO », A AIX-EN-PROVENCE

#### Monteverdi à la mode Cocteau

Il y a eu Lavelli, il y a eu Chéreau et d'autres, tel, au Festival d'Aix de l'an passé, Gildas Bourdet pour la *Finta giardiniera*, divines surprises. Mais cette mode de choisir des metteurs en scène que rien ne prédisposait à l'opéra a ses revers.

Aix en fait la désagréable expérience avec Pier-Alli pour les *Noces de Figaro* (le Monde du 12 juillet) et le clivage suisse Claude Goretta pour l'*Orfeo* de Monteverdi.

Un désert de sable, des dunes qui se déplacent au gré des tableaux ; des éclairages violents sans grande nuance ; un décor implacablement net et stérile qui ne correspond guère à l'efflorescence du chant monteverdien, fût-ce dans la nudité dépourvue du drame. Des couples de bergers grecs, une lyre de pacotille assez laide, des danses échelonnées, notamment avec de curieuses tranches d'annanées rouges et blanches.

Eurydice arrive sous un voile tendu que l'on referme sur elle pour lui faire une robe de mariée. Elle le relève et emprisonne Orphée avec elle. Long contre-jour sur les époux isolés dans leur bonheur ; Orphée, seul, chante sa joie, les danseuses courent comme des folles. L'une d'entre elles s'effondre. C'est Eurydice. On l'emporte. Personne ne prévient son mari, qui continue à se réjouir.

#### Message fatal

Changement brutal de lumière du bleu au noir ; la messagère délivre son message fatal avec de tendres ménagements au lieu d'intervenir comme une tragédienne grecque. Effet raté. Orphée s'effondre face contre terre, chante son air sublime avec des accents de mélo et reste prostré jusqu'à la fin de l'acte. On a beau promener le corps d'Eurydice derrière lui dans des deux sens, ça ne l'intéresse pas. Les bergers craignant qu'il ne prenne froid le couvrent d'un manteau ; il se relève in extremis et part en brandissant sa lyre vers la porte grecque de l'enfer sur fond d'incendie.

Rien de tout cela ne correspond au mouvement intérieur de l'œuvre. C'est un retour au néoclassicisme sec et anecdotique de 1925 à la mode Cocteau. Et la séparation ultime des époques n'est guère émouvante qu'après qu'Orphée ait chanté à tue-tête une chanson pleine de gaillardise : Eurydice ne s'estompe pas comme une fumée ; il faut la recouvrir à nouveau d'un voile noir, tandis que trois videurs musclés se chargent de récupérer son mari sur la terre au son d'une autre fanfare joyeuse...

Les longues stances d'Orphée suppliant le Tartare de lui rendre son bien, la délicate apparition de Proserpine, le jugement de Pluton nous rendent un peu la profonde beauté de Monteverdi. Mais l'apothéose finale frise le ridicule avec l'arrivée d'Apollon qui se cache derrière un rideau de fumée, sa monture au ciel avec Orphée, visiblement ravi d'une conclusion aussi heureuse, qui s'achève par l'apparition de deux baigneurs se débattant sur un soleil lunaire, tandis que les bergers manifestent un enthousiasme délirant.

#### Aléas d'une métamorphose

Tout cela ne serait que démi-mal si l'interprétation musicale ne nous plongeait dans la perplexité, bien qu'elle ait remporté un grand succès auprès du public aixois. Nous avions gardé un souvenir émerveillé de Michel Corboz dans l'*Orfeo* il y a vingt ans, comme dans la *Silva Montale*, les *Vépres* ou le *Couronnement de Poppée*. Et nous le reconnaissons mal dans cette direction heurtée, schématisée, parfois trop lâche ou trop pressée, qui manque souvent d'ampleur, de profondeur et de lyrisme. Est-ce de sa part agacement devant le style baroque actuel, désir d'ouvrir de nouvelles voies ? Cette métamorphose est loin d'être concluante malgré de très beaux moments dans les grandes scènes infernales.

Surtout, le style vocal nous a semblé éloigné de l'idéal de Monteverdi, au profit d'un expressionnisme et d'un maniérisme réduits. Comme le disent admirablement Guido Pannini et Roger Tellari, le « recitar cantando » de Monteverdi est « une transfiguration par le son pur de la parole en mélodie, une récréation de la vie du mot à travers le sentiment porté par le mot ». En brusquant la ligne, en désarticulant la continuité des vocalises, on empêche la phrase de développer toute sa fleur. Les

effets dramatiques, les distorsions, les cris qui soulignent le mot, coupent les ailes de la musique, brisent son intensité, assèchent sa résonance interne. Souvent, l'œuvre risque ainsi de basculer dans la banalité.

Cela ne diminue pas les mérites de Gino Quilico, qui, visiblement, a fourni un effort considérable pour se plier à une œuvre assez éloignée de sa technique et de ses emplois, et incarne un Orphée jeune, vigoureux, sans avoir toutefois une réelle aura poétique.

Les autres personnages sont moins experts. Les femmes, en particulier, retrouvent plus facilement, de par leur rôle, un style plus monteverdien, notamment Colette Alliot-Lugaz (la Musique) malgré le tempo et le ton trop vifs qu'on lui fait prendre, l'Eurydice d'Audrey Michéal et surtout Danielle Bors, Proserpine à la voix ravissante, flexible, où le chant italien s'épanouit. Les hommes sont plus vocaux, leur prononciation trop rude et plate, bien que Frangiskos Voutsinos, entre autres, soit tour à tour un Caron et un Pluton fort majestueux. Les ébours de la Chapelle royale et l'Orchestre de l'Opéra de Lyon répondent parfaitement aux impulsions de Michel Corboz, tandis que le ballet du Grand Théâtre de Genève n'est pas responsable des chorégraphies qu'on lui impute.

#### JACQUES LONCHAMPT.

Prochaines représentations les 18, 20, 24 et 27 juillet. Coproduction avec le Théâtre des Champs-Élysées, le Grand Théâtre de Genève et le Théâtre municipal d'Orléans. Cette réalisation musicale de l'Opéra de Paris paraîtra sur disque, avec une distribution et une interprétation légèrement différentes (deux disques Erato, NUM 73 213/14). Et Claude Goretta en a tiré un film qui sera présenté à l'automne.

### TADEUSZ KANTOR A AVIGNON

#### Les survivants de Cracovie

La célèbre baraque de faire de Tadeusz Kantor est de retour en France, à Avignon, avec un spectacle baptisé *Qu'ils créent les artistes* ! Kantor n'a pas changé, pas vieilli, ses images sont presque les mêmes, et il déchaîne le même enthousiasme du public.

Les micros, câlineurs ou ionisants, selon un savant dosage, dispensent les mêmes tangos ténébreux, les mêmes marches militaires funèbres, d'une charge affective intense qui prennent les spectateurs aux tripes. Ces musiques scandent les processions tragiques des mêmes personnages mi-morts, mi-survivants, vêtus et grimés dans des teintes de cendre, et qui sont surtout des fantômes de soldats, de prêtres, et de quelques citoyens précaires, image du peuple éternel qu'enflamment ou accablent l'armée et l'Eglise.

Un grand homme maigre, luciférien, aux allures de flic en civil, brandissant une croix de la main droite, jette dans un instrument de torture une femme qui récite son chapelet, si bien que, comme dans chaque spectacle de Kantor, la religion catholique, personnage principal de ce théâtre, dresse un glaive à double tranchant : elle est relayée dans ses bonnes et ses méchantes heures par les familles élargies d'une ancienne armée qui entoure comme une garde d'honneur, le squelette d'un grand cheval.

#### Souvenirs d'enfance

Les intermèdes clownesques de cette parade sauvage sont procurés par le même couple de jumeaux parfaits, qui jouait un « cardinal double » dans un spectacle précédent, et qui joue dans celui-ci un double agissant ; les quiproquos, les effets comiques de reflet décalé, de synchronisme contrarié sont exploités au maximum par ces deux augustes impassibles, parfaits. Mais clowns et pauvres gens, prêtres et policiers, colonels et supplicés, se retrouvent tous à être pour danser une route funéraire ou mourir sur une barricade, au son enjôleur du tango, cependant qu'un jeune femme en

porte-jarretelles de satin noir embrasse un pendu descendu du gibet.

La discrétion, la mesure, ne sont pas le fait de Tadeusz Kantor. Il frappe gros et fort. Il serait difficile d'imaginer quelque chose de plus carrément spectaculaire que ces langoureuses danses de mort, ces fanfars patriotiques, ces tonitruos guérisseurs, ces fantômes à farces et attraits, ces défilés de cour des miracles.

Il est évident que cette revue à grand spectacle, qui joue directement sur les nerfs, est entièrement nourrie de souvenirs d'enfance de Tadeusz Kantor et d'une sorte d'amour dramatique militant, vengeur, désespéré, de la Pologne, de son histoire ancienne et immédiate. Parfois, sous le déferlement des gags et des effets, une référence claire au monde réel apparaît, comme lorsque tous les personnages en scène se mettent à cogner sur ce qui leur tombe sous la main, exactement comme les emprisonnés cognaient pour communiquer à travers les murs des cellules. D'autres fois, le sens des gestes est pour nous, Français, novés dans l'abandon et l'intensité de l'imagerie et du vacarme.

Le fait que ce théâtre de Tadeusz Kantor soit polonais, le fait qu'il exprime directement, au premier degré, par le mime, les souffrances et les courages d'un pays qui nous a toujours été extrêmement proche, ne nous donne pas le recul, la désinvolture qui seraient indispensables pour garder l'esprit libre devant un tel déferlement de musique de charme et de tableaux à sensation. Nous n'avons pas le cœur de nous demander si cette suite de gros effets est conçue avant tout pour plaire, pour émouvoir sans subtilité, ou si la violence du spectaculaire est le résultat d'une passion, d'une souffrance, d'un besoin irrépressible de témoigner, en faisant tout ce qu'il faut pour se faire entendre par les sourds.

Le public d'Avignon, comme tous les publics du monde, a fait un triomphe bouillonnant et bouleversant à Tadeusz Kantor.

MICHEL COURNOT.

### A SAINT-JEAN-DE-LUZ

#### Reggae Sunsplash est tombé à l'eau

« Oh ! vous allez voir le rock, là-bas, avec tous les jeunes ? » demande le chauffeur de taxi sur le chemin du Théâtre de verdure à Saint-Jean-de-Luz.

— Oui, enfin non, c'est du reggae.

— Bah ! Tout ça, c'est du pareil au même. Ils nous rebattent les oreilles avec leurs concerts pour l'Afrique. Mon fils, ça lui plaît bien tous ces orchestres. Moi, je dis que si ça leur fait pas du bien tout ça, ça peut pas leur faire du mal. Pas vrai ?

Depuis un peu plus de deux heures, il pleut à Saint-Jean-de-Luz. Un petit crachin tenace et sournois qui pénètre à la longue. Pas de chance pour le coup d'envoi du Reggae Sunsplash, le fameux festival annuel jamaïcain qui s'exporte cet été pour la première fois, avec en tête d'affiches Third World et Toots and the Maytals.

Sur un petit périmètre carré devant le Théâtre de verdure, les vendeurs de merquise et de bois-sens fraîches ont installé leurs petits stands. Pour eux (et pour eux seuls), les affaires marchent bien. Le concert est prévu à 20 heures, à 20 h 30, on attend toujours l'ouverture des barrières. Dans les rangs informés des spectateurs, les rumeurs alarmistes

circulent : « Il paraît qu'ils vont annuler, tu crois qu'ils vont rembourser les billets ? »

Il y a donc beaucoup, peut-être cinq cents. La pluie a dû refroidir les ardeurs. Pourtant le reggae semble avoir bonna audience à Saint-Jean-de-Luz. Est-ce pour honorer le concert de ce soir ? Beaucoup de bars et de salles de jeux résonnent au rythme des disques jamaïcains.

Outre les locaux, quelques Espagnols ont traversé le frontière. Des Anglais, en vacances dans la région, ont gardé leur sac à dos. Pantalon kaki, coiffés de dread-locks surmontés d'une casquette-haut de forme ou d'un baret aux couleurs éthiopiennes, quelques Noirs ont adopté la panoplie rasta. Ils sont drôles, et ça leur va bien. Chez les Blancs, le mimétisme tourne inévitablement au ridicule. Le reggae a trouvé son public, qui ne bouge plus, et lui-même est resté coincé (pour la plupart des groupes) dans les années 70.

Vers 21 heures, le concert est officiellement annulé : pour le début d'une série en France, c'est mal parti. Les tickets sont remboursés sur place, à tout le monde se disperse tranquillement. Il aurait été possible de se replier sur une salle couverte, di-

on chez Olympia Productions, mais lorsqu'à 7 heures du matin nous avons appelé la météo le prévisionniste nous a garanti des passages nuageux, avec des éclaircies, sans risque de pluie. Les groupes étaient présents et nous avons enregistré un peu plus de deux mille locations. Il n'en reste pas moins vrai que le prestige du Reggae Sunsplash est sérieusement entamé.

L'époque où, en direct de la petite île des Caraïbes, le festival attirait l'attention des médias est définitivement révolue. Avec Bob Marley, son héros, le reggae a perdu son message tiers-mondiste, sa portée sociale et son rayonnement international. Même s'ils en restent les champions, Third World verse dans le fun à l'américaine, et Toots n'offre rien de plus que sa voix chargée de soul.

Deux jours après le concert du Live Aid, le Reggae Sunsplash, tombé à l'eau à Saint-Jean-de-Luz, ressemble à douloureusement à une peau de chagrin. On ne peut que lui souhaiter de refaire surface dans les prochaines villes.

ALAIN WAIS.

Le 18 juillet à Bando, le 19 à Salon-de-Provence et le 20 à Lyon (21 heures).

## Francofolies à La Rochelle

Premier festival de musique francophone, créé à l'initiative de Jean-Louis Foulquier, de la mairie et de la maison de la culture, Francofolies a remporté un triomphe à La Rochelle le 10 au 14 juillet. Plus de trente-cinq mille spectateurs ont assisté aux différents spectacles à la Maison de la culture, partout dans la ville autour de petites estrades, et place de Saint-Jean d'Acre, au pied des remparts.

Edith Butler l'Acadienne a rappelé que de ce port était parti il y a trois siècles et demi ceux qui firent l'Acadie avant de partir en majorité pour la Louisiane.

Hubert-Félix Thiéfaine a démontré qu'il pouvait rassembler du jour au lendemain un vaste public. Jesse Garon, natif de La Rochelle, a renouvelé la tradition du rock n'roll et Jacques Higelin, devant douze mille spectateurs, a donné une esquisse de ce que sera son prochain spectacle à Bercy en septembre prochain : la rencontre entre le joueur de mots français et le griot sénégalais Youssou N'Dour dont la formation (cuivres, clavier, guitares et d'étonnantes percussions) est l'une des meilleures venues d'Afrique.

Le Cajun Zachary Richard, la Québécoise Diane Dufréne, étaient là. La grande salle de la maison de la culture programmat aussi Gilles Langoureux, Jean-Félix Lalanne et Boris Sanoff, Casthelanis, Rita Mitsouko, Plume Latraverse. De son côté, Agfa Song présentait les lauréats de son concours (Emessa, Carré Blanc, Déviation) destiné à aider chaque année les jeunes compositeurs et interprètes à démarrer leur donnant notamment les moyens de fabriquer une vraie maquette de disque.

C. F.



# SPECTACLES

## théâtre

### Les salles subventionnées

**OPÉRA** (742-57-50), 19 h 30 : Spectacle de ballets (Washington Square; Mouvement, rythme, claque; le Cinq de la terre).  
**COMÉDIE-FRANÇAISE** (296-10-20), 20 h 30 : Le Misanthrope.

### Les autres salles

**BOUFFES-PARISIENS** (296-60-24), 21 h : Tailleur pour dames.  
**CLOITRE DES BILLETTES** (523-49-78), 19 h 30 : Le bûche de cochon.  
**COUR D'ORFÈVRE DU PALAIS ROYAL** (307-60-60), 21 h 30 : La Fête Dodone; la Tête noire.  
**DAUNOU** (874-82-34), 21 h : Le Canard à l'orange.  
**DIX HEURES** (606-07-48), 22 h : Soles de ménage.  
**ESPACE KIRON** (373-50-25), 20 h 30 : Putain on my boots, I'm going back to my roots (Faith Chappell).  
**ESPACE MARAIS** (366-90-14), 18 h 30 : Tombé au Ca-Car; 20 h 30 : D. Jungblut.  
**FONTAINE** (874-82-34), 20 h 30 : Triple Minie.  
**GALERIE 55** (326-63-51), 21 h : Madam's Hall Mother.  
**GRAND HALL MONTROUCHEUX** (296-04-01), 21 h : Les Précieuses ridicules.  
**HUCHETTE** (326-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice égarée; 20 h 30 : la Lepre.  
**LA BRUYÈRE** (874-76-99), 21 h : Mort d'un supporter.  
**LUCERNAIRE** (544-57-34), 20 h : L. Cest rigolo; 18 h : Paroles françaises; 21 h 30 : Comédies de l'art; Petite suite; 21 h 30 : Rue des ouïss blanches; 21 h 45 : Chêne qui pleure.  
**MICHEL** (265-33-02), 21 h 15 : On dînait au lit.  
**ŒUVRE** (874-82-52), 21 h : Comment devenir une mère juive en dix leçons.  
**PALAIS ROYAL** (297-59-81), 20 h 45 : le Dindon.  
**PORTE ST-MARTIN** (607-37-53), 20 h 30 : Deux hommes dans une valise.  
**POTINIERE** (261-44-16), 21 h : En camaïeux.  
**THÉÂTRE D'EDGAR** (323-11-02), 20 h 15 : Les Babes-caudres; 21 h : Nous on fait où on nous dit de faire.  
**THÉÂTRE DE L'ILE-SAINTE-HÉLÈNE** (633-48-65), 20 h 30 : Astro Folies Show.  
**THÉÂTRE TROIS SUR QUATRE** (327-09-16), 20 h 15 : la Nuit et le Moment.  
**THÉÂTRE 33** (877-38-03), 20 h 30 : Conscience plus nue.  
**TOURTOUR** (887-42-48), 22 h 30 : Merveilleux éponantant; 22 h 30 : Tango pile et face.  
**VARIÉTÉS** (233-09-92), 20 h 45 : N'écoutez pas mesdames.

### Les cafés-théâtres

**ATHLÉTIC** (624-03-53), 20 h 30 : la Libération; 21 h 15 : le Fétichisme.  
**AU BÉC FIN** (296-29-35), 20 h 30 : Chants d'été; 22 h : Crazy Cocktails; 23 h 15 : Bacc d'essai des jeunes.  
**BLANCS-MANTEAUX** (887-54-44), L. 20 h 15 : Arènes; 21 h 30 : les Démones (Joulez); 22 h 30 : les Sacrés Monstres; 23 h 30 : Sauvez les bébés femmes; 23 h 30 : Fin de siècle.  
**BOURVILLE** (373-47-84), 21 h 15 : Y'en a marre... ez vous ?  
**CAFÉ D'EDGAR** (320-45-11), L. 20 h 15 : Tiers vu; 22 h 30 : Manges d'hommes; 23 h 30 : Ordes de secours; 24 h 15 : Ça balance pas mal; 21 h 30 : Le chœurisme claque; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes.  
**CAFÉ DE LA GARE** (549-27-78), 20 h 30 : Riez, riez, profitez-en...; 22 h : Les méthodes de famille Bourru.  
**ECURIE** (542-71-16), 20 h 30 : Explosion dans un sous-marin; 22 h : le Watrok's.  
**PETIT CASINO** (278-36-50), 21 h : Non je n'ai pas disparu; 22 h 15 : Des gâteaux dans la crème fraîche.  
**POINT-VIRGULE** (278-67-03), 20 h 30 : Moi je crache, mes parents racontent.  
**SPLENDID ST-MARTIN** (208-21-93), 21 h : Nuit d'ivresse.

### Les chansonniers

**CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE** (278-44-51), 21 h : la Gauche mal à droite.

### La danse

**ESPACE RONSARD** (264-31-31), 20 h 30 : Rythmes et danses de l'Inde.

### Le music-hall

**CAVEAU DES OUBLIETTES** (354-94-97), 21 h : Chansons françaises.  
**LUCERNAIRE** (544-57-34), L. 21 h 45 : Arabi et Fontaine.  
**TOURTOUR** (887-42-48), 22 h 30 : Tango pile et face.

### Les concerts

(voir également la rubrique « Festival »)  
**Théâtre 3 sur 4**, 18 h 30 : S. Pécot-Douzaire (claque); (Couperin, Haendel, Bach).  
**Lucernaire**, 20 h : J. Anthony (violoncelle); G. Wolstein (piano).  
**La Table verte**, 22 h : J.-M. Bon (clarinette); (Chopin, Bach, Debussy).

### Jazz, pop, rock, folk

**CAVEAU DE LA HUCHETTE** (326-69-01), 21 h 30 : Saint-Guérauld et B. Vasseur Quintet.  
**MEMPHIS MELODY** (325-60-73), 22 h : Samy et Sion; à 0 h 30 : Michael Silva.  
**MONTANA** (548-93-08), 22 h : R. Utrero.  
**MUSCHALLLES** (261-96-20), 22 h : S. Lazarevitch, Ph. Mace, M. Benita, T. Rabreau.  
**NEW MORNING** (523-51-41), 21 h 30 : John Lurie and the Lounge Lizards; Bob Moses.  
**OLYMPIA** (742-25-49), 20 h 30 : Kid Crôle and the Cocoon.  
**PETIT JOURNAL** (326-38-99), 21 h 30 : High Society Jazz Band.  
**PETIT OPPORTUN** (236-01-36), 23 h : Eric Le Lann, O. Hultman, C. Alvin, A. Ceccarelli.

### SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : M. Saury.

**SUNSET** (261-46-60), 21 h : Quartet Aldo Romano, E. Barre, E. Daniel, D. Di Piazza (Jazz le 20).  
**TROIS MAILLETS** (354-00-79), 23 heures : Voices of America, Paul Cooper.

### En région parisienne

**FETES ET FORTS, BANLIEUE 89**, (671-07-75).  
**ROSNY**, Quartier de La Boissière, 22 h : Raticide.  
**SURESNES**, Fort, 20 h 30 : Chorus de l'Opéra de Paris.  
**FONTENAY-AUX-ROSES**, Travaillat (661-27-47), 22 h : Key Largo.

### Le Monde Informations Spectacles

281 26 20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et prix préférentiels avec la Carte Club

### Jeudi 18 juillet

### XXe Festival estival de Paris

(354-84-96)  
**ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS**, 21 h : Chœur méditerranéen (Kikoro).

### cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

### La Cinémathèque

**CHAILLOT (704-24-24)**  
Carte blanche à P. Vecchioli; 16 h : le Vertige de P. Schiller; 19 h : Tovaritch, de J. Derré; 21 h : Célébra japonaise contemporaine; 3 parties : Chikazaki, le baladiste aveugle, de K. Shindo.

### BEAUBOURG (278-35-57)

15 h : Westerns; The Young Land, de T. Toff; 17 h : Aventures; Tempête sous la mer, de R.-D. Webb; 19 h : La comédie sentimentale; She Married her Boss, de O. La Cava.

### Les exclusivités

**ADIEU BONAPARTE** (Franco-égyptien) : Clony Palace, 5 (354-07-70).  
**AMADEUS** (A. v.a.) : Vendôme, 5 (742-97-52); Lucernaire, 6 (544-57-34); George-V, 8 (562-41-46); Parisiens, 14 (320-30-19).  
**LES ANGES** (A. v.a.) : Forum Orient-Express, 15 (233-42-26); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); V.F. : Impérial Palace, 8 (742-72-52); Faubourg, 9 (331-56-86); Mistrail, 14 (589-52-43); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06); Pathé Clichy, 18 (522-46-07).  
**L'ARBE SOUS LA MER** (Fr.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).  
**L'AVENTURE DES ÉWOES** (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); Desfer, 14 (321-41-01); Grand Pavois, 15 (554-46-85).  
**BABY** (A. v.f.) : Napoléon, 17 (267-63-42).  
**LE BAISER DE LA FEMME ARAUCANÉE** (Bel.) : Claf Beaubourg, 3 (771-53-23).  
**LE BÈRE SCHITROUPEL** (Bel.) : Tempeliers, 3 (742-94-56); Grand Pavois, 15 (554-46-85); Boite à films, 17 (622-44-21).  
**HEROÏNE** (A. v.a.) : Forum, 15 (297-53-74); Haufferville, 6 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Parisiens, 14 (320-30-19); V.F. : Capit, 2 (508-11-60); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).  
**BRAZIL** (Bré., v.a.) : Parisiens, 14 (320-30-19).  
**CARMEN** (Saura) (v.a.) : Calypso, 17 (380-30-11).  
**CHOCOS MEZ** (A. v.f.) : Reflet Logos I, 9 (354-43-54); Olympic Extrême, 6 (544-43-14).  
**COCAINE** (A. v.f.) : Paris Cité, 10 (702-21-71).  
**LE CONSEIL** (A. v.a.) : Cioches, 6 (633-04-82).  
**CONTES CLANDESTINS** (Fr.), République, 11 (805-51-33).  
**CRAZY DAY** (A. v.a.) : Cioches, 6 (633-04-82).  
**COTTON CLUB** (A. v.f.) : Studio de la Coconnerie, 9 (233-78-37).  
**DAVID THOMAS ET LES AUTRES** (Fr.) : Forum Orient-Express, 15 (297-53-74); Claf Beaubourg, 3 (771-53-23).  
**DESIDERIO** (It., v.a.) : Saint-Germain Village, 5 (633-43-20); Mont-Carlo, 8 (225-09-83); Parisiens, 14 (320-30-19).  
**DESSERDIER** (A. v.a.) : Cioches, 6 (633-04-82); V.F. : Opéra Night, 2 (296-62-56).

### LES FILMS NOUVEAUX

**LE FEU SOUS LA PEAU**, film français de Gérard Kikoïne : Paramount Marivaux, 2 (296-30-40); Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43); Paramount City Triomphe, 9 (562-45-76); Mistrail, 14 (589-52-43); UGC Boulevard, 9 (574-94-94); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94).  
**SALE TEMPS POUR UN FLIC**, film américain d'Andrew Davis (v.a.) : Forum Arc-en-ciel, 15 (297-53-74); UGC Odéon, 6 (225-10-30); UGC Normandie, 8 (563-16-16); V.F. : Grand Rex, 2 (236-63-93); UGC Montparnasse, 14 (320-12-06); UGC Boulevard, 9 (574-94-94); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94).  
**SALE TEMPS POUR UN FLIC**, film américain d'Andrew Davis (v.a.) : Forum Arc-en-ciel, 15 (297-53-74); UGC Odéon, 6 (225-10-30); UGC Normandie, 8 (563-16-16); V.F. : Grand Rex, 2 (236-63-93); UGC Montparnasse, 14 (320-12-06); UGC Boulevard, 9 (574-94-94); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94).  
**STICK, LE JUSTICIER DE MIAMI**, film américain de Burt Reynolds (v.a.) : Forum Orient-Express, 15 (233-42-26); Quinette, 5 (633-79-38); V.F. : Rex, 2 (236-63-93); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94).  
**PUMPING IRON II : FUTUR SEXE**, film américain de George

**Le Monde Informations Spectacles**  
**281 26 20**  
Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles (de 11 h à 21 h sauf dimanches et jours fériés) Réservez et prix préférentiels avec la Carte Club

### Jeudi 18 juillet

### XXe Festival estival de Paris

(354-84-96)  
**ÉGLISE SAINT-GERMAIN-DES-PRÉS**, 21 h : Chœur méditerranéen (Kikoro).

### cinéma

Les films marqués (\*) sont interdits aux moins de treize ans, (\*\*) aux moins de dix-huit ans.

### La Cinémathèque

**CHAILLOT (704-24-24)**  
Carte blanche à P. Vecchioli; 16 h : le Vertige de P. Schiller; 19 h : Tovaritch, de J. Derré; 21 h : Célébra japonaise contemporaine; 3 parties : Chikazaki, le baladiste aveugle, de K. Shindo.

### BEAUBOURG (278-35-57)

15 h : Westerns; The Young Land, de T. Toff; 17 h : Aventures; Tempête sous la mer, de R.-D. Webb; 19 h : La comédie sentimentale; She Married her Boss, de O. La Cava.

### Les exclusivités

**ADIEU BONAPARTE** (Franco-égyptien) : Clony Palace, 5 (354-07-70).  
**AMADEUS** (A. v.a.) : Vendôme, 5 (742-97-52); Lucernaire, 6 (544-57-34); George-V, 8 (562-41-46); Parisiens, 14 (320-30-19).  
**LES ANGES** (A. v.a.) : Forum Orient-Express, 15 (233-42-26); Quinette, 5 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); V.F. : Impérial Palace, 8 (742-72-52); Faubourg, 9 (331-56-86); Mistrail, 14 (589-52-43); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06); Pathé Clichy, 18 (522-46-07).  
**L'ARBE SOUS LA MER** (Fr.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).  
**L'AVENTURE DES ÉWOES** (A. v.f.) : Saint-Ambroise, 11 (700-89-16); Desfer, 14 (321-41-01); Grand Pavois, 15 (554-46-85).  
**BABY** (A. v.f.) : Napoléon, 17 (267-63-42).  
**LE BAISER DE LA FEMME ARAUCANÉE** (Bel.) : Claf Beaubourg, 3 (771-53-23).  
**LE BÈRE SCHITROUPEL** (Bel.) : Tempeliers, 3 (742-94-56); Grand Pavois, 15 (554-46-85); Boite à films, 17 (622-44-21).  
**HEROÏNE** (A. v.a.) : Forum, 15 (297-53-74); Haufferville, 6 (633-79-38); Marignan, 8 (359-92-82); Parisiens, 14 (320-30-19); V.F. : Capit, 2 (508-11-60); Montparnasse Pathé, 14 (320-12-06).  
**BRAZIL** (Bré., v.a.) : Parisiens, 14 (320-30-19).  
**CARMEN** (Saura) (v.a.) : Calypso, 17 (380-30-11).  
**CHOCOS MEZ** (A. v.f.) : Reflet Logos I, 9 (354-43-54); Olympic Extrême, 6 (544-43-14).  
**COCAINE** (A. v.f.) : Paris Cité, 10 (702-21-71).  
**LE CONSEIL** (A. v.a.) : Cioches, 6 (633-04-82).  
**CONTES CLANDESTINS** (Fr.), République, 11 (805-51-33).  
**CRAZY DAY** (A. v.a.) : Cioches, 6 (633-04-82).  
**COTTON CLUB** (A. v.f.) : Studio de la Coconnerie, 9 (233-78-37).  
**DAVID THOMAS ET LES AUTRES** (Fr.) : Forum Orient-Express, 15 (297-53-74); Claf Beaubourg, 3 (771-53-23).  
**DESIDERIO** (It., v.a.) : Saint-Germain Village, 5 (633-43-20); Mont-Carlo, 8 (225-09-83); Parisiens, 14 (320-30-19).  
**DESSERDIER** (A. v.a.) : Cioches, 6 (633-04-82); V.F. : Opéra Night, 2 (296-62-56).

### LES FILMS NOUVEAUX

**LE FEU SOUS LA PEAU**, film français de Gérard Kikoïne : Paramount Marivaux, 2 (296-30-40); Saint-Lazare Pasquier, 8 (387-35-43); Paramount City Triomphe, 9 (562-45-76); Mistrail, 14 (589-52-43); UGC Boulevard, 9 (574-94-94); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94).  
**SALE TEMPS POUR UN FLIC**, film américain d'Andrew Davis (v.a.) : Forum Arc-en-ciel, 15 (297-53-74); UGC Odéon, 6 (225-10-30); UGC Normandie, 8 (563-16-16); V.F. : Grand Rex, 2 (236-63-93); UGC Montparnasse, 14 (320-12-06); UGC Boulevard, 9 (574-94-94); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94).  
**SALE TEMPS POUR UN FLIC**, film américain d'Andrew Davis (v.a.) : Forum Arc-en-ciel, 15 (297-53-74); UGC Odéon, 6 (225-10-30); UGC Normandie, 8 (563-16-16); V.F. : Grand Rex, 2 (236-63-93); UGC Montparnasse, 14 (320-12-06); UGC Boulevard, 9 (574-94-94); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94).  
**STICK, LE JUSTICIER DE MIAMI**, film américain de Burt Reynolds (v.a.) : Forum Orient-Express, 15 (233-42-26); Quinette, 5 (633-79-38); V.F. : Rex, 2 (236-63-93); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94).  
**PUMPING IRON II : FUTUR SEXE**, film américain de George

### LA CAGE AUX FOLLES (Fr.) : UGC

Rotonde, 9 (574-94-94); UGC Emillage, 9 (563-16-16); UGC Boulevard, 9 (574-94-94); UGC Gobelins, 13 (336-23-44).

### LA CROISÉE DES DESTINS (A. v.a.) :

Balzac, 8 (561-10-60).  
**DELIVRANCE** (A. v.a.) : Saint-Michel, 9 (326-79-17).  
**LA DIAGONALE DU ROU** (Fr.-It., v.a.) : Studio de la Harpe, 5 (634-25-52); Elysee-Lincoln, 8 (354-36-14).  
**DIEU ME SAVOINE** (Bost, v.a.) : Parthéon, 9 (354-15-04).  
**LE DERNIER TANGO A PARIS** (It., v.a.) : Saint-Ambroise (h.sp.), 11 (700-89-16).

### DESSOUZAL (Sov., v.a.) : Desfer,

14 (321-41-01); Saint-Lambert, 15 (523-91-68).  
**DUNE** (A. v.a.) : Grand Pavois, 15 (554-46-85).  
**EASY RIDER** (A. v.a.) : Tempeliers, 3 (272-94-56).  
**LES ENFANTS DU PARADIS** (Fr.) : Bataillon, 16 (288-64-44).  
**ET POUR QUELQUES DOLLARS DE PLUS** (A. v.a.) : UGC Danton, 6 (225-10-30).

### LES FAUCONS DE LA NUIT (A. v.a.) :

Forum Orient-Express, 15 (233-42-26); George-V, 8 (562-41-46); Parisiens, 14 (320-30-19); V.F. : Rex, 2 (236-63-93); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94).  
**LA FEMME ET LE PANTIN** (A. v.a.) : Action Christiane, 9 (742-56-31); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94).  
**LA FEMME NOIRE** (A. v.a.) : Action Christiane, 9 (742-56-31); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94).  
**LA FIEVRE DANS LE SANG** (A. v.a.) : Rameau, 16 (288-64-44).  
**LA FILLE DE RYAN** (A. v.a.) : Rameau, 16 (288-64-44).  
**LE FLINGEUR** (A. v.a.) : Parisiens, 14 (320-30-19); V.F. : Rex, 2 (236-63-93); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94).  
**LA FEMME ET LE PANTIN** (A. v.a.) : Action Christiane, 9 (742-56-31); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94).  
**LA FEMME NOIRE** (A. v.a.) : Action Christiane, 9 (742-56-31); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94).  
**LA FIEVRE DANS LE SANG** (A. v.a.) : Rameau, 16 (288-64-44).  
**LA FILLE DE RYAN** (A. v.a.) : Rameau, 16 (288-64-44).  
**LE FLINGEUR** (A. v.a.) : Parisiens, 14 (320-30-19); V.F. : Rex, 2 (236-63-93); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94).  
**LA FEMME ET LE PANTIN** (A. v.a.) : Action Christiane, 9 (742-56-31); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94).  
**LA FEMME NOIRE** (A. v.a.) : Action Christiane, 9 (742-56-31); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94).  
**LA FIEVRE DANS LE SANG** (A. v.a.) : Rameau, 16 (288-64-44).  
**LA FILLE DE RYAN** (A. v.a.) : Rameau, 16 (288-64-44).  
**LE FLINGEUR** (A. v.a.) : Parisiens, 14 (320-30-19); V.F. : Rex, 2 (236-63-93); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94).  
**LA FEMME ET LE PANTIN** (A. v.a.) : Action Christiane, 9 (742-56-31); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94).  
**LA FEMME NOIRE** (A. v.a.) : Action Christiane, 9 (742-56-31); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94).  
**LA FIEVRE DANS LE SANG** (A. v.a.) : Rameau, 16 (288-64-44).  
**LA FILLE DE RYAN** (A. v.a.) : Rameau, 16 (288-64-44).  
**LE FLINGEUR** (A. v.a.) : Parisiens, 14 (320-30-19); V.F. : Rex, 2 (236-63-93); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44); UGC Convention, 15 (574-94-94).  
**LA FEMME ET LE PANTIN** (A. v.a.) : Action Christiane, 9 (742-56-31); UGC Normandie, 8 (563-16-16); UGC Gare de Lyon, 12 (343-01-59); UGC Gobelins, 13 (336-23-44);







# économie

## REPÈRES

### Paiements extérieurs : excédent français au deuxième trimestre.

La balance des paiements courants de la France a été excédentaire de 10,8 milliards de francs au deuxième trimestre. Ce bon résultat compense en partie l'important déficit du premier trimestre (- 17,7 milliards de francs). Il traduit une nette amélioration par rapport au deuxième trimestre de 1984, période au cours de laquelle l'excédent n'avait été que de 2,8 milliards de francs.

Les résultats du second trimestre sont provisoires et non désaffectés. Ils sont de plus trop globaux pour permettre de savoir l'origine de l'amélioration enregistrée si l'on met à part la forte réduction du déficit du commerce extérieur (- 4,9 milliards de francs après - 21,5 milliards de francs au premier trimestre). Les chiffres officiels montrent seulement une nette progression du solde positif des services (+ 11,3 milliards de francs après + 2,3 milliards de francs au premier trimestre et + 7,2 milliards de francs au deuxième trimestre de 1984) probablement dû au progrès du tourisme et peut-être des grands contrats.

La balance des paiements courants avait été équilibrée en 1984 (+ 900 millions de francs), malgré une balance commerciale déficitaire de 20 milliards de francs (ou 24 milliards selon des chiffres révisés). Elle pourrait être légèrement excédentaire cette année, le déficit de la balance commerciale devant être inférieur à 20 milliards de francs du fait de la baisse du dollar.

### Pétrole : l'Egypte réduit ses prix

Après le Mexique, l'Egypte, autre important producteur de brut, non membre de l'OPEP, a annoncé, mercredi 17 juillet à ses clients, une baisse significative des prix de tous ses pétroles. Les qualités légères, « Suez » diminuent de 1,50 dollar par baril (de 26,75 à 25,25 dollars par baril), les qualités moyennes (Belaim) de 1,75 dollar, et les extra-lourds de 2 dollars (de 25 à 23 dollars par baril). L'Egypte, qui produit 45,2 millions de tonnes par an, au troisième rang des producteurs africains, derrière la Nigéria et la Libye, mais devant l'Algérie, a, depuis le mois de janvier, repris sa liberté de manœuvre, après s'être rapproché de l'OPEP pendant plusieurs mois. Cette nouvelle baisse de prix va encore aggraver le décalage entre les tarifs officiels de l'OPEP et les prix réellement pratiqués dans les transactions.

### Taux d'épargne : la baisse se poursuit

Le taux d'épargne des Français a encore fléchi au premier trimestre 1985, tombant, selon l'INSEE, à 12,1 % du revenu disponible, contre 13,7 % pour l'année 1984 et 14,8 % en 1983. Ce taux est le plus bas depuis dix ans. Ce fléchissement est imputé à la baisse du pouvoir d'achat des ménages, qui les oblige à tirer sur leur épargne, ou à moins épargner, pour maintenir leur niveau de vie. Il reflète également le marasme de l'immobilier, dans la mesure où le recours au crédit pour financer l'achat d'un logement conduit à une épargne forcée (pour assurer les remboursements). L'épargne financière, en revanche, ne fléchit guère, mais sa structure change. Ainsi, les retraits sur les livrets A et B dans les Caisses d'épargne de l'Ecoulel ont emporté de 3 milliards de francs sur les dépôts en juin, ce qui porte à 18 milliards de francs les retraits nets du premier semestre 1985. En revanche, le réseau de l'Ecoulel sur la même période a collecté plus de 10 milliards de francs sur les SICAV et Fonds communs de placements, bons d'épargne et épargne-logement.

## SOCIAL

### LA RÉFORME DE L'UNEDIC

## Le texte du protocole d'accord

Le protocole d'accord signé au petit matin ce jeudi 18 juillet, par le CNPF, la CGPME, la CFDT, la CFTC, la CGC et FO (après douze heures de réunion marquée par de nombreuses suspensions) comporte sept articles. Dans un court préambule, « les partenaires sociaux confirment leur attachement au système conventionnel d'assurance-chômage à gestion paritaire qu'ils ont décidé de sauvegarder en dépit des difficultés financières dues à la détérioration de la situation de l'emploi ». Deux avenants sont joints au protocole.

● L'article 1 comporte l'engagement des signataires à examiner « toutes les économies possibles » dans le fonctionnement de l'UNEDIC. « la possibilité de réajustement de la dette », ces mesures « étant de nature à contribuer à la sauvegarde et à la qualité du système ». A cet engagement minimum, que le CNPF attendait des syndicats, s'est ajouté la résolution d'examiner « en tant que de besoin, un ajustement de la contribution ».

● L'article 2 prend acte de la nécessité de préparer la négociation d'une nouvelle convention « en compte l'adaptation du système actuel d'assurance-chômage aux perspectives de la situation de l'emploi ».

● L'article 3 précise les conditions d'un éventuel « ajustement de la contribution ». Les signataires « conviennent que, dans cette hypothèse et dans le cadre de la convention en vigueur, la répartition de la cotisation chômage ajustée (4 % au 1<sup>er</sup> avril 1984) serait de deux tiers pour les entreprises et d'un tiers pour les salariés. La perspective d'ajustement progressif (la part de la répartition de la contribution sera examinée à l'occasion de la négociation de la nouvelle convention ». Depuis le 1<sup>er</sup> avril 1984, la cotisation UNEDIC est de 6 % du salaire brut plafonné, soit 4,08 % à la charge de l'employeur (68 %) et 1,92 % à la charge du salarié (32 %). En 1988, lors de la création de l'UNEDIC, la répartition était de 80 % pour les employeurs et de 20 % pour les salariés. Sur les 6 %, 2 points sont destinés à la structure financière chargée de la garantie de ressources et 4 points à l'assurance-chômage. Sur ces quatre derniers points, la répartition est de 1,12 % pour les salariés (28 %) et de 2,88 % pour les employeurs (72 %). C'est sur ces 4 % chômage que portera la nouvelle répartition 2/3 - 1/3 d'ici au 31 mars.

● L'article 4 concerne l'abrogation des indemnités de formation pour les chômeurs ayant déposé un plan avant le 1<sup>er</sup> avril 1984. Toutefois, un avenant précise que « les travailleurs privés d'emploi admis au bénéfice de l'indemnité de formation avant le 1<sup>er</sup> août 1985, continueront à percevoir les indemnités de formation dans le cadre de l'accord abrogé jusqu'au terme du cycle de formation envisagé, que celui-ci comporte une ou plusieurs sessions ».

● L'article 5 renvoie à un second avenant, qui prévoit une imputation partielle - « à hauteur de la moitié de la durée de la formation suivie » - des durées de formation rémunérées (supérieures à trois cents heures) sur les droits des chômeurs à indemnisation. L'avenant s'applique aux salariés dont la fin du contrat de travail intervient à compter du 1<sup>er</sup> août 1985.

### Le groupe Valeo transfère à Issoire ses fabrications d'Issy-les-Moulineaux

La fabrique d'essuie-glaces, SEV-Marchal (groupe Valeo), installée à Issy-les-Moulineaux (Hauts-de-Seine), ferme ses portes dans le courant de 1986. La production sera transférée à Issoire (Puy-de-Dôme). La direction a confirmé cette nouvelle, mercredi 17 juillet, au cours du comité central d'entreprise. Sur les 962 personnes employées sur ce site de la région parisienne, 300 seraient mises en préretraite ou auraient la faculté de choisir un retour au pays. Près de trois cents autres se verraient proposer un reclassement dans des unités régionales du groupe Valeo, notamment à Issoire, et 88 seraient purement et simplement licenciés.

Enfin, les 300 salariés de l'informatic et des bureaux d'étude iraient à Boulogne-Billancourt.

En décidant cette fermeture, la direction de Valeo fait d'une pierre deux coups. Elle élimine une unité jugée obsolète et recrée, comme l'avait promis le président de Valeo, M. André Boisson, près de 400 emplois dans la région Auvergne, où la reconstruction de la division « machines tournantes » (alternateurs, démarreurs) (*le Monde* du 6 avril) avait entraîné la disparition de 1800 postes de travail, dont 1200 dans la seule ville d'Issoire, où l'usine de démarreurs et de projecteurs de fin de droit (AFD). Son montant est porté de 43 F à 63 F (soit 600 F de plus par mois) à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1985 et jusqu'au 31 mars 1986. Le CNPF avait d'abord proposé 60 F au

1<sup>er</sup> octobre, ce qu'avaient refusé les syndicats. Le patronat a rejeté un alignement de l'AFD sur l'allocation de solidarité spécifique (ASE) versée par l'Etat, dont le montant est de 64,50 F par jour depuis le 1<sup>er</sup> juillet pour marquer l'autonomie du régime. Il a également mis en avant le fait que l'ASE n'est accordée que sous conditions de ressources, de durée d'activité et d'ancienneté alors que ce n'est pas le cas pour l'AFD. En conséquence, le taux de la cotisation salariale est porté à 2,12 % au 1<sup>er</sup> juillet, soit une majoration de 0,2 %.

La notion d'« à valoir » pour ce 0,2 % a été abandonnée mais il sera pris en compte pour aller vers une répartition globale deux tiers au tiers lors de l'augmentation générale de la cotisation. Si, par exemple, la cotisation de 4 % était relevée de 0,6 % au 1<sup>er</sup> octobre, elle inclurait les 0,2 % du 1<sup>er</sup> juillet pour les salariés qui se verraient imposer de surcroît une nouvelle majoration de 0,2 %. L'augmentation pour les employeurs serait de 0,2 %. Ainsi, sur 4,6 % la nouvelle répartition serait de 1,52 % pour les salariés (33,04 %) et 3,08 % pour les employeurs (66,96 %). Simple hypothèse...

### Accord sur l'assurance-chômage

(Suite de la première page.)

Sur certains aspects importants, il va même au-delà des espérances des uns et des autres après des discussions qui ont semblé à plusieurs reprises être sur le point de capoter.

● Accord équilibré - pour le CNPF, « pas en avant important » pour la CFDT, résultat positif pour la CGC et FO, le texte est porteur de changements importants à court et moyen terme. Les syndicats ont obtenu une concession majeure du CNPF : l'organisation patronale a admis « en tant que de besoin » une nouvelle majoration de la cotisation des entreprises, sans doute pour le 1<sup>er</sup> octobre, après l'avoir fermement refusé. Mais, a précisé M. Brunet pour la CGPME, il ne peut s'agir que d'un « sacrifice provisoire » intervenant qu'après de nouvelles économies et si possible un réajustement de la dette de l'UNEDIC.

● Economies ? Cela ne représentera pas des sommes importantes, a assuré M. Fauché (FO), les syndicats ayant tout réaffirmé au passage qu'ils ne pourraient admettre des réductions de prestations.

Mais le patronat peut lui aussi tirer un bilan très positif de cet accord. Alors que la question n'était pas à l'ordre du jour, il a obtenu un engagement sur une modification de la répartition de la charge de la cotisation entre salariés et employeurs. M. Mandin, qui n'était pourtant pas formellement mandaté par la CGC pour cela, a suggéré d'arriver

progressivement à une véritable parité 50/50.

A cette parité, que la CFDT et la CFTC ne considéraient que comme une hypothèse à examiner, la CGT a fait connaître, sous opposition, j'ajoute inacceptable que « les salariés portent autant de responsabilités que les entreprises dans la dégradation de l'emploi ».

C'est pourtant la perspective qui est désormais tracée. D'ici au 31 mars 1986 - date d'expiration de l'actuelle convention - la répartition de la cotisation chômage devra être de 2/3 - 1/3. Pour la future convention, il s'agira bien d'attendre « progressivement » la parité. M. Mandin a présenté cette évolution comme un moyen de rendre les salariés plus solidaires encore et d'enlever un argument aux entreprises sur leurs charges. Ainsi pourraient-elles devenir plus compétitives. Sans doute.

Mais le point capital est que pour la future convention, le patronat a d'ores et déjà l'assurance d'une diminution progressive de la charge des entreprises. D'un côté, les salariés paieront plus. De l'autre, l'Etat sera invité à accroître sa contribution à l'indemnisation du chômage. Pour le patronat, mais aussi pour FO, il est clair qu'une partie des chômeurs actuellement indemnisés par l'UNEDIC, devront être transférés au régime de solidarité de l'Etat. Un nouveau changement fondamental pour l'UNEDIC, et de nouvelles frictions en perspective.

MICHEL NOBLECOURT.

### L'Etat, le Nord-Pas-de-Calais et la SNCF à la rescousse de NORMED

La SNCF, l'Etat et la région Nord-Pas-de-Calais ont décidé de venir à la rescousse de Dunkerque, touché par les suppressions d'emplois aux Chantiers du Nord et de la Méditerranée (NORMED). La première en commandant un train-ferry qui assurera de travail au chantier dunkerquois jusqu'à fin 1986. Le deuxième et la troisième en participant largement au financement de cette commande et en prenant diverses mesures pour créer des emplois. SODINOR, la société de conversion d'USINOR, recevra, en 1985, 35 millions de francs dans ce but. L'Etat consacrer 12 millions pour améliorer les équipements portuaires de Dunkerque et financer 60 % des infrastructures liées à l'aménagement de deux quais, soit une subvention de 23 millions de francs.

De notre correspondante

Dunkerque. — Après l'annonce, mardi 16 juillet, de sept cents suppressions d'emplois (*le Monde* des 17 et 18 juillet 1985), selon la formule des cougés de conversion, aux établissements dunkerquois des Chantiers du Nord et de la Méditerranée (NORMED), la colère des salariés ne s'est pas fait attendre à Dunkerque, site le plus touché par la restructuration de la construction navale. Durant une grande partie de la journée du 17 juillet, des affrontements ont opposé ouvriers de NORMED et forces de l'ordre dans le quartier de la sous-préfecture, faisant plusieurs blessés de part et d'autre.

La commande annoncée ce mercredi par la SNCF aux chantiers dunkerquois d'un train-ferry pour assurer la liaison Dunkerque-Douvres ne réussit pas à « faire accepter les suppressions d'emplois aux salariés, qui estiment qu'avec mille six cents personnes (effectif prévu pour fin 1986), le site de Dunkerque ne sera plus viable ».

Cette commande, qui sera officialisée au mois de septembre, a été rendue possible grâce au soutien de l'Etat, qui, outre les subventions d'exploitations accordées à la construction navale, accordera à la SNCF une aide à l'investissement de 30 millions de francs. De son côté, la région fera à la SNCF une avance remboursable sans intérêt, de 210 millions pendant les vingt mois que durera la construction du navire, ce qui équivaut à une aide de 37,5 millions de francs.

La venue, ce jeudi 18 juillet, de M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération CGT de la métallurgie, qui doit tenir un meeting à l'entrée du chantier à midi, et le lancement prévu, ce vendredi 19, du premier des deux transporteurs de produits chimiques commandés avec anticipation par le gouvernement - des navires qui doivent être achetés par l'armement Marphocéan - seront l'occasion pour les salariés de réaffirmer le savoir-faire de Dunkerque. En attendant, les cadres de l'entreprise ont refusé de dresser la liste des 700 cougés de conversion.

SILVIE BONZE.

### Procédure de licenciement contre le responsable du PCF à Renault-Billancourt

La Régie Renault a décidé de rompre le contrat de travail de M. Daniel Lacroix, premier secrétaire de la section communiste de Renault-Billancourt, qui a été convoqué, le 17 juillet, pour un entretien préalable à son licenciement. M. Lacroix, qui a bénéficié depuis 1981 d'un congé sans solde renouvelé chaque année, s'est vu refuser sa reconduction alors que son congé arrive à échéance à la fin du mois de juillet. Le responsable communiste a indiqué que la Régie ne lui avait pas communiqué les motifs de son licenciement et a refusé de le recevoir.

D'autre part, des débrayages ont été organisés le 17 juillet aux usines Renault du Mans et de Cléon pour

### Le groupe Valeo transfère à Issoire ses fabrications d'Issy-les-Moulineaux

l'usine de démarreurs et de projecteurs de fin de droit (AFD). Son montant est porté de 43 F à 63 F (soit 600 F de plus par mois) à compter du 1<sup>er</sup> juillet 1985 et jusqu'au 31 mars 1986. Le CNPF avait d'abord proposé 60 F au



Fondée en 1831 - Direction Centrale à Trieste (Italie)

### Compte-rendu 1984

| (en millions de dollars U.S.)                                    | 1984      | 1983      |
|--|-----------|-----------|
| Primes brutes  | 1.380.316 | 1.177.533 |
| Primes nettes  | 1.202.213 | 1.046.637 |
| Primes nettes  | 1.160.103 | 972.916   |
| Revenus nets des placements                                      | 270.986   | 212.251   |
| Intérêts techniques servis à la Branche Vie                      | -125.884  | -96.509   |
| Résultat de la gestion technique                                 | -56.611   | -74.744   |
| Profits et charges divers  | -8.735    | 6.863     |
| Résultat des activités ordinaires                                | 79.756    | 47.861    |
| Profits sur cessions de titres et d'immeubles                    | 16.969    | 31.857    |
| Moins-values sur dépréciation de titres                          | -11.048   | -4.692    |
| Affectation à la réserve pour plus-values réalisées à réinvestir | -5.691    | -17.764   |
| Impôts   | -20.476   | -24.659   |
| Résultat des autres produits et charges                          | -20.246   | -15.258   |
| Bénéfice de l'exercice   | 39.510    | 32.603    |
| Par action (dollars)   |           |           |
| Bénéfice (A)   | 0,476     | 0,261     |
| Dividende (B)  | 0,258     | 0,168     |
| B/A (pour cent)  | 54        | 64        |

On a converti tous les chiffres ci-dessus au change Lire/Dollar de 1985,87.

- Le total des primes émises en 1984 s'élève à 1.380,3 millions de dollars, dont 388,3 millions pour la Branche Vie et 992 millions pour les Branches Dommagés.
- Le total des placements est de 3.057,4 millions de dollars soit une augmentation de 18,1 %.
- Les revenus nets des placements ont atteint 271 millions de dollars soit une augmentation de 27,7 %; le taux moyen de rendement s'est élevé à 9,6 %. Les profits réalisés ont atteint 11,3 millions sur les ventes de titres, 5,7 millions sur la vente d'immeubles.
- Le bénéfice de l'exercice est de 39,5 millions de dollars, soit une augmentation de 22,5 % par rapport à l'exercice précédent dont 40,7 millions de dollars en provenance de la Branche Vie et 18,8 millions de dollars en provenance des Branches Dommagés.
- 21,4 millions de dollars, prélevés du bénéfice, ont été affectés à la «réserve spéciale pour l'achat éventuel d'actions propres».
- Lors de l'établissement du bilan 38,9 millions de dollars ont été affectés aux réserves spéciales. Cette somme est ainsi ventilée: 18,5 millions en provenance de réévaluation, 14,7 millions en provenance des ajustements des changes, 5,7 millions en provenance de profits sur la vente d'immeubles.
- Le patrimoine net, y compris le bénéfice de l'exercice, a atteint 554,6 millions de dollars soit une augmentation de 72 millions par rapport à l'exercice précédent.
- Le dividende par action est de 0,258 dollars avec une hausse de 53,8 % sur 1983.

## AGRICULTURE

### Commission de l'élargissement

La Commission de l'élargissement de la CEE a adopté, jeudi 18 juillet, une série de conclusions relatives à l'adhésion de la Grèce à la Communauté. Elle a notamment souligné les progrès réalisés par le gouvernement grec dans la mise en œuvre des réformes structurelles et sociales nécessaires à l'adhésion. La Commission a également exprimé ses réserves sur certains aspects de la situation économique et sociale de la Grèce, et a demandé que le gouvernement grec continue à travailler à leur amélioration. Les conclusions de la Commission seront présentées au Conseil des Ministres de la CEE lors de sa prochaine session.

### Entreprises

#### Le record pour l'acier

Un nouveau record a été établi par l'acier français en 1984. Les ventes de l'acier français ont atteint 10,8 millions de tonnes, contre 10,2 millions en 1983. Ce résultat est dû à une augmentation de la production et à une amélioration des ventes à l'exportation. L'acier français a également bénéficié d'une augmentation de la demande intérieure, notamment dans le secteur de la construction et de l'équipement industriel.

### NORMED

#### Le record pour l'acier

Un nouveau record a été établi par l'acier français en 1984. Les ventes de l'acier français ont atteint 10,8 millions de tonnes, contre 10,2 millions en 1983. Ce résultat est dû à une augmentation de la production et à une amélioration des ventes à l'exportation. L'acier français a également bénéficié d'une augmentation de la demande intérieure, notamment dans le secteur de la construction et de l'équipement industriel.

### INVESTISSEMENT

#### DANS LE TERTIAIRE

Le secteur tertiaire a connu une forte croissance en 1984. Les investissements dans le tertiaire ont atteint 1,2 milliard de francs, contre 1,1 milliard en 1983. Cette croissance est due à une augmentation des investissements dans le secteur des services et de l'équipement. Le secteur tertiaire a également bénéficié d'une augmentation de la demande intérieure, notamment dans le secteur de la construction et de l'équipement industriel.

### INVESTISSEMENT

#### DANS LE TERTIAIRE

Le secteur tertiaire a connu une forte croissance en 1984. Les investissements dans le tertiaire ont atteint 1,2 milliard de francs, contre 1,1 milliard en 1983. Cette croissance est due à une augmentation des investissements dans le secteur des services et de l'équipement. Le secteur tertiaire a également bénéficié d'une augmentation de la demande intérieure, notamment dans le secteur de la construction et de l'équipement industriel.

سكوا من الأصل



# AGRICULTURE

## La Commission européenne veut atténuer les effets de l'élargissement sur les pays méditerranéens

Bruxelles (Communautés européennes). - Les pays méditerranéens associés à la CEE (1) doivent bénéficier, pendant dix ans au moins, des mêmes conditions d'accès au marché des Dix que l'Espagne pour leurs exportations de produits agricoles. Tel est le sens de la proposition que la Commission européenne a transmise le mercredi 17 juillet aux gouvernements membres afin d'atténuer pour ces nations du tiers-monde les effets de l'élargissement, au 1<sup>er</sup> janvier prochain, de la Communauté à la péninsule ibérique. Compte tenu de la proximité des adhésions espagnole et portugaise, Bruxelles invite les Dix à engager, dès l'automne prochain, des négociations avec les Etats concernés.

« En raison de l'enracinement social considérable que recouvre la production agricole dans la plupart des pays méditerranéens, le risque de déstabilisation politique est grand si la Communauté n'est pas en mesure de maintenir les couverts d'échanges traditionnels », a déclaré M. Claude Cheysson, le commissaire chargé du dossier, en présentant son projet. L'ancien ministre français des relations extérieures, a ajouté qu'il était temps d'apaiser les soupçons nés sur la rive sud de la Méditerranée à propos de la volonté de la CEE de laisser se détériorer les relations commerciales avec les pays associés.

Afin de maintenir le volume des exportations pour les principaux produits (agrumes, tomates, vin, huile d'olive) vendus notamment par les pays du Maghreb et Israël, la Commission propose d'améliorer les préférences commerciales figurant actuellement dans les accords de coopération au même rythme que l'ouverture du marché des Dix aux produits espagnols pendant la

### De notre correspondant

période transitoire qui s'achèvera au 31 décembre 1995. Il s'agit de créer les conditions d'accès à la CEE (niveau des droits de douane, prix minimum à l'importation comparable à celui applicable à l'Espagne, etc.) de sorte que les exportateurs marocains ou tunisiens soient traités de la même manière que leurs concurrents espagnols.

Selon M. Cheysson, les mécanismes de la politique agricole commune sont « suffisamment efficaces » pour établir des règles de jeu équitables. Conscient que son projet peut soulever de vives critiques, la Commission prend soin d'indiquer que ces concessions devront être limitées à des quantités calculées à partir des réalisations effectuées au cours des cinq dernières années. M. Cheysson a ainsi souligné que « l'objectif n'est pas de développer les exportations, mais de les maintenir ».

Sera-ce suffisant pour apaiser les craintes de pays comme l'Italie, la Grèce, la France, et surtout de l'Espagne - malgré les assurances

que M. Cheysson aurait obtenues récemment à Madrid - qui verrait ainsi son adhésion liée étroitement au sort d'exportations de pays tiers ? Sans compter les Etats-Unis, qui ont déposé une plainte au GATT (accord général sur le commerce et les tarifs douaniers) parce qu'ils considèrent déjà être l'objet d'une discrimination à cause des concessions accordées dans le secteur des agrumes aux pays méditerranéens.

D'un autre côté, l'Europe ne peut ignorer, indépendamment de liens historiques ou d'intérêts stratégiques, que les nations concernées absorbent 10 % de ses exportations, soit la moitié des ventes aux Etats-Unis et le triple de celles dirigées vers le Japon. En outre, c'est sur le marché sud-méditerranéen que la Communauté dégage le plus fort excédent commercial (8 milliards d'ECU, soit 56 milliards de francs en 1984).

MARCEL SCOTTO.

(1) Algérie, Maroc, Tunisie, Egypte, Israël, Jordanie, Liban, Syrie, Chypre, Malte, Yougoslavie.

# MONNAIES

## L'afflux de capitaux oblige la Banque de France à réduire ses taux

(Suite de la première page.)

Ce phénomène a été mal perçu, on le sait, par la plupart des experts, à commencer par le célèbre Milton Friedman, prix Nobel d'économie, qui prédisait 10 % d'inflation aux Etats-Unis pour 1984 et davantage en 1985. Il a permis à la FED de « ne pas prendre une action rapide et forte pour réduire la récente poussée de la masse monétaire ».

Mais M. Volcker réitère, inlassablement, les avertissements qu'il prodigue depuis des mois aux pouvoirs politiques, selon lesquels « l'économie américaine est en butte à d'importants déséquilibres qui ne peuvent être supportés indéfiniment ni corrigés par la seule politique monétaire ». Il faisait allusion au déficit budgétaire, qui s'ajoute de réduire de préférence par des impôts sur la consommation (le pétrole, par exemple).

Quant au déficit commercial (plus de 150 milliards de dollars par an), jugé par lui intolérable, il estime qu'en dépit de la baisse « coupée » du dollar, les perspectives d'arrêter la détérioration de la balance des échanges extérieurs et, à plus forte raison, de renverser la tendance actuelle, demeurent « incertaines ». Il relève que le taux de change de la devise américaine est encore supérieure de 60 % à ses niveaux des années 1979 et 1980, très « déprimés ». M. Volcker appelle donc les autres pays industrialisés à prendre le relais de la croissance américaine.

La réponse ne sera pas obligatoirement favorable, dans la mesure où ces autres pays sont avant tout désireux de contenir l'inflation. Dans l'immédiat, toutefois, la chute du dollar suscite de nouvelles réactions des banques centrales submergées sous une avalanche de « billets verts ». La Banque de France doit acheter des centaines de millions de dollars tous les jours, et se trouve contrainte d'abaisser les taux d'intérêt en France, ce qui ne peut que combler d'aise M. Bérégovoy. Dans ces conditions, les banques se verront forcées, elles aussi, de réduire leur taux de base, et cela, de plus d'un quart de point.

FRANÇOIS RENARD.

# FAITS ET CHIFFRES

● Production industrielle : calme presque plat. - L'indice mensuel de la production industrielle hors bâtiment et travaux publics s'est inscrit après correction des variations saisonnières à 133 en mai contre 131 en avril sur la base 100 en 1970, progressant de 1,5 % en un mois. Par rapport à mai 1984 (indice 133) la stagnation est totale. Calculé en moyennes mobiles sur trois mois, l'indice a évolué de la façon suivante depuis l'automne dernier : 129 en novembre-décembre-janvier puis encore en décembre-janvier-février, 131 en janvier-février-mars, 132 en février-mars-avril, 133 en mars-avril-mai. On peut donc déceler une très légère croissance de la production industrielle depuis six mois.

### GRANDE-BRETAGNE

● Hausse de la production industrielle en mai. - La production industrielle britannique a augmenté de 1 % en mai, selon les chiffres provisoires. Cette hausse est deux fois plus forte que prévu par la plupart des analystes. Elle est cependant due entièrement au secteur de l'énergie, car la production manufacturière a reculé de 0,2 % au cours du mois de mai. - (AFP.)

# ENTREPRISES

## Perte record pour Bankamerica

Bankamerica affiche une perte record de 338 millions de dollars au deuxième trimestre (plus de 3 milliards de francs). Cette perte est la plus élevée enregistrée par une banque américaine, après celle de Continental Illinois (qui a fait faillite avant d'être sauvée par le gouvernement). Société holding qui contrôle la Bank of America, deuxième banque américaine et première sur la côte Ouest (San Francisco), Bankamerica explique ce déficit par une nouvelle provision de 527 millions de dollars pour créances douteuses sur les secteurs de l'agriculture, des transports maritimes, de l'immobilier commercial et de l'énergie.

Au total, les provisions de Bankamerica représentent 1,81 % du total des prêts en cours, contre 1,20 % il y a un an. M. Armacost, son président, affirme que toutes les mesures de consolidation des fonds propres ont été prises pour faire face à la situation.

### Négociations de Siemens avec GTE dans les télécommunications

Le groupe allemand Siemens et américain GTE négocient la mise en place de coopérations dans les domaines des télécommunications. Siemens obtiendrait une entrée sur le marché américain et GTE en échange aurait accès aux technologies allemandes, en particulier dans les bureaux. GTE, avec un chiffre d'affaires de 14,5 milliards de dollars, contrôle 8 % à 8 % du marché du téléphone américain et fabrique ses propres équipements. Mais, tout comme Siemens, le groupe doit faire face à un avenir incertain dans les contrats publics. L'accord consisterait donc les deux sociétés et modifieraient les cartes mondiales dans cette industrie. GTE ayant des liens avec l'italien Italtel, le groupe américain se trouverait associé à l'accord des quatre européens Siemens, Italtel, Plessey et Le français CGE, lequel

avait négocié avec GTE un accord du même type que Siemens mais sans y parvenir.

### Spie-Batignolles se diversifie dans le bâtiment de loisirs

Le groupe de bâtiment et de travaux publics Spie-Batignolles vient de prendre en location-gérance la société Fechoz, première entreprise française d'équipements et de machinerie de scène. Occupant soixante-dix salariés, Fechoz avait déposé son bilan en 1984. Cette société a réalisé des équipements du Palais omnisports de Paris-Bercy, du Palais des festivals à Cannes et a participé à la rénovation de la Comédie-Française. Elle exporte aussi des salles de spectacles, cliés en main. Selon la direction de Spie-Batignolles, cette reprise correspond à une volonté de groupe de développer un pôle « culture et loisirs » dans son activité bâtiment.

## INVESTIR DANS LE TEMPS DE TRAVAIL

3<sup>e</sup> guide sur le temps de travail réalisé par l'Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail.

Prix : 100 F TTC Franco de port.

● rédaction  
● aménagement  
● organisation

TE Editions de l'ANACT

7, Bd Romain-Rolland, 92188 MONTBOUGE CEDEX. Tél. : (1) 687-13-30.

# ANNONCES CLASSEES

## OFFRES D'EMPLOIS

Association rech. RESPONSA-BLES séjours linguistiques Angleterre août, anglais courant exigé. Tél. : 500-13-41.

SV4 SECTEUR PETROLIER rech. pour techniciens forages G.U.T. et S.T.S. électronique, électroscopie et mesures physiques, anglais exigé, diplôme obligatoire militaire. Envoyer C.V. et photo à SIPEP, 101, M. 3, rue de Choiseul, 75002 Paris, ou transmettre.

GROUPE INTERNATIONAL spécialisé dans la fabrication et le négoce de produits industriels à base d'élastomères et de matières plastiques recherche

CHEF DE PRODUIT département attaché (banque nord-est) Le candidat retenu devra pouvoir justifier d'une expérience commerciale au sein de la banque ou d'une expérience de gestion de portefeuille. La connaissance de l'anglais est un atout qui sera pris en considération.

Ecr. avec CV, photo et prêt. à : S.P.F. service du personnel 12, rue de la République, 93500 La Courneuve

BANQUE DE LA CITE 12, avenue Maitland Paris 8<sup>e</sup> recherche :

ADJOINT AU RESPONSABLE SERVICE ETRANGER CLASSE III A V expér. confirmée des opér. internationales, anglais courant. Tél. p.r.o.v. : 225-42-93

Agence spécialisée en voyages de stimulation, relations publiques, promotion, séminaires et congrès, recherche jeune collaborateur (H ou F) pour assurer prospection et développement clientèle, concurrence et réalisation de voyages. Sont appréciés une bonne connaissance de l'univers de la communication et du marketing. Envoyer CV photo à :

AIRCOM 93, rue de Montauville 75008 PARIS

REGIE-PRESSE PARIS recherche TECHNICIEN (NE) TEXTEUR pour quotidien régional grande diffusion expérience professionnelle Tél. pour rendez-vous

REGIE-PRESSE 7, rue de Montauville 75008 PARIS COEX 07 555-91-71, poste 4077.

ORGANISATION PROFESSIONNELLE NATIONALE Secteur Agro-Alimentaire Paris-18 recherche

RESPONSABLE DU SECRETARIAT COMPTABILITE-GESTION Tenue des livres et documents, factures, déclarations sociales et fiscales, mouvements bancaires, préparation et entrée des données sur informatique en vue des comptes et bilans.

Relations directes avec le Directeur - Formation IUT GESTION-COMPTABILITE ou équivalent - Age minimum 25 ans - Souhait de 2 ans d'expér. - Pratique de l'informatique.

Adressez C.V. complet, ad. n° 79-452 PUBLICITE ROGER BLEY 101, rue de Choiseul 75002 Paris, ou transmettre.

MAISON D'EDITION DE PRESSE recherche

REDACTEURS PIGISTES ET PHOTOGRAPHES passionnés par la nature et les sciences de la Terre

Tél. 739-35-35, p. 188.

Cab. juridique international recherche pour sa création et son développement

● JEUNE JURISTE FISCALISTE ● JEUNE JURISTE ANGOLO-SAXON Envoyer candidature à RICHARD-PRESSE sous n° 308-825 M 7, r. de Montauville, 75007 Paris.

propositions diverses L'Etat offre des emplois stables, bien rémunérés, à tous les Français avec ou sans diplôme. Demandez une documentation (gratuite) sur le recrutement.

FRANCE CARRIERES (C 16) S.P. 402-08 PARIS.

Louageur, très sérieux, véhicule Mercedes, LP 709 91 30 m3, très bon état, cherche industriel pour travail en location. Tél. : M. Bardon 343-14-71

automobiles ventes de 5 à 7 C.V. Collaborateur Renault vend Super-5 GTS Grande 6 mois, 4.000 km, 47.000 F. Tél. : 665-54-13 ou 663-16-30.

## L'immobilier

### appartements ventes

1<sup>er</sup> arrdt LES HALLES - ST-HONORE LUXUEUSE RENOVATION Appr. 140 m<sup>2</sup>, 11 ch, 3 chébrs 3 bns, C.A.M. SOLEIL G.A.R.B. : 597-22-88.

3<sup>e</sup> arrdt MARAIS IMMEUBLE RENOVE 2 ET 4 P. EN DUPLEX avec ou sans travaux, aménagement, PRIX INTERESSANT. Me voir : C.F. JOUIN et DEMAIN, de 14 h à 18 h, 4, RUE DE PORTOU.

6<sup>e</sup> arrdt PROX. ST-SULPICE Vend 130 m<sup>2</sup> caractère. Achaté 200 m<sup>2</sup>. Rev. gaudie. 703-33-31.

13<sup>e</sup> arrdt RUE TOLBIAC Surface à aménager s/cour clair, calme, mazzanine. Finitions personnalisées. 325-58-65.

GOBELINS Séjour + 2 chambres Bains, imm. pierre 35 m<sup>2</sup> 1 100 000 F - 528-83-04

14<sup>e</sup> arrdt MONTMARTRE 1<sup>er</sup> étage, p. de t., 2 p., 100 m<sup>2</sup>, 100 000 F. 328-87-18.

PORTE D'ORLEANS 5 PIECES + SERVICE 1.200.000 F. 734-36-17.

15<sup>e</sup> arrdt VILLAGE SUISSE 116, BOULEVARD DE GRENELLE - LIMITE 7<sup>e</sup> ET 15<sup>e</sup>

Dans immeuble pierre de taille grand standing, profession libérale 7<sup>e</sup> à rénover : 45.000 F. M<sup>me</sup> CHANCY-GERIN : 783-75-35.

Dans bel immeuble pierre de taille, beau 2 pièces, rénovation totale en cours : 513.000 F. M<sup>me</sup> CHANCY-PINTO : 783-75-35.

Dans bel immeuble pierre de taille, 2 pièces, rénovation totale en cours : 513.000 F. M<sup>me</sup> CHANCY-PINTO : 783-75-35.

Propriétaire vend bel appartement 85 m<sup>2</sup> carrelé, double living + 2 chambres dans immeuble de standing occupé lot 1948, libération possible. Prix complet : 690.000 F. M<sup>me</sup> CHANCY-PINTO : 783-75-35.

SEVRES-LECOURBE Très bel studio, 37 m<sup>2</sup>, bien équipé, 5<sup>e</sup> étage, tapis escalier. Imm. pierre de taille 1891. 420.000 F. Tél. : 783-65-38.

LA MOTTE-PIQUET récent tout S.P., garage 120 m<sup>2</sup>. Balc. 307-31-62, mat.

15<sup>e</sup> MAISON 200 m<sup>2</sup> 30 m<sup>2</sup> de terrain, 500 000 F - 549-17-17

RUE LECOUBE Double living + chbr tout et refait neuf, ess. 64 m<sup>2</sup>, 630 000 F - 285-25-23

RUE LABROUSTE RECENT, GRAND STANDING 7<sup>e</sup> ét., cuis. équipées, bain, 7<sup>e</sup> ét., 783-65-38.

16<sup>e</sup> arrdt RUE DE LA FAISANDERIE Très grand studio lumineux 7<sup>e</sup> étage, soléil, 750.000 F. G.A.R.B. : 567-22-88.

PORTE D'AUTEUIL petit 2 p. refait neuf, idéal pied-à-terre, récemment rénové, 2 pièces, 45.000 F. T. 322-61-35.

PRES FOCH, Charente 2 p., 50 m<sup>2</sup>, très bon état, 3<sup>e</sup> ét., s/cour, 760.000. 704-88-18.

PORT SAINT-CLOUD Beau studio tout confort, Grand balcon, 320.000 F. G.A.R.B. : 567-22-88.

17<sup>e</sup> arrdt FACE AU PARC 80 DE COURCELLES 7 p., don. 4 en lacase Sud 2<sup>e</sup> et 210 m<sup>2</sup> + services prof. Agence 660-83-67 metim-sor.

AVENUE NIEL 2 pièces, cuisine, bain, w.c., parait état. Tél. : 834-13-18.

Province SAINT-TROPEZ CHAPELLE SAINTE-ANNE 2 pces, terrain, 700.000 F. 55-61-68.

Michael Bernard 1941 54-81-89.

Paris locations non meublées demandées Pour emplois et hauts dirigeants GRANDE BANQUE DE FRANCE recherche, après tests, catégories, même l'été, STUDES, VILLAS, Pans et environs. 504-04-45.

URGENT Couple avec bébé cherche 3 pièces dans Paris, clair, dans endroit calme, 11 confort, p.m. max. : 2.500 F CC. Reprise possible. Tél. de 9 h à 11 h et de 18 h à 20 h au 557-63-97 demander M<sup>me</sup> CHARPENTIER.

Région parisienne Etude cherche pour CADRES villes très bel., l'été garanti. (1) 685-89-68 - 263-57-02.

Paris locations meublées demandées SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Sés ou Ambassadeurs. 263-11-05

L'IMMOBILIER dans Le Monde du Lundi au Vendredi

555-91-82

## immobilier information

ANCIENS RECENTS DU STUDIO AU 6 PIECES SELECTION GRATUITE PAR ORIENTATEUR

Appeler ou écrire : FNAIM de Paris-Île-de-France LA MAISON DE L'IMMOBILIER, 27 bis, avenue de Villiers, 75017 PARIS. T. : 227-44-44.

maisons individuelles SAINT-MAUR, RER, bords Marne, mûrs, symp. jard. 450 m<sup>2</sup>, s.s.-sol, 2 ch. très bel. cuis. gar., bal. de j. 1 200 000 F.

577-86-85. Ssr : 588-75-61.

SEPTUILL tres jol. ppte, par- les état, avec sa chapelle aménagée pour 100 m<sup>2</sup>. Habitable de suite. Px : 1 350 000 F.

577-96-85. Ssr : 58-75-61

PAVILLONS JUSQU'À 120 M<sup>2</sup> DE PARIS SELECTION GRATUITE PAR ORIENTATEUR

Appeler ou écrire : Centre d'information FNAIM de Paris-Île-de-France LA MAISON DE L'IMMOBILIER, 27 bis, avenue de Villiers, 75017 PARIS. Tél. : 227-44-44.

Pert. vds pavillon Juvigny 91 entree, vds, 3 ch, cuis, salle de bns, w-c, 2 grds garages, 230 m<sup>2</sup> terrain, 550 000 F. Tél. : 1885-64-75. Ssr : 19 h.

propre 1 H. DE PARIS, PAR A 8 PPT 8 P., habitat, cuis., s. de bns, w-c, dép., chauff. Parc 38.000 m<sup>2</sup>. Vue imprenable 650.000 F. CRÉDIT 80 % TRIMULTI 88110 ST-FARJEAU Tél. : (03) 74-05-12 ou après 20 heures (03) 31-48-74.

URGENT 20 km St-Tropez, charm. village, pte 8 P., 4 bns, ch., terr., cour et jard. 1 050 000 F. Tél. : (04) 43-62-60.

châteaux vds ORAGUIGNAN, château + 3 h., piscine, eau, tél. E.G.F. 4.000 000 Téléphone : (04) 68-50-67.

trains Pert. vds 1 ha d'ass. zone tour., constr., 20 mn Gogolin, 35 mn St-Tropez. Accès 15 vélos, eau, électric., tél. sur place 400 000 F - (04) 68-61-68 srr 588-75-61.

villages ETUDE LODEL, 35, bd Voltaire, 75011 PARIS. Tél. : 355-61-68. Spécialistes villages. Expérience, discernement, conseils.

Dans bel imm. récent, qd 2 p., 11 ch, balc., park, 38.000 F cot + 3.000 couché, 69 179 ans. Pres du ans Gobelins, Crut 8, rue La Boétie, 266-19-00.

villages BRETAGNE, presq'île Crozon 99, l'été juillet-août, mois ou ann., belle prop. 4 ch, villas cot. Tél. : 16 (01) 27-06-75.

bureaux Locations Votre adresse commerciale ou SIEGE SOCIAL loc. bureaux secr. telx CONSTITUTION STES ou création ties entreprises. ASPAC 293-60-50 +

VOTRE SIEGE SOCIAL Constitutions de Sociétés et tous services. 355-17-50.

GARE DE LYON Loc. courte durée, burs entente meublées, 8 ans, indep. Over optiarc. 328-58-85.

V/SIEGE SOCIAL TELEX SECRETARIAT DEMARCHES CONSTITUTIONS dans tous domaines AGECO 294-95-28 STATIONNEMENT AISÉ

Locations Locaux commerciaux Situ rech. dans banlieue Ouest, proche Paris, locaux tout état, 30 m<sup>2</sup> à 1.000 m<sup>2</sup>. Caut. m. opérationnel 6.000 F par an au m<sup>2</sup>. Tél. : 01-4-70-77, de 16 h à 19 h.



MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DE L'ÉNERGIE

Le Ministère des Travaux publics et de l'Energie, B.P. 24, KIGALI-RWANDA, lance un avis de présélection des entreprises pour l'étude, la fourniture et la construction de deux dépôts de super-carburant et gas-oil situés à :

- KIGALI (3 X 3.660 m3) et
- BUTARE (2 X 1.940 m3)

1. Le projet comprend le système pétrolier de chargement/déchargement, le système protection incendie, bâtiments techniques et administratifs, routes d'accès asphaltées, ouvrages auxiliaires.
2. Le délai d'exécution est fixé à 18 mois calendaires.
3. SOURCE DE FINANCEMENT : le projet est financé par la Caisse Centrale de Coopération Economique (C.C.C.E.).
4. La participation à la présélection est ouverte à égalité de conditions à toutes les personnes physiques ou morales ayant leur siège social ou leur domicile au Rwanda, en France ou dans les Pays de la zone franc.
5. DOCUMENTS REQUIS POUR LA PRÉSELECTION
- Les dossiers de présélection doivent être établis en un original et 4 copies, ils comprendront au minimum :
- 5.1 - Un document établi selon la législation du Pays d'origine datant d'au moins trois mois attestant la capacité juridique de l'entreprise : — les références bancaires et la dernier bilan approuvé ; — copie des statuts ; — acte d'inscription au registre du commerce, au répertoire des entreprises agréées pour ce type de travaux ;
- Un exposé des procédures d'Assurance qualité (en particulier Manuel de Contrôle Qualité constructions réservoirs et tuyauteries de transfert) ; — la liste des principaux sous-traitants et fournisseurs avec leurs références et domicile légal ; — la document donnant les renseignements complets sur les possibilités du candidat en personnel avec références (nom, nationalité, qualification et années d'expérience) et en matériel prouvant qu'il est techniquement en mesure d'exécuter les travaux projetés ;
- Les pièces dûment certifiées indiquant les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat à la présente présélection ;
- En cas de groupement, les documents ci-dessus doivent être fournis par chaque membre du groupement.
- 5.2 - Les références concernant les travaux ou prestations analogues : les plus importants exécutés par le candidat au Rwanda, dans les Pays voisins, en Afrique ou ailleurs. Ces références doivent mentionner pour chaque projet, sur une feuille distincte, les renseignements suivants :
- L'intitulé ainsi que la localisation du projet ; les noms du Maître de l'Ouvrage et des(s) l'Organisme(s) qui a (ont) financé le projet ; — éventuellement le nom et l'adresse de l'ingénieur-conseil du projet ; — une brève description du projet ainsi que la description et la quantité des différents postes exécutés ; — la date de démarrage ainsi que la date d'achèvement du projet ; — le délai d'exécution contractuel ; — l'importance de la participation du candidat à l'exécution desdits travaux et sa responsabilité engagée ; — la valeur finale du projet ainsi que la valeur des travaux ou prestations que le candidat a effectivement exécutés ; — les adresses complètes des titulaires des ouvrages et des organismes financiers qui peuvent fournir des renseignements supplémentaires concernant les travaux ou prestations que le candidat exécutait actuellement.
6. DATE LIMITE DE DÉPÔT DES CANDIDATURES A LA PRÉSELECTION
- Les dossiers de présélection doivent parvenir au plus tard à la date du 20 août 1985, à 10 heures locales à Monsieur le Secrétaire Permanent du Conseil des Adjudications de la République Rwandaise, au Ministère des Finances et de l'Economie, BP 158, KIGALI-RWANDA.
- Informations :
- SOCIÉTÉ PETERORWANDA : B.P. 981 — KIGALI — Tél. :

## 16 Juillet 1985

Obligations de 5 000 F. émises au pair.  
Jouissance, règlement : le 30 Juillet 1985. Durée : 12 ans.  
Amortissement : en 10 annuités constantes après un différé de 2 ans.

**Taux de rendement actuariel brut : 12,10 %**

Souscription dans les Banques, chez les Comptables du Trésor, dans les Bureaux de Poste et les Caisses d'Epargne. Les intérêts de ces titres figurent parmi les versements ouvrant droit à l'abattement de 5.000 F par an. Une note d'information (vues C.O.B. n° 83-194 du 18 juin 1981) peut être obtenue sans frais auprès de la C.A.E.C.L., 56, rue de Lille, 75356 PARIS, et des établissements chargés du placement.

**20 Collectivités de Provence-Alpes-Côte d'Azur se groupent pour investir cet emprunt.**  
**RÉGION.**  
**DÉPARTEMENTS:** Alpes de Haute Provence, Alpes Maritimes, Bouches du Rhône, Vaucluse.  
**VILLES:** Aix en Provence, Cannes, Carpentras, Dax, Draguignan, Grasse, Mangrange, Marseille, Marignane, Nice, Pertuis, Le Poteau, Salon de Provence, Toulon.

Avec le concours de la **CAECL** 

1. *Journal of the American Medical Association*, 1997; 277: 1039-1043.



هكذا من الامم

# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

17 juillet

### Reprise

La Bourse de Paris attendait Wall Street, et Wall Street lui a donné la preuve que, pour l'instant, sa confiance restait intacte. Elle a été rassurée et, mercredi, le mouvement de hausse, interrompu vingt-quatre heures, a repris. Cependant, avec la relative minceur des courants d'affaires, naturelle en cette période de l'année, il a eu du mal à prendre une certaine ampleur. A la clôture, l'indice a enregistré une avance de 0,3 % environ. Ce qui n'est pas une mauvaise nouvelle. Les professionnels hésitent encore à se prononcer. Pour tout dire, le marché n'a pas eu seulement à connaître des bonnes dispositions de New-York. L'annonce d'un excédent commercial de 1,99 milliard de francs pour juin, le premier de l'année, a aussi depuis le mois de juillet 1984, a produit une excellente impression.

En outre, la communauté, une fois n'est pas coutume, a retenu que le chômage s'était légèrement tassé. Une bonne raison à ce soudain intérêt d'ordre social : les chiffres fournis contiennent des signes d'une reprise de l'activité économique que ne dénotent pas encore les indicateurs.

Les magasins (Printemps, CFAO, Carrefour) ont regagné le terrain perdu la veille. Total aussi. Et avec eux, un assez grand nombre de belles valeurs ont monté comme CSF, Sanofi, Roussel-Uclaf, Redoute, Lafarge, Perrier, Leroy-Somer, Membre Peugeot (+0,8 %) et fait mine de sortir de l'ornière (avec la nouvelle baisse du dollar, le devise-tout à encore baissé pour se traiter entre 9,04 F et 9,09 F, contre 9,10 F et 9,28 F).

Mais l'or s'est redressé : 321,70 dollars l'once à Londres (contre 315,75 dollars) pour la première fois depuis deux mois. A Paris, tirailé entre ces deux forces contraires, le lingot s'est borné à progresser de 400 F à 90 050 F et le napoléon de 2 F à 563 F.

## NEW-YORK

Encore plus haut

Wall Street a des ailes. Le marché américain, mercredi, pulvérisé ses précédentes performances. Le mouvement de hausse s'est poursuivi et, à la clôture, l'indice des industriels a atteint la nouvelle cote record de 1 357,97 (+ 10,08 points). En cours de séance, il avait même légèrement franchi la barre des 1 365 points. Le bilan de la journée a été, lui aussi, assez éloquent. Sur 2 019 valeurs traitées, 957 ont monté, 671 ont baissé et 391 n'ont pas varié.

Les investisseurs ont réagi à la perspective d'une prochaine baisse des taux d'intérêt, ouverte par la décision du Fed de réviser à la hausse ses objectifs de croissance de la masse monétaire. Mais l'annonce est aussi venue de l'annonce d'une augmentation de 0,2 % des revenus personnels en juin, qui avaient diminué en mai, et de 1,9 % aussi des mises en chantier de maisons le même mois. Mais, autour du « Big Board », les analystes trouvent que le marché allait un peu trop vite en besogne et commencent à tirer la sonnette d'alarme en soulignant que la politique monétaire menée par la Réserve fédérale ne pouvait pallier les graves déséquilibres de l'économie américaine, dont le déficit budgétaire constitue un des principaux éléments.

L'activité s'est encore accélérée et 159,20 millions de titres ont changé de mains, contre 132,50 millions la veille.

| VALEURS            | Cours du 16 juillet | Cours du 17 juillet |
|--------------------|---------------------|---------------------|
| Alcoa              | 22 1/2              | 22 3/8              |
| A.T.T.             | 48 1/4              | 48 3/4              |
| Bell               | 58 1/4              | 58 3/4              |
| Boeing             | 48 1/4              | 48 3/4              |
| Chemical Bank      | 58 1/4              | 58 3/4              |
| Du Pont de Nemours | 48 1/4              | 48 3/4              |
| Eastman Kodak      | 48 1/4              | 48 3/4              |
| GenCorp            | 48 1/4              | 48 3/4              |
| General Electric   | 48 1/4              | 48 3/4              |
| General Motors     | 48 1/4              | 48 3/4              |
| IBM                | 48 1/4              | 48 3/4              |
| ITT                | 48 1/4              | 48 3/4              |
| Johnson & Johnson  | 48 1/4              | 48 3/4              |
| McDonald           | 48 1/4              | 48 3/4              |
| Pfizer             | 48 1/4              | 48 3/4              |
| Schlumberger       | 48 1/4              | 48 3/4              |
| Union Carbide      | 48 1/4              | 48 3/4              |
| Worthington        | 48 1/4              | 48 3/4              |
| Xerox Corp.        | 48 1/4              | 48 3/4              |

## AUTOUR DE LA CORBEILLE

SCHLUMBERGER N'A PLUS LA FORME. — Pour le deuxième trimestre de l'exercice 1985, le groupe annonce une baisse de 27 % de ses bénéfices, du montant, comparé à celui déposé l'an dernier à pareille époque, revient de 292 millions de dollars à 212 millions de dollars. Selon le PDG, Jean Riboud, cette baisse de forme est imputable aux dépenses liées pour acquies SEDCO, au coût de la fermeture de trois usines aux Etats-Unis, à l'augmentation des pertes de Fairchild Semiconductor, à la baisse, enfin, des résultats des services de mesures avec le recul de l'activité fournie aux Etats-Unis. Pour le premier semestre, le résultat net du groupe atteint 516 millions de dollars (vs 5,8 %).

LA BATAILLE BOURSIÈRE S'INTENSIFIE SUR DEBENHANS. — Le groupe Burton (habillements) s'efforce pour tenter de prendre le contrôle des grands magasins Debenhams, qui s'efforcent de contraindre l'offensive. Soutenu par Habitat-Maternel, Burton, qui a déjà réussi à racheter 10,4 % des actions de Debenhams, relève les termes de son OPA, portée de l'équivalent de 455 millions de livres à 583 millions de livres.

Ce groupe offre maintenant trois de ses propres actions plus, au choix, 3 livres en liquide ou 3 livres en obligations (les actions) portant intérêt de 8 % et convertibles en actions, contre cinq actions Debenhams.

| INDICES QUOTIDIENS          |        |
|-----------------------------|--------|
| (base 100 : 28 oct. 1984)   |        |
| Indice CAC 35               | 118,7  |
| Indice Euronext             | 98,7   |
| C' DES AGENTS DE CHANGE     |        |
| (base 100 : 31 oct. 1981)   |        |
| Indice général              | 219,5  |
| Indice des agents de change | 219,5  |
| TAUX DU MARCHE MONÉTAIRE    |        |
| Effets privés de 18 juillet |        |
| 100 jours                   | 17,17  |
| 180 jours                   | 17,17  |
| 360 jours                   | 17,17  |
| COURS DU DOLLAR A TOKYO     |        |
| 1 dollar (en yen)           |        |
| 17 juillet                  | 237,63 |
| 18 juillet                  | 236,30 |

# BOURSE DE PARIS Comptant

17 JUILLET

| VALEURS            | % du total | % du capital | VALEURS | Cours | Dernier cours | VALEURS    | Cours | Dernier cours | VALEURS       | Cours  | Dernier cours |
|--------------------|------------|--------------|---------|-------|---------------|------------|-------|---------------|---------------|--------|---------------|
| 3 %                | 2 384      | 190          | 191 90  | 550   | 550           | Spacem     | 120   | 120           | Dow Chemical  | 323 50 | 328           |
| 5 %                | 2 288      | 185          | 185     | 500   | 500           | S.P.I.     | 550   | 550           | Dresdner Bank | 849    | 850           |
| 1 % amort. 45-54   | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 55-64   | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 65-74   | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 75-84   | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 85-94   | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 95-104  | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 105-114 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 115-124 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 125-134 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 135-144 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 145-154 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 155-164 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 165-174 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 175-184 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 185-194 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 195-204 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 205-214 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 215-224 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 225-234 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 235-244 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 245-254 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 255-264 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 265-274 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 275-284 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 285-294 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 295-304 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 305-314 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 315-324 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 325-334 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 335-344 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 345-354 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 355-364 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 365-374 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 375-384 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 385-394 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 395-404 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 405-414 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 415-424 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 425-434 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 435-444 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 445-454 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 455-464 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 465-474 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 475-484 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 485-494 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 495-504 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 505-514 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 515-524 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 525-534 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 535-544 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 545-554 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 555-564 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 565-574 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 575-584 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 585-594 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 595-604 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 605-614 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 615-624 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 625-634 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 635-644 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 645-654 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 655-664 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 665-674 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 675-684 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 685-694 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 695-704 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 705-714 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 715-724 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 725-734 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 735-744 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 745-754 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 755-764 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 765-774 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 775-784 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 785-794 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 795-804 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 805-814 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 815-824 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 825-834 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 835-844 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    | 247           |
| 1 % amort. 845-854 | 1 285      | 100          | 100     | 378   | 378           | Financière | 245   | 247           | Financière    | 245    |               |



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### DÉBATS

2. SÉCURITÉ: «La violence des nantis», par Marilène Lemoine; «Les apprentis sorciers», par Denis Langlois; «Dés de justice (ter)», par Pierre Vidal-Naquet.
- LI: Un fil de l'intrigue, de Georges Mordès.

### ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
4. PROCHE-ORIENT
4. AMÉRIQUES
- 4.5. AFRIQUE
6. EUROPE
- YUGOSLAVIE: la grande bataille pour les devises étrangères.

### POLITIQUE

7. La préparation des échéances électorales: la constitution des listes du PS.
8. La session extraordinaire du Parlement.
9. Le communiqué officiel du conseil des ministres.
- DÉFENSE: nouvelles consignes à l'armée française.

### SOCIÉTÉ

10. La conférence de Nairobi.
10. SPORTS.

### LE MONDE DES LIVRES

11. L'échiquier romanesque de Jacques Belletrou.
- LE FEUILLETON de Bertrand Poirot-Delpech: «La succession Valéry».
13. SOCIOLOGIE: l'été et le fonctionnaire.
14. LETTRES ÉTRANGÈRES: Amnon Lubin.

### CULTURE

17. FESTIVALS: Orfeo, de Monteverdi, à Aix-en-Provence; Tadeusz Kantor à Avignon.
- MODE: Ça bouge au faubourg Saint-Honoré.

### ÉCONOMIE

21. AGRICULTURE: l'élargissement de la CEE et les pays méditerranéens.
22. Le protocole d'accord sur l'UNEDIC.
- CONJONCTURE: selon l'INSEE, l'éventail des salaires ne s'est pas rétréci entre 1980 et 1984.

- RADIO-TÉLÉVISION (19) INFORMATIONS «SERVICES» (16):
- Météorologie: Mots croisés; Loterie nationale; Taco-Tac; Loto.
- Annouces classées (21); Carnet (19); Programmes des spectacles (18); Marchés financiers (23).

### Sur CFM

de 19 heures à 19 h 30  
à Paris (89 MHz)  
à Lyon (100,3 MHz)  
à Bordeaux (101,2 MHz)  
à Saint-Nazaire-La Baule (94,8 MHz)

### JEUDI 18 JUILLET

#### «le Monde» reçoit

IDRISS ABBACK  
auteur de  
«Visa pour le français»  
avec  
PHILIPPE BOUCHER

### VENDREDI 19 JUILLET

«le Monde» en musique  
avec Nathalie La Bardonnie  
VENDREDI 19 JUILLET  
Dvorak, Mendelssohn  
et Ella Fitzgerald

Le numéro du «Monde»  
daté 18 juillet 1985  
a été tiré à 431 083 exemplaires

Le Monde Infos Spectacles  
sur Minitel  
615.91.77 + I S L M

A B C D F G H

## LA RÉFORME DES CAISSES D'ÉPARGNE

### La décentralisation financière est en marche

La création de vingt et une sociétés régionales de financement (SOREFI), effectuée entre le 10 juin et le 11 juillet 1985, marque une étape essentielle dans la réforme des Caisse d'épargne du réseau de l'Eureuil, prévue par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1983.

Ces vingt et une SOREFI, dont le capital est détenu, à part égale, par la Caisse des dépôts et les Caisse d'épargne de chaque région, sont des sociétés anonymes à directeur et conseil de surveillance. Agréées, le 17 juillet 1985, par le comité des établissements de crédit comme «sociétés financières», et soumises à ce titre à la réglementation commune des établissements bancaires, elles ont un triple rôle: assurer la représentation régionale des Caisse d'épargne; organiser et gérer les services communs, existants ou à créer, notamment les centres informatiques régionaux; enfin, faire fonctionner un circuit «court» de financement régional, qui se substituerait au circuit «long» actuellement existant (centralisation des fonds recueillis à la Caisse des dépôts et déviation de prêts par cette dernière). Les SOREFI pourraient consentir des prêts directs à des collectivités territoriales ou à des organismes spécialisés (telles les SDR) pour le financement d'investissements de caractère régional.

A cet effet, dès cette année, la Caisse des dépôts va transférer aux SOREFI la gestion et l'emploi des fonds collectés par les Caisse d'épargne de l'Eureuil sur les comptes chèques, l'épargne logement, le livret B, les comptes à terme, les bons d'épargne, les emprunts obligataires lancés sur le marché, etc. En 1985, ce transfert portera sur plus de 100 milliards de francs. La Caisse des dépôts, toutefois, continuera à recueillir la majeure partie de l'épargne liquide financièrement aidée: livrets A de l'Eureuil, livrets d'épargne populaire, CODEVI, dont elle assurera, comme par le passé, la gestion et l'emploi. A titre d'exemple, le montant des dépôts sur les livrets A dépasse 400 milliards de francs.

La réforme qui vient d'entrer en vigueur a pour objectif de «constituer un réseau», ont rappelé MM. Lion, directeur général de la Caisse des dépôts, et Thiolon, administrateur unique du Centre national des Caisse d'épargne. «Au delà

d'une solidarité financière très forte, il faut que les caisses se sentent suffisamment de bénéfices pour financer leur reconversion et leur diversification vers des produits bancaires». Le mot est lâché: reconversion et diversification. Cela veut dire que les Caisse d'épargne, dont les privilèges anciens sont battus en brèche et menacés par la banalisation des nouveaux produits, délivrés par tous les réseaux comme le sont les CODEVI et les livrets d'épargne populaire, vont devoir affronter davantage la concurrence. Cela veut dire, également, selon M. Thiolon, qu'un «certain regroupement se fera tout naturellement», le nombre de 440 caisses pouvant, éventuellement, revenir à 300, avec des moyens renforcés en personnel plus qualifié et en informatique, pour offrir les mêmes produits bancaires que tout le monde.

F.R.

### M. Ardant cesse ses fonctions d'administrateur de l'Institut du monde arabe

M. Philippe Ardant a quitté le mercredi 17 juillet ses fonctions d'administrateur de l'Institut du monde arabe (IMA), après avoir été mis en minorité au sein du conseil d'administration de cet institut. M. Ardant a déclaré que le gouvernement français avait fait savoir aux membres du conseil d'administration de l'IMA qu'il lui retirait sa confiance et qu'il devait renoncer à son mandat. A la suite d'un vote du conseil d'administration, M. Ardant a cessé ses fonctions mercredi matin.

Selon M. Ardant, le ministre des relations extérieures lui avait indiqué par lettre, le 11 juillet, que le gouvernement français «lui retirait sa confiance et son mandat d'administrateur de l'IMA» et le priait de démissionner, ce qu'il avait refusé de faire.

La démission de M. Philippe Ardant met peut-être un point final à l'épreuve de force qui l'opposait depuis quelques mois au gouvernement mais ne résout pas pour autant la crise morale et financière qui secoue l'Institut du monde arabe, fondation de droit privé qui bénéficie des dons de l'Etat français et des Etats arabes.

M. Ardant, qui avait eu les faveurs du pouvoir pour son élection sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, avait été reconduit dans ses fonctions après la victoire de la gauche pour un second mandat de trois ans, qui devait se terminer en 1986. Professeur de droit à Paris-II (Assas), il a fait preuve d'un grand dynamisme pour assurer le démarrage de l'institut et la construction de son siège, quai Saint-Bernard, qui devrait être inauguré fin 1986 ou début 1987. On a donc pu constater que M. Ardant n'a pas démenti dans ses fonctions mais plusieurs membres du conseil d'administration, dont des ambassadeurs arabes, lui reprochaient d'avoir une attitude cassante, de ne pas connaître le monde arabe et d'avoir recruté cer-

## REPRISE DE L'ACTIVITÉ INDUSTRIELLE EN JUIN selon la Banque de France

Une légère reprise de l'activité industrielle a été notée en juin après le palier observé le mois précédent, signale la Banque de France dans son enquête mensuelle publiée le 17 juillet.

Faible dans les industries agro-alimentaires et en stagnation dans le secteur de l'automobile, la production s'est redressée dans les biens d'équipement professionnels. Elle s'est fortement accrue dans les industries de biens intermédiaires et de biens de consommation. On note, à cet égard, que l'évolution des commandes passées par le négoce est restée bien orientée, notamment en ce qui concerne les biens destinés aux ménages.

Enfin, souligne la Banque de France, la demande a marqué des progrès beaucoup plus nets sur le marché intérieur qu'à l'exportation. Les échanges inter-industriels ont continué de se développer.

## Sur le vif

### Lune de miel

Vous connaissez Jean-Michel Baylet? Mais si, l'ancien président du MRG. Maintenant il est secrétaire d'Etat aux affaires étrangères. C'est la fille de la pétrolière. La pétrolière de la Dépêche de Toulouse. D'où son surnom: le veau sous la mère. Il paraît qu'il s'embête au Quai. Au début il s'est activé pour piquer le bureau du secrétaire général, mais depuis que c'est fait... On s'est fortement accueilli dans les industries de biens intermédiaires et de biens de consommation. On note, à cet égard, que l'évolution des commandes passées par le négoce est restée bien orientée, notamment en ce qui concerne les biens destinés aux ménages.

Alors là, toutes nos félicitations. Il vient de se marier, Baylet. J'ai vu sa photo, il est plutôt beau gosse. Et on va lui faire une fleur. On lui offre un fabuleux voyage de noces dans le Pacifique. Oui, on? Ben, vous, moi. On s'est tous cotés. On n'a pas lésiné. Ce sera vraiment super. Il va pouvoir ramener de ces diapos! Il sera accompagné d'une quinzaine de personnes, une suite quoi. Paris à deux comme ça, ça aurait eu l'air de quel?

PREMIERE ESCALADE: Nouméa. Deux jours après: Vanuatu, où il sera reçu par le premier ministre. Ensuite, en Papouasie, ce sera encore mieux. Il va pouvoir présenter sa jeune épouse au chef du gouvernement en personne. Puis Fidji. Et attendez, c'est pas fini, il va à l'île de Tonga. Et là, il sera reçu par le roi Ma'afua Tumu-ma'afua. Il est énorme ce roi, aussi gros que son pays est petit. D'ailleurs il ne se déplace qu'avec son trône, un trône colossal. Un trône de cette taille-là, nous, on pourrait y associer quatre de nos secrétaires d'Etat. A l'aise.

CLAUDE SARRAUTE.

### Au Koweït

### Le Parlement suspend son aide financière aux pays arabes dits «de la confrontation avec Israël»

Koweït (AFP). — L'Assemblée nationale koweïtienne a décidé, mercredi 17 juillet, de suspendre l'assistance financière accordée depuis 1978 par le Koweït aux pays arabes dits «de la confrontation avec Israël».

Cette assistance, fixée à l'origine à 500 millions de dollars par an, avait été réduite en 1984, par suite de la baisse des revenus due à la crise pétrolière, à environ 330 millions de dollars par an et allait, en vertu des résolutions du sommet arabe de Bagdad de 1978, à la Syrie, à la Jordanie et à l'OPL. Le Koweït, accordait à lui seul à la Syrie une aide évaluée à 175 millions de dollars par an.

La réticence du Koweït à continuer à verser cette aide se manifestait en juin dernier, à la suite d'une manifestation devant l'ambassade du Koweït à Damas.

Le président de l'Assemblée nationale, M. Ahmed Al Saadoun, a fait valoir que cette aide ne se justifiait plus dans la mesure où les pays bénéficiaires «n'affrontaient plus l'ennemi sioniste dans les territoires occupés».

Il a estimé que les «massacres dans les camps palestiniens à Beyrouth avaient été perpétrés grâce à cette assistance financière arabe qui devait, en principe, être accordée aux pays de la confrontation». Il avait accusé, le mois dernier, la Syrie de soutenir les milices chiites

d'Amal dans leurs combats contre les camps palestiniens.

Les attentats survenus au Koweït — tentative d'assassinat de l'émir, le 25 mai dernier, à la voiture piégée, puis les deux attentats à l'explosif qui ont fait huit morts et quatre-vingt-neuf blessés jeudi dernier — ont renforcé la ligne dure manifestée au sein du Parlement. La commission financière et économique de l'Assemblée nationale avait recommandé la semaine dernière la suppression de cette assistance en invoquant notamment le fait que les autres Etats arabes qui avaient pris un engagement similaire d'honneur ne s'en étaient pas rendus compte.

Le Parlement koweïtien a cependant décidé d'augmenter de plus de 80 % l'assistance accordée aux «pays arabes» arabes et étrangers, qui passera à 500 millions de dollars par an au total.

### La mort de Diego Giacometti

Le sculpteur Diego Giacometti est mort à Paris le 17 juillet, d'un arrêt cardiaque, huit jours après une opération de la cataracte. Frère d'Alberto Giacometti, il avait été son premier modèle masculin. Il était âgé de quatre-vingt-quatre ans.

### Le sculpteur modèle

Né en 1902 à Stampa, en Suisse (près de la frontière italienne), Diego Giacometti vint rejoindre son frère, d'un an plus âgé que lui, à Paris, en 1923. Il s'installa d'abord dans l'atelier d'Alberto, où il couchait dans le sous-sol.

Leur père, Giovanni Giacometti était peintre, un bon impressionniste. Diego et Alberto étaient sculpteurs. Ils ne se quittèrent que rarement, habitant l'un près de l'autre. Involontairement, Alberto, qui devait disparaître en 1966, reprit pour modèle la figure grave de Diego.

Ils travaillèrent ensemble en 1926 pour le décorateur Michel Frank, qui leur avait demandé des modèles de lampes et d'appliques: figures de femmes devenues lampadaires et qui atteignent aujourd'hui des prix records dans les ventes.

Diego Giacometti avait un tempérament original. Grand artiste, il poursuivait son travail de décorateur-sculpteur: tables et fauteuils de bronze aux motifs zoomorphes: léopards, colombes ou rongeurs courants dans les feuillages des monnaies. De ces œuvres, le grand public pourra d'ailleurs avoir bientôt un aperçu puisque le musée Picasso, qui doit ouvrir le 23 septembre à l'hôtel Salé, lui avait commandé des luminaires et des stèles.

En 1982, Diego Giacometti avait préfacé l'ouvrage de James Lord — autre modèle d'Alberto — Un portrait par Giacometti (Editions Mazarine).

Un deuxième tronçon de la Grande Muraille de Chine bientôt ouvert au public. — Les milliers de touristes qui se rendent en Chine pourront, à compter du 1<sup>er</sup> octobre prochain, visiter un deuxième tronçon de la Grande Muraille, l'un des plus célèbres sites de ce pays. Jusqu'à présent, seul le tronçon de Badaling, à environ 80 km au nord de Pékin, était accessible au public. — (AFP).

## VITESSE MINIMALE SUR AUTOROUTE

### Pas de répression systématique du non-respect des 80 km/h

A partir du 1<sup>er</sup> août, les conducteurs empruntant la voie la plus à gauche sur une autoroute ne pourront circuler à une vitesse inférieure à 80 km/h (le Monde du 17 juillet). Cette règle ne sera pas impérative, de jour, sur terrain plat et lorsque la circulation et les conditions atmosphériques permettront une bonne visibilité et une adhérence correcte. Le conseil des ministres a adopté, le 17 juillet, cette mesure qui modifie les articles 10 et 11 du Code de la route.

En théorie, les contrevenants à la nouvelle règle seront passibles d'une amende de 150 francs à 300 francs. Toutefois, M. Paul Quilès, ministre de l'urbanisme du logement et des transports, qui a fait élaborer le nouveau règlement, ne souhaite pas de répression particulière: «Nous n'allons pas placer des

radars sur les autoroutes pour sanctionner les conducteurs trop lents, a-t-il déclaré. Il s'agit, en fait, d'homogénéiser le trafic en évitant des ralentissements généraux de circulation en chaîne. 16 % des accidents enregistrés sur autoroute sont dus à des ralentissements qui se sont traduits par des chocs arrière.» Selon un sondage réalisé en décembre 1984 par la SOFRES, 74 % des personnes interrogées jugeaient qu'une vitesse minimale sur autoroute était une bonne idée.

D'autre part, le conseil des ministres a demandé aux forces de l'ordre de verbaliser, cet été, en priorité, les comportements dangereux (franchissement de lignes jaunes), le non-respect des limitations de vitesse et le non-respect des feux et des stops.

45 000 peaux de calmans saisis au Brésil. — Quelques 9 tonnes de peaux de calmans emballées dans 39 caisses — soit l'équivalent de 45 000 animaux — ont été saisies la semaine dernière dans le port de Rio-de-Janeiro. Ces peaux, en provenance de Bolivie, devaient être livrées à l'Espagne. C'est la prise la plus importante depuis l'entrée en vigueur, il y a dix ans, de la Convention de commerce international des espèces menacées d'extinction (CITES), dite convention de Washington, qui établit la liste des animaux dont le commerce est interdit ou réglementé. — (AP)

Le meurtrier d'un cambrioleur remis en liberté à Auxerre. — M. Jean Gary, le cambrioleur d'Auxerre (Yonne), qui avait tué un cambrioleur, a été remis en liberté. Dimanche 14 juillet, M. Gary, garagiste, avait surpris un forain, Serge Lancelotti, en train de dérober une moto dans son magasin (le Monde du 16 juillet). Il avait tiré sur lui, le blessant mortellement. Le lendemain, il était inculpé d'homicide volontaire et écroué. Le juge d'instruction, M. Thouvier, l'a fait remettre en liberté, mercredi 17 juillet, après la reconstruction. M. Gary reste inculpé.

TOUTES PRÉPAS  
sciences-po  
2 centres: Neuilly et Quartier latin  
CEPES  
57, rue Charles-Lafitte, 92 Neuilly - Tel.: 745 09 19

TÉLEX PARTAGÉ  
ETRAVE SERVICE TÉLEX PARIS 345.21.62

سكوا من الأصل